

ANALYSE DES POLITIQUES AGRICOLES ET COMMERCIALES AU SÉNÉGAL : SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE COMPROMISES ?

Par

Ousmane Ndiaye

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable en
vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2018

SOMMAIRE

Mots clés : politiques agricoles, sécurité et souveraineté alimentaire, Sénégal, commerce international, organisation mondiale du commerce

Le Sénégal est un pays à vocation agricole. Il dispose de près de 19 672 000 hectares de terre, dont 19,3 % de terres arables. Ces terres arables sont pour la plupart menacées par une forte dégradation du couvert végétal, la sécheresse, l'acidification et l'érosion éolienne, la salinisation et la toxicité ferrique des sols combinés aux effets des changements climatiques. Malgré ces faits, le secteur agricole participe à environ 8 % du PIB national, procure 15,3 % des exportations du pays et emploie plus de 60 % de la population active en 2014.

Bien que les systèmes d'échange de denrées alimentaires soient encadrés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la faim et la malnutrition sont des phénomènes qui persistent de plus en plus dans certaines zones du globe, surtout dans les pays en développement. En effet, depuis la mondialisation économique du commerce instrumentalisée par le phénomène de libre-échange des denrées alimentaires, la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, y compris le Sénégal, sont devenus de grands importateurs de produits alimentaires afin de répondre aux besoins de leurs populations. Le Sénégal, engagé à respecter les principes de l'OMC, a beaucoup de difficultés à mettre en place une politique de sécurité alimentaire durable qui s'aligne sur le concept de libre-échange.

L'objectif général de cet essai est d'analyser les facteurs clés liés à la formulation des politiques commerciales agricoles du Sénégal afin d'accroître la souveraineté et la sécurité alimentaires des populations. Ce travail montre les impacts du commerce mondial des denrées alimentaires sur la production nationale, la sécurité et la souveraineté alimentaire ainsi que les différentes politiques commerciales mises en place. La méthodologie est basée sur trois axes : recherche et exploitation de documents officiels et scientifiques, analyse des politiques agricoles et comparaison de données interfilières, sous-régionales ou régionales et internationales. Cette démarche a permis de formuler quelques recommandations devant permettre au Sénégal de promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaires. Il s'agit entre autres de sécuriser durablement le commerce des produits de base, de valoriser les produits locaux, de redynamiser les accords régionaux et d'appliquer une politique agricole durable adaptée aux changements climatiques.

Cette étude peut servir de socle aux intervenants et acteurs du secteur agricole en vue de concevoir une politique commerciale des denrées alimentaires pour lutter contre la malnutrition et la famine en plus de forger l'autonomie alimentaire du pays à cet égard.

REMERCIEMENTS

Je remercie le Tout Puissant, le Suprême, le Seul et l'Unique.

Je tiens très sincèrement à dire MERCI à Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano de m'avoir accompagné tout au long de la rédaction de cet essai et d'avoir su me motiver. Je vous sais gré de vos conseils, votre réactivité de qualité ainsi que la patience démontrée tout au long de ce travail. Je conserve un souvenir inoubliable de notre collaboration.

Je remercie chaleureusement tout le personnel du CUFÉ et l'ensemble des professeurs qui ont contribué à ma formation. Plus particulièrement je remercie ma conseillère Karine Vézina ainsi que Judith Vien et Diane Couture pour l'accompagnement et votre aide est incommensurable.

Je remercie mon frère Mamadou Faye pour sa précieuse aide et son soutien inconditionnel.

Je remercie ma meilleure amie, ma confidente et ma moitié Soumia Elberry.

À ma mère, mon oncle, ma tante et toute ma famille, je ne peux que vous dédier ce travail. Votre soutien aussi bien moral que physique n'est pas à quantifier. Que le bon Dieu vous préserve davantage!

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES LIÉES À L'AGRICULTURE SÉNÉGALAISE	3
1.1 Le secteur agricole au Sénégal	3
1.1.1 L'agriculture traditionnelle à petite échelle et la consommation locale	3
1.1.2 L'agriculture industrielle à grande échelle et les exportations	4
1.2 Contraintes environnementales	4
1.2.1 Climat et stress hydrique	5
1.2.2 Perte de biodiversité et fertilité des sols	5
1.2.3 Pollution	6
1.2.4 Sécheresses	7
1.2.5 Émissions de GES	7
1.3 Contraintes socio-économiques	7
1.3.1 Pauvreté rurale et iniquités	7
1.3.2 Genre et iniquités	8
1.3.3 Endettement et balance commerciale déficitaire	9
1.4 Agriculture alternative (ODD et agriculture durable)	13
2. L'OMC ET LES POLITIQUES COMMERCIALES AGRICOLES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	15
2.1 L'OMC et le commerce international	15
2.1.1 Principes et règles multilatérales	15
2.1.2 Organe de règlement des différends (ORD)	17
2.1.3 La théorie du libre-échange et la croissance économique	18
2.1.4 Accords bilatéraux ou régionaux	19
2.2 L'agriculture dans le champ de compétence de l'OMC : du cycle de l'Uruguay au cycle de Doha	21
2.2.1 L'Accord du cycle d'Uruguay sur l'agriculture	21
2.2.2 Les pays en développement et le programme de Doha	27
2.3 Sécurité alimentaire et commerce agricole	29
2.4 Souveraineté alimentaire	30
2.5 Droits fonciers et accaparement de terres	31
3. COMMERCE INTERNATIONAL ET POLITIQUES COMMERCIALES ET AGRICOLES DU SÉNÉGAL	33
3.1 Politiques macroéconomiques, commerciales et agricoles du Sénégal	33
3.1.1 Période coloniale	33

3.1.2 Programmes d'ajustement structurel et reformes.....	34
3.1.3 Investissement direct étranger et agriculture commerciale	37
3.2 Législation nationale et ajustements aux principes de l'OMC.....	38
3.3 Les mesures de protection à l'importation dans le cadre de l'OMC.....	41
3.4 Les acteurs du secteur agricole sénégalais	43
3.5 La politique commerciale agricole sénégalaise et l'intégration régionale : l'UEMOA et la CEDEAO.....	43
3.5.1 L'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine)	44
3.5.2 La CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)	44
4. ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES AGRICOLES AU SÉNÉGAL AVANT ET APRÈS L'OMC 47	
4.1 Cadre d'analyse	47
4.1.1 Sélection des études de cas.....	47
4.1.2 Grille d'analyse	48
4.2 Étude de cas 1 : filière avicole (viande de poulet)	49
4.3 Étude de cas 2 : filière du riz	51
4.4 Étude de cas 3 : filière arachide	53
4.5 Étude de cas 4 : filière lait	56
4.6 Discussion.....	58
5. RECOMMANDATIONS	64
5.1 Sécuriser durablement le commerce des produits de base	64
5.2 Valoriser les produits locaux	65
5.3 Renforcer la politique de souveraineté alimentaire et redynamiser les accords régionaux.....	66
5.4 Appliquer une politique agricole durable adaptée aux changements climatiques	67
CONCLUSION.....	69
RÉFÉRENCES.....	70
ANNEXE 1 : EFFETS POSSIBLES A COURT, MOYEN ET LONG TERME DU COMMERCE SUR LES QUATRE DIMENSIONS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE.....	81
ANNEXE 2 : CHOIX DES ÉTUDES DE CAS.....	82
ANNEXE 3 : GRILLE D'ANALYSE – PRÉLIMINAIRE	86

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1. 1	Sénégal : la dette publique en pourcentage du PIB	10
Figure 1. 2	Évolution des exportations entre 2012 et 2016	11
Figure 1. 3	Évolution des importations entre 2012 et 2016.....	12
Figure 3. 1	Évolution de la balance commerciale depuis 1960	37
Tableau 3 1	Principaux lois et règlements liés au commerce adoptés ou amendés par le Sénégal, 2009-2017.....	39
Tableau 3 2	Récentes notifications à L'OMC par domaine, 2009-2016	40

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AAUR	Accord sur l'agriculture de l'Uruguay round
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ACR	Accords de commerce régionaux
ADPIC	Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle relatifs au commerce
AGCS	Accord `général sur le Commerce des Services
ALENA	Accord de Libre Nord-Américain
AMS	Assemblée Mondiale de la Santé
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APCR	Association des Présidents de Communautés Rurales
APE	Accords de Partenariat Économique
ASEAN	Association des Nations d'Asie du Sud Est
AVSF	Agronomes et Vétérinaires sans Frontières
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CNCR	Conseil national de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNIA	Comité national interprofessionnel de l'arachide
CPDN	Contribution prévue déterminée au niveau national
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FASR	Facilité des Réformes d'Ajustement Structurel Renforcé
FIDA	Fonds International du Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNOPS	Fédération nationale des opérateurs privés du Sénégal
FOB	Free On Board
FONGS	Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GIE	Groupement d'intérêt économique
GIEC	Groupement d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	Association Internationale de Développement
IDE	Investissement Direct Étrangers
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche Agronomique
LPDE	Lettre de Politique de Développement de l'Élevage
MAAF	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MERCOSUR	Marché Commun du Sud
MES	Mesure d'Équivalent de Soutien
MGS	Mesure Globale du Soutien
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NPF	Nation la Plus Favorisée
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs du Développement Durable
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OPEC	Organe d'Examen des Politiques Commerciales
ORD	Organe de Règlement des Différends
PANA	Plan d'action National d'Adaptation aux changements climatiques
PED	Pays en voie de Développement
PAM	Pays les moins avancés
PNAR	Programme National d'Autosuffisance en Riz
PPTÉ	Pays Pauvres Très Endettés
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PREAC	Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité
PSE	Plan Sénégal Émergent
SAED	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du fleuve Sénégal et des Vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé
SENCIM	Société nationale des produits chimiques
SISMAR	Société Industrielle Sahélienne de Mécanique, de Matériels Agricoles et de Représentations
SONACOS	Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal

TEC	Tarif extérieure commune
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Monétaire des Etats d’Afrique de l’Ouest

INTRODUCTION

L'alimentation des populations est un axe essentiel dans la définition des politiques macroéconomiques intérieures et extérieures des États et elle est très présente dans les négociations commerciales et environnementales à l'international. Les fluctuations du marché des produits agricoles à l'international attestent d'une importance grandissante dont regorge l'agriculture, de plus en plus affectée par les incertitudes climatiques aux aléas multiples. Ce déséquilibre climatique est beaucoup plus ressenti dans les pays en développement (PED) et les pays les moins avancés (PMA) en particulier ceux d'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. Ce dernier est un pays d'Afrique de l'Ouest appartenant à la bande du Sahel, victime d'une sécheresse plus ou moins chronique depuis les années 1970. L'économie du pays est fortement tributaire des performances agricoles. L'agriculture est un secteur qui emploie plus de 60 % de la population sénégalaise et participe à la hauteur de 7 à 8 % du produit intérieur brut (PIB). En dépit de ces chiffres, ce pays fait partie des importateurs nets de produits alimentaires. Depuis l'accession du Sénégal à l'indépendance dans les années 1960, différentes politiques de mise en valeur et de redynamisation du secteur agricole sont mises sur pied par les autorités seules ou en collaboration avec les institutions financières ou alimentaires internationales, dont la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO) surtout dans les années 1990. Les réflexions politico-économiques ont été dirigées pour la plupart à la libéralisation du marché des denrées alimentaires sans compromettre la sécurité alimentaire du pays. Toutefois, le Sénégal a des difficultés à harmoniser ces accords de commerce avec la politique de sécurité et de souveraineté alimentaire du pays.

L'objectif global de ce travail est de déterminer les facteurs clés relatifs à la formulation des politiques commerciales agricoles du Sénégal afin d'accroître la souveraineté et la sécurité alimentaires des populations. Aborder une telle problématique revient à se fixer des desseins particuliers et séquentiels en fonction des différents aspects de l'agriculture sénégalaise. Spécifiquement, il s'agira d'abord de décrire les différents défis (environnementaux, sociaux et économiques) auxquels est confrontée l'agriculture sénégalaise; d'exposer ensuite l'état du développement agricole du pays en perspective avec son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995; puis de mener une analyse sur les politiques et programmes agricoles du pays suivant les différentes périodes de son évolution depuis 1960 et enfin de formuler des recommandations au sujet des éléments qui pourraient impacter positivement la sécurité et la souveraineté alimentaire du Sénégal. Les objectifs spécifiques concourent à l'atteinte du but global de ce travail.

Les études et les écrits menés à propos de l'alimentation des populations sont plus ou moins épars, riches ou rares concernant la sécurité alimentaire. Pour cette raison, le choix des sources obéit à une certaine rigueur et à une scientificité suffisante afin de produire un travail qualitativement pertinent. Dès lors, les sources ont été choisies de façon à ce qu'elles soient crédibles et pertinentes par rapport au sujet traité en plus d'être fiables, objectives et actuelles. D'autres critères entrent en jeu lors du choix de l'information, notamment la réputation des auteurs, la validation des données par les pairs, la date de publication et la mise à jour des données. Ces informations proviennent généralement de textes scientifiques probants, de publications d'organismes gouvernementaux (départements ministériels, agences nationales de données statistiques, etc.), intergouvernementaux ou non gouvernementaux (institutions financières ou alimentaires internationales, organismes de régulation du commerce international, zones d'intégration régionales ou sous-régionales, etc.).

Le présent travail est divisé en quatre chapitres subdivisés en sections et sous-sections de dimensions plus ou moins équilibrées. Les chapitres suivent un enchaînement linéaire et ils sont complémentaires entre eux. Les trois quarts des chapitres sont spécifiquement axés sur le Sénégal et le quart est un peu ouvert à la comparaison avec d'autres pays ou groupes, comme les PED et les PMA, notamment ceux des sous-régions ouest-africaine, asiatique ou latino-américaine. Tout d'abord, le premier chapitre est consacré à l'étude des contraintes environnementales et socio-économiques relatives à l'agriculture sénégalaise, où il est question de diagnostiquer les défis auxquels ce secteur est confronté selon ces dimensions. Le deuxième chapitre est ensuite réservé à l'analyse des relations entre l'OMC et les politiques commerciales agricoles des pays en voie de développement : il est question ici de mettre en relief les politiques commerciales agricoles des PED et PMA, leur part de marché à l'international et la régulation du commerce au sein de l'OMC. Puis, le troisième chapitre porte spécifiquement sur le commerce international et les politiques commerciales et agricoles du Sénégal aussi bien sur le plan de ses appartenances sous-régionales (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest [CEDEAO] et Union économique et monétaire ouest-africaine [UEMOA]) que de sa conformité aux dispositions internationales de l'OMC. Enfin, le quatrième chapitre est dédié à l'appréhension de la mise en œuvre des politiques agricoles au Sénégal en amont et de son adhésion à l'OMC en aval. Dans ce dernier volet est prévue une étude par filière assortie de recommandations transversales en vue d'une meilleure élaboration des politiques commerciales et agricoles au bénéfice de la sécurité et de la souveraineté alimentaires des populations sénégalaises.

1. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES LIÉES À L'AGRICULTURE SÉNÉGALAISE

Depuis plusieurs décennies, l'agriculture constitue la base de l'économie sénégalaise grâce au rôle important qu'elle joue dans la formation du produit intérieur brut (PIB), la sécurité alimentaire du pays, sur les exportations ainsi que la recherche de devises étrangères et la création d'emplois.

Ce chapitre a pour objectif de traiter les contraintes liées à l'agriculture sénégalaise. D'abord, un survol de la situation agricole du Sénégal sera présenté en comparant l'agriculture traditionnelle et celle dite industrielle. Ensuite, les différentes contraintes selon les sphères de développement durable à savoir le volet environnemental, économique et social seront exposées. Puis, une analyse de l'endettement du pays sera effectuée ainsi que l'évolution de la balance commerciale au cours des dernières années. Enfin, ce chapitre s'achèvera par la présentation d'une agriculture durable qui s'aligne avec les objectifs globaux de développement durable adoptés en 2015 par tous les pays membres des Nations unies.

1.1 Le secteur agricole au Sénégal

L'agriculture occupe une place importante dans l'organisation socio-économique des Sénégalais. Elle représente une source de revenus pour plus du deux tiers de la population et contribue fortement au PIB du pays. Selon la Banque mondiale (2017), la contribution de l'agriculture à la formation du PIB a progressivement diminué au cours des quarante dernières années. Toutefois, depuis 4 ans la tendance a changé : en 2012, elle représentait 15,61 % du PIB, alors qu'en 2016 elle comptait pour 17,46 %. Deux types d'agriculture sont observés au Sénégal : une agriculture dite traditionnelle à petite échelle, qui regroupe le plus de main-d'œuvre et constitue la principale activité des populations en milieu rural, et une agriculture industrielle à grande échelle, qui se base sur la recherche de devises et constitue l'une des principales sources d'exportation des produits agricoles du pays.

1.1.1 L'agriculture traditionnelle à petite échelle et la consommation locale

L'agriculture traditionnelle est la forme dominante de la production agricole au Sénégal et elle est essentiellement pluviale et saisonnière. Environ 95 % (soit 2 375 000 hectares) des exploitations sont qualifiées d'exploitations à petite échelle de superficie inférieure ou égale à 20 hectares. (Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal [FONGS], 2010) Elles contribuent à nourrir le milieu rural et la ville en assurant 60 % des denrées alimentaires (Ngom, 19 janvier 2014). De plus, dans l'agriculture traditionnelle, 91 % de la main-d'œuvre est familiale. Elle constitue une source d'emplois pour une bonne partie de la population active. L'agriculture traditionnelle est marquée par une diversité des modes de cultures dépendamment des conditions agroécologiques et socio-économiques. De façon générale, les exploitations traditionnelles combinent les cultures de subsistance (mil, sorgho, maïs,

sésame) avec les cultures de rente (arachide, coton et riz) et aussi souvent avec de l'élevage. La production est pour la plupart destinée à l'autoconsommation et faiblement à la vente locale (FONGS, 2010).

L'agriculture traditionnelle à elle seule n'assure pas l'autosuffisance alimentaire du pays et ne favorise pas l'exportation de produits alimentaires. Cette situation s'explique en partie par sa faible productivité, le manque de moyens de production, l'environnement, l'exclusion de la promotion économique, la non-reconnaissance du rôle des femmes en milieu rural et la concurrence directe par d'autres types d'agriculture. Elle est aussi caractérisée par un morcellement élevé des terres cultivables et l'absence de technologie permettant une production plus importante et durable (Stephen et al., 2015 ; FONGS, 2010).

1.1.2 L'agriculture industrielle à grande échelle et les exportations

L'agriculture industrielle à grande échelle ou *agrobusiness* n'est pas un secteur très développé au Sénégal. Sur 3,8 millions d'hectares de terres arables, seulement 5 % de ces terres sont allouées à l'agriculture industrielle, soit 125 000 hectares. (Ngom, 19 janvier 2014) Ce type d'agriculture est plus spécialisé dans les cultures d'exportation comme les cultures de rente (l'arachide, le coton, la canne à sucre) et dans les cultures horticoles (fruits et légumes). L'agriculture industrielle est généralement localisée dans les Niayes, dans le bassin arachidier et dans les zones irriguées de la vallée du fleuve Sénégal (Agence nationale de la statistique et de la démographie [ANSD-a], 2015).

Le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie sénégalaise. Il a représenté 34 % des exportations du pays en 2015 (36 % en 2013 et 29 % en 2012) et 44 % des exportations sans le pétrole. (Perspective monde, 2016 ; ANSD-b, 2015) Une grande partie des exportations du pays se fait vers les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ainsi, elle contribue à redresser faiblement la balance commerciale. Toutefois, l'agriculture industrielle fait face à certaines difficultés. Elle manque de main-d'œuvre qualifiée, de technologies et d'engrais efficaces pour une production rentable et durable (Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt [MAAF], 2015).

1.2 Contraintes environnementales

La plupart des pays du sud, et particulièrement le Sénégal, ne disposent pas de modèles fiables pour prédire les changements climatiques dans les prochaines années. En effet, le pays n'a pas une connaissance complète de l'évolution du climat sur plus que la moitié de ses terres arables. Toutefois, quelques impacts des changements climatiques sont visibles (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement [CIRAD], 2015).

1.2.1 Climat et stress hydrique

Le Sénégal a un climat de type soudano-sahélien avec une pluviométrie variable du nord au sud de 300 à 1200 mm/an. Le climat est caractérisé par une alternance d'une saison sèche allant de novembre à mai et d'une saison pluviale allant de juin à octobre (MAAF, 2015). Une analyse de l'évolution des conditions climatiques montre une tendance régionale dont la pluviométrie diminue continuellement du nord vers le sud depuis les années 1960. L'agriculture est l'une des activités de l'homme la plus sensible et la plus conditionnée par le climat. Les impacts des changements climatiques sur la production agricole deviennent de plus en plus désastreux et fréquents (Stéphane et al., 2015). La problématique du climat n'est pas un phénomène récent dans la zone sahélienne. Depuis plus de 50 ans, les isohyètes se sont déplacées de plus de 300 km vers le sud. De plus, une connaissance insuffisante sur la complexité de la mousson affecte les scénarios de prévision des impacts des changements climatiques dans cette zone sahélienne (CEDEAO, 2015).

Plusieurs scénarios montrent une augmentation de l'ordre de 2 à 4 °C de la température moyenne du pays selon la période fraîche ou chaude (Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2007 ; Sagna, 2015). La hausse de la température se manifeste par une forte évapotranspiration des plantes et du stress hydrique si le milieu est sec. De fait, plusieurs zones agricoles du pays (plus particulièrement dans les parties est et nord) sont très vulnérables aux aléas du climat. Les conséquences surgissent présentement par une baisse des rendements agricoles, une augmentation du prix des denrées alimentaires ainsi qu'une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à l'échelle du pays (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2016). À cause de mauvaises saisons de pluviométrie, la production d'arachides est passée de 1 286 855 tonnes à 900 798 tonnes entre 2010 et 2012 et le rendement du sésame a connu une chute de 30,1 % en 2011 par rapport à l'année 2010 (ANDS, 2013).

1.2.2 Perte de biodiversité et fertilité des sols

Grâce à sa position de transition entre le désert au nord et la partie humide au sud, le Sénégal bénéficie d'une forte variété écosystémique. En plus de cette diversité écosystémique, il connaît une grande abondance d'espèces floristiques (plus de 3500 espèces) et d'espèces animales (plus de 4330 espèces) dont 33 espèces seraient endémiques au pays (Ministère de l'Environnement et du Développement durable [MEDD], 2016). Or la plupart de ces écosystèmes connaissent d'importantes dégradations et plusieurs espèces sont menacées. Outre la surexploitation des ressources pour l'énergie et la consommation, plusieurs facteurs sont énumérés comme causes de perte de biodiversité dans le pays :

les feux de brousse, le surpâturage, la pression agricole, la faible pluviométrie, la salinisation ainsi que l'érosion. Cette perte de biodiversité a des conséquences sur les rendements agricoles. En effet, dans les Niayes, cette perte de biodiversité affecte fortement les activités maraîchères. En outre, dans le secteur de l'élevage, cette situation a entraîné une diminution des ressources fourragères dans les régions au nord du pays et a engendré des déplacements saisonniers du cheptel vers le sud. « La perte de biodiversité constitue ainsi un obstacle sérieux à la lutte contre la pauvreté qui explique d'ailleurs dans une large mesure la surexploitation des ressources naturelles » (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature, 2010).

La fertilité des sols est très limitée au Sénégal. Le manque d'eau et la baisse de la fertilité des sols représentent un facteur très limitant dans la production agricole du pays. Les sols généralement pauvres en matière organique sont soumis à divers processus d'érosion (éolien, hydrique et chimique) et à des systèmes de culture sans fertilisants ou avec de faibles apports de fertilisants. La matière organique (fumier, résidus agricoles et déchets domestiques) en plus d'être fragile et rare fait l'objet de multiples usages (biométhanisation, par exemple) qui contribuent à l'exportation de la fertilité. En plus, la disparition presque totale de la pratique de la jachère de longue durée participe à l'appauvrissement des sols (Institut sénégalais de recherche agronomique [ISRA], 2015). Le problème de fertilité s'amplifie au cours des 20 dernières années en raison de l'intensification des cultures et de l'extension rapide des surfaces cultivables.

1.2.3 Pollution

L'eau est une ressource rare et précieuse au Sénégal. Pourtant, sa qualité ne cesse de se dégrader (Sagna, 2015). L'agriculture, et plus particulièrement celle dite industrielle, participe fortement à la pollution des eaux de surface et souterraines par une utilisation excessive d'engrais chimiques, de pesticides et de machineries agricoles. Au Sénégal, les produits chimiques sont gérés de façon déficiente et irrationnelle. L'utilisation des produits chimiques et certains modes de cultures conduisent à la migration de plusieurs contaminants, tels que les nitrates et les micro-organismes vers des sources d'eau potable. Il est important de rappeler qu'une grande partie de la population rurale s'alimente en eau potable à partir des puits privés et que la qualité de cette eau ne fait l'objet d'aucune surveillance. Selon le ministère de la Santé et de l'Action sociale, plus de 60 % des puits privés seraient contaminés, ce qui constitue un risque non seulement pour l'environnement, mais aussi pour la santé humaine, pouvant mener d'une simple gastro-entérite à l'apparition de divers cancers (ANSD-a et ICF International, 2015).

1.2.4 Sécheresses

Depuis les années 1970, les vagues de sécheresses ne cessent de se multiplier dans le pays et plus précisément dans le nord. En dehors d'une infime partie de terres irriguées, l'agriculture sénégalaise est exclusivement pluviale. Dans cette zone de savane, le paysage est quasi aride et les enregistrements de pluviométries sont systématiquement déficitaires au cours des 60 dernières années. Depuis 1950, les précipitations ont connu une baisse de l'ordre de 30 %, ponctuées par une forte variabilité selon les années et les régions (MEDD, 2015). Cette situation présente de sévères conséquences sur les plans agricole et alimentaire. Le bétail qui divague dans la nature sèche ainsi que les famines laissent apparaître les côtés décharnés de la sécheresse chronique (Banque Mondiale, 2013; Sircoulon, 1989).

En plus de la rareté des pluies, le dynamisme démographique peut être une raison qui explique pourquoi plus de personnes sont touchées par la sécheresse. Comme il est constaté, l'augmentation démographique (2,9 % en 2016) entraîne une demande alimentaire de plus en plus importante, donc plus de besoins en eau.

1.2.5 Émissions de GES

Selon le troisième rapport de communication nationale à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le Sénégal émet environ 13 084 gigagrammes équivalent CO₂ par année, soit des émissions de 1,2 tonne équivalent CO₂ par habitant (un chiffre inférieur à la moyenne mondiale et de l'Afrique qui sont respectivement de 4,9 et 1,5 tonnes équivalent CO₂ par an). L'agriculture représente 49 % des émissions de CO₂ équivalent du pays, ensuite vient la production d'énergie avec 40 % des émissions et enfin 7 % pour les déchets et 4 % pour les procédés industriels. Les émissions de CO₂ d'origine agricole sont attribuées en majorité à la fermentation entérique et la gestion du fumier, la riziculture, le brûlage des résidus de récoltes, le brûlage dirigé des savanes et les pratiques sur les sols agricoles (MEDD, 2015).

1.3 Contraintes socio-économiques

Au cours des dernières années, le Sénégal a enregistré des taux de croissance économique supérieurs à 6 %, mais son chemin vers l'émergence est parsemé de plusieurs contraintes et de disparités.

1.3.1 Pauvreté rurale et iniquités

Une des conséquences du déficit de développement économique est la persistance de la pauvreté dans la population sénégalaise, en particulier la zone rurale. Selon le rapport de l'ANDS-b de 2015 sur les conditions de vie des ménages, 56,5 % de la population sénégalaise s'estime pauvre en 2014. La pauvreté

est plus marquée en milieu rural avec 69 % de la population et la plupart des ménages sont considérés comme très pauvres (avec moins de 1,25 \$ par jour). De plus, l'insécurité alimentaire, quant à elle, affecte 54,8 % de la population rurale (contre 38,5 % en milieu urbain). La pauvreté rurale apparaît de façon prononcée à cause de la dynamique démographique, de la faiblesse des revenus monétaire, des difficultés d'accès au crédit et de la faible couverture des services sociaux.

L'alimentation de la population rurale est généralement basée sur les cultures vivrières et saisonnières. Par conséquent, la sécurité alimentaire est facilement affectée lors d'une mauvaise année de pluviométrie ou de l'envahissement de prédateurs (criquets, par exemple) (CEDEAO, 2015). La situation de la malnutrition reste préoccupante dans le pays. En 2009, près de 23 % des enfants sénégalais souffraient de malnutrition chronique et 22 % d'insuffisance pondérale (PNUD, 2011). Par contre, le niveau de malnutrition des enfants de la région de Dakar est bien meilleur que dans le reste du pays (Fonds international du développement agricole [FIDA], 2004).

De très grandes disparités socio-économiques s'observent entre les différentes régions du pays et entre le milieu rural et urbain. En effet, la pauvreté est plus grande dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Cette situation s'explique par une centralisation des infrastructures durables dans les milieux urbains (Diagne, 2014). Par contre, le milieu rural se caractérise par un manque de scolarisation, de ressources humaines qualifiées, d'investissements durables, etc.

1.3.2 Genre et iniquités

La question sur le genre et l'équité en Afrique subsaharienne a toujours été un sujet très documenté par des organismes nationaux et internationaux. Au Sénégal, le rôle attribué à la femme est surtout influencé par l'origine ethnique, la culture, le niveau d'éducation, la classe sociale et l'endroit. Ainsi, malgré la participation des femmes dans le développement socio-économique, dans l'agriculture et la sécurité alimentaire au sein des foyers, leur rôle est peu reconnu. Le manque de reconnaissance de la femme est bel et bien visible et se manifeste dans plusieurs aspects. Les femmes ont moins d'accès aux ressources productives et non productives ainsi qu'aux bénéfices. Les femmes ont moins de contrôle sur les ressources. Malgré la croissance exponentielle des ménages dirigés par les femmes, celles-ci possèdent moins de 2 % des terres. En outre, les régimes fonciers et les réformes agraires ne donnent pas encore beaucoup de pouvoir aux filles, aux femmes mariées et aux cheffes de famille dans l'appropriation des terres agricoles. Par contre, les principales activités agricoles (semis, désherbage, fertilisation et récolte) sont attribuées de manière générale aux femmes (Agronomes et vétérinaires sans frontières [AVSF 2013; Mbow, 2017).

Cependant, au Sénégal, les femmes sont remarquées dans les espaces de concertation publique même si elles n'ont pas de pouvoir décisionnel. Selon les données de la FAO, seulement 5 % des crédits sont octroyés aux femmes alors que 5 % des services de vulgarisation visent les femmes rurales et que 15 % des vulgarisateurs sont des femmes. Le taux d'analphabétisme élevé chez les femmes, l'absence de garantie et d'épargne sont les facteurs bloquant l'accès des femmes aux crédits (AVSF, 2013).

1.3.3 Endettement et balance commerciale déficitaire

À l'instar de beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal a vécu depuis plusieurs années au-dessus de ses moyens, et les emprunts ne sont pas toujours orientés dans les secteurs de production. Le poids de la dette publique a pris une trajectoire ascendante (Fonds monétaire international [FMI], 2017). Selon le communiqué de presse du conseil d'administration du FMI, à l'issue de l'examen du rapport des services du FMI, la croissance de la dette du Sénégal reste exponentielle depuis 2006 (voir figure 1.1) pour plusieurs raisons. Cette situation est surtout amplifiée par le recours accru à l'emprunt non concessionnel notamment sur le marché régional de la CEDEAO et de l'Union africaine (UA). L'emprunt non concessionnel est un prêt fait pour les pays éligibles à l'Association internationale de développement (IDA) et recevant une aide dans le cadre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM). Il a pour objectif d'alléger la dette des pays pauvres et de leur permettre de bénéficier d'autres prêts. Malgré les bonnes intentions de l'emprunt non concessionnel, la mauvaise gestion des fonds conduit à une accumulation de la dette extérieure et à un risque de surendettement du pays (IDA, 2017; Banque Mondiale, 2016). La lourdeur de la dette a permis au Sénégal de bénéficier de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) en 2004 (FMI, 2014). De plus, l'Organisation mondiale de commerce (OMC) dont le « cadre intégré » essaie de mettre en place une stratégie plus active et mieux articulée pour une meilleure intégration des pays endettés au marché international (ANSD, 2016).

La dette extérieure représente 70 % de la dette publique sénégalaise (Intelligences.info, janvier 2017). La dette publique sénégalaise est passée entre 2006 et 2016 de 20,9 % à 59,3 % de la part du PIB. Contrairement à la dette concessionnelle, la dette intérieure a doublé entre 2011 et 2016, ce qui entraîne une augmentation des coûts moyens d'emprunts. En outre, le fait que l'État reçoive des prêts venant des bailleurs comme la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) en monnaies nationales et avec des taux pouvant atteindre 8,5 % amplifie la croissance de la dette. Les services liés à la dette font partie des facteurs qui amplifient la dette extérieure du Sénégal. Si on se base sur le rapport du FMI, les services de la dette sur l'ensemble de la dette publique atteignent 25,4 % des recettes publiques en 2016 et pourraient atteindre 35 % en 2017 et 2018 si on inclut l'endettement à des projets non porteurs de

croissance économique. Selon le rapport du Comité national de politique économique du Sénégal (2015), l'endettement du Sénégal dépasse de 70 % de la norme retenue par l'UEMOA.

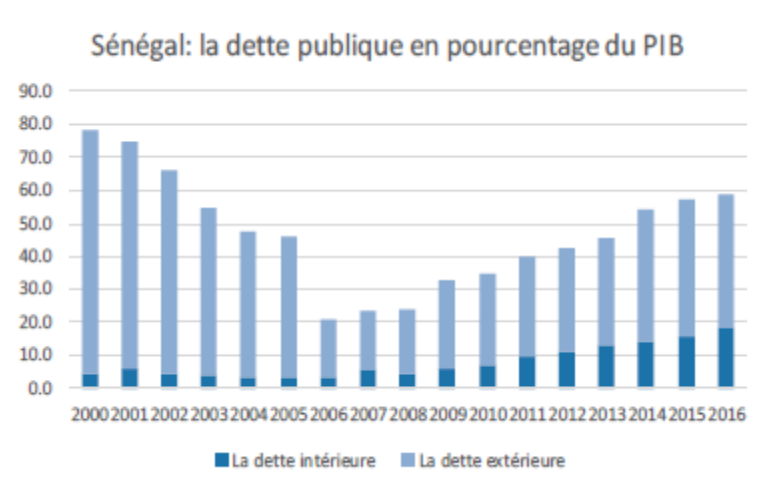


Figure 1. 1 Sénégal : la dette publique en pourcentage du PIB (tiré de : FMI, 2017)

La dette publique joue un rôle important dans l'appréciation des agences responsables de la notation de l'image d'un pays à l'échelle internationale. Ceci pourrait avoir des conséquences directes et immédiates sur la conjoncture économique intérieure et le comportement des bailleurs de fonds. En effet, le Sénégal a tout intérêt à bien gérer son portefeuille de la dette publique ainsi qu'à utiliser de manière rationnelle ses ressources afin de pouvoir continuer à faire des prêts. Au cours des dernières années et surtout avec le Plan Sénégal Émergent (PSE) à l'horizon 2035, la dette devient plus élevée pour répondre aux investissements et aux financements de grands travaux et projets du pays (FMI, 2017).

Toutefois, malgré la hausse de la dette, le contexte macro-économique du Sénégal reste stable. Dans le troisième rapport du FMI (2017), la commission mentionne que le pays n'est pas dans un contexte de faible risque de surendettement. De ce fait, pour préserver cette situation de faible risque, le pays doit maintenir les forts taux de croissance prévus dans le PSE, renforcer l'investissement direct étranger et promouvoir les petites et moyennes entreprises (DPEE, 2015).

Le compte des transactions courantes met en évidence les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre résidents et non-résidents. Depuis l'accession du Sénégal à l'indépendance, en 1960, le compte courant du pays est resté structurellement déficitaire. Toutefois, au cours des dix dernières années, le compte courant connaît de légères améliorations. Cette évolution est essentiellement tirée par les envois de fonds de travailleurs migrants. Entre 2012 et 2013, le compte

courant est passé de -780,1 milliards (-10,9% du PIB) à -765,5 milliards (-10,5 % du PIB) (Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest [BCEAO], 2013).

Malgré les multiples efforts consentis par le Sénégal pour redresser la balance commerciale, celle-ci reste toujours déficitaire. La balance commerciale connaît un déficit exponentiel allant jusqu'à 1345 milliards de FCFA en 2016.

Les exportations du pays dépendent essentiellement des produits de matières premières. La vente de produits comme le coton et le phosphate deviennent plus difficiles sur le marché international. Par conséquent, les exportations du pays portent en général sur l'or, le phosphore, le ciment, les produits halieutiques, les produits horticoles, le coton, l'arachide et les produits pétroliers. En 2015, les exportations agricoles ont représenté 34 % de l'ensemble des exportations. Les récentes exportations sont principalement orientées vers le continent africain (42,9 %), l'Europe (27,8 %), l'Asie (23,2 %) et l'Amérique (6,1 %). De 2012 à 2016, le pays a connu une évolution positive des exportations même si la hausse est très peu significative (voir figure 1.2). Selon le graphique, les exportations ont connu un bond impressionnant entre 2014 et 2016. Cette augmentation est consolidée par une forte demande chinoise des produits arachidiers et du phosphate, de la mobilisation des entreprises agroalimentaires et d'une orientation des exportations dans le marché de l'Afrique de l'Ouest. Durant ces 5 années, les exportations sont passées de 1196,7 milliards à 1371,2 milliards de FCFA, soit une augmentation de 7,86 % (ANDS, 2016).

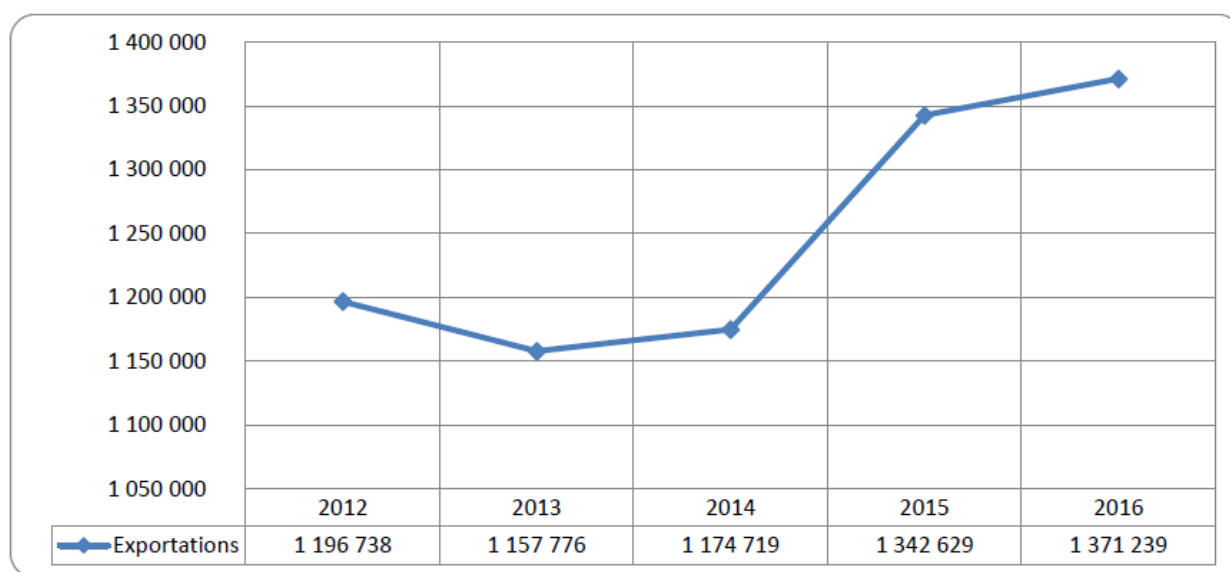


Figure 1. 2 Évolution des exportations entre 2012 et 2016 (tiré de : ANDS, 2016)

Dans la même optique, les importations du pays ont connu un taux de croissance annuelle de 0,2 % entre 2012 et 2016, soit une évolution allant de 2948,4 milliards à 2977,5 milliards de FCFA. Durant cette période quinquennale, les principaux produits importés sont les produits pétroliers finis, les huiles brutes de pétrole, les machines et appareils, les produits céréaliers (riz, maïs, sorgho), les fruits et légumes, les produits laitiers, les produits pharmaceutiques, etc. La majeure partie des importations provient de l'Europe et occupe 1339,1 milliards sur 2977,5 milliards FCFA des importations totales de 2016. Ces produits partant de l'Europe vers le Sénégal sont les produits pétroliers finis, le tabac, les machines et appareils, les pièces détachées et les produits pharmaceutiques. Dans la même année, le Sénégal a effectué des importations d'une valeur de 540,6 milliards de FCFA de produits venant des pays africains. Les importations sont dominées par le sucre, les huiles et graisses animales et végétales, les matériaux de transport, les pièces détachées et les matières plastiques (ANDS, 2016).

Les importations du Sénégal en provenance du continent américain et asiatique ont atteint successivement 203,5 et 874,8 milliards de FCFA en 2016. Ces importations concernent les produits laitiers, les céréales, le matériel électronique, etc. (ANDS, 2016).

L'analyse des importations du pays montre une fluctuation selon les années et un pic en 2015 (figure 1.3).

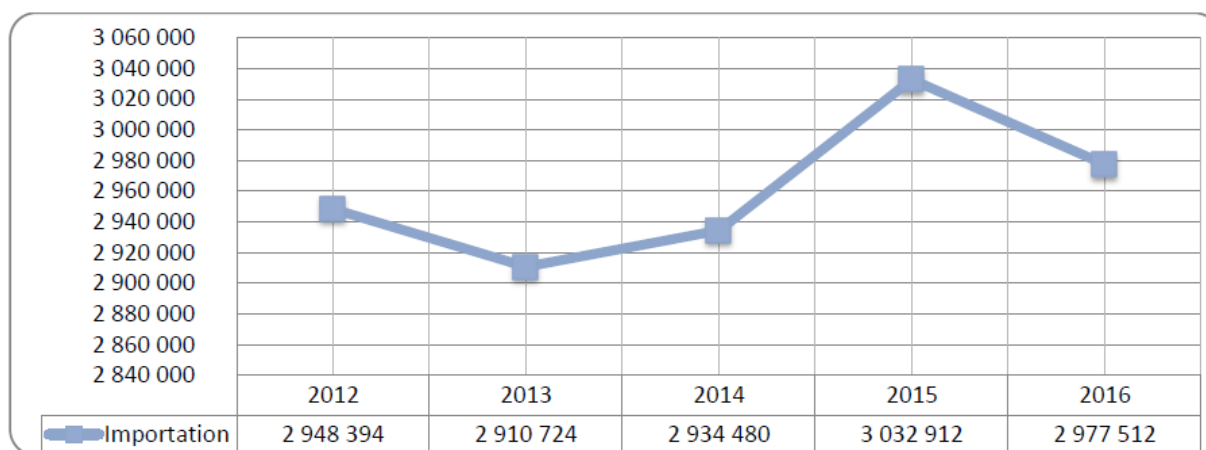


Figure 1.3 Évolution des importations entre 2012 et 2016 (tiré de : ANDS, 2016)

Comme beaucoup d'autres secteurs, la balance commerciale de produits agricoles reste déficitaire. Les importations agricoles, qui sont de l'ordre de 505,68 milliards de FCFA, sont largement supérieures aux exportations agricoles, s'élevant à 350,4 milliards de FCFA. En outre, si 20 % des exportations agricoles du pays sont orientées vers les autres pays de la CEDEAO, c'est seulement 6,8% de ses importations qui

viennent de la sous-région (COMMODAFRICA, 16 septembre 2016). Une analyse plus large de l'évolution de la balance commerciale depuis l'indépendance est faite plus bas dans le chapitre 3.

1.4 Agriculture alternative (ODD et agriculture durable)

Dans une situation où les effets néfastes des changements climatiques et de la perte de biodiversité ayant des conséquences néfastes sur les populations vulnérables ne cessent d'augmenter. Le Sénégal comme plusieurs autres pays membres de l'ONU se sont engagés aux objectifs de développement durable pour l'horizon 2030. La sécurité alimentaire et l'agriculture durable sont reconnues parmi les grandes priorités des ODD à l'horizon 2030.

La pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes agricoles sont trois grands défis auxquels les dirigeants sénégalais font face depuis plusieurs années d'incertitude et d'ajustement des modèles agricoles. Dans des circonstances de changements climatiques, il est opportun de mettre en place une agriculture alternative pouvant répondre à ces trois défis. Pour ce faire, l'État doit mettre en synergie tous les systèmes et acteurs de production, appliquer et promouvoir les 17 ODD du programme 2030. Toutefois, selon une étude menée en 2017 par M. Reda Lebtahi, représentant de la FAO au Sénégal, le Sénégal tâtonne toujours dans la priorisation des cibles et des indicateurs des ODD. L'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) affirme dans son rapport de 2017 que le Sénégal se trouve loin des six cibles mondiales en matière de nutrition à atteindre d'ici 2025. Ces cibles visent à réduire le retard de croissance, l'émaciation, l'anémie, l'insuffisance pondérale à la naissance, le surpoids et à accroître le taux d'allaitement maternel exclusif. Le Sénégal a un score très faible sur son niveau d'engagement et d'intégration des cibles sur le plan national (AMS, 2017). Or la nutrition est ciblée dans l'objectif 2 :

ODD 2.1 « Éliminer d'ici 2030, la faim et s'assurer que toutes les personnes et en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, y compris les enfants, puissent avoir accès, tout au long de l'année, à une nourriture saine et à des aliments nutritifs en quantité suffisante. »

La mise place de programmes efficaces est nécessaire pour atteindre les ODD. Les acteurs peuvent encourager des modes d'agriculture durable comme l'agroécologie, l'agriculture biologique et les approches champs-écoles. Ces derniers favorisent des pratiques respectueuses de l'environnement, l'accès à l'emploi et la sécurité alimentaire ainsi que le partage de l'information et des connaissances entre les différents acteurs. Ces modes ont aussi permis d'améliorer la production du riz, du coton, de l'oignon et d'autres produits horticoles dans les zones des Niayes, du Ferlo, du bassin arachidier et de la basse

Casamance. Ceci pourrait contribuer à favoriser l'engagement du pays à l'atteinte des ODD 1, 2, 5, 8, 9, 10, 13 et 17 (FAO, 2017).

Si le Sénégal a l'objectif de réduire le déficit de sa balance commerciale et de répondre convenablement à la sécurité alimentaire par le renforcement des exportations, il serait important d'approfondir la réflexion sur le rôle que pourrait jouer l'agriculture. En effet, plusieurs questions se posent à ce sujet. De combien faut-il augmenter la productivité agricole pour assurer l'augmentation des exportations ? Quel type d'agriculture serait approprié pour assurer une production durable ? Comment assurer la réalisation des objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition (ODD2) et, en même temps, faire du commerce agricole afin d'accroître les devises nécessaires pouvant contribuer à régler les dettes et le respect de l'engagement du pays envers les différentes institutions internationales (OMC, UEMOA, CEDEAO, etc.) ?

Le commerce mondial des produits agricoles a exponentiellement augmenté au cours des dernières décennies. La façon dont les pays devraient améliorer leur engagement dans le commerce international fait de nos jours l'objet de plusieurs débats de fond. Ainsi, les responsables politiques et institutions internationales doivent dans leur engagement de commerce œuvrer pour une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais non le contraire (FAO, 2015). Le chapitre 2 apportera quelques éclaircissements sur l'OMC et les politiques de commerce des produits agricoles.

2. L'OMC ET LES POLITIQUES COMMERCIALES AGRICOLES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'idée d'organiser le commerce international et d'harmoniser les règles des transactions entre pays partenaires date des années 1940 et les bases théoriques qui les sous-tendent remontent déjà à plusieurs siècles. Ainsi, l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers est né en 1947 et a été élaboré principalement par les pays vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. Cet accord sera remplacé en raison des besoins et de l'évolution du système commercial international. C'est dans ce cadre que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a vu le jour en 1995, regroupant différents pays dont les niveaux de développement et les capacités de production sont loin d'être homogènes. Les pays en développement et les pays les moins avancés constituent la majorité au sein de l'OMC. Alors, il est opportun de voir le poids de ces deux catégories de pays dans le commerce international. C'est dans cette perspective qu'il conviendra d'abord d'examiner les principes et théories fondamentaux du commerce international; ensuite, les accords bilatéraux et régionaux, et enfin, l'agriculture au sein de l'OMC, ses liens avec la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire ainsi qu'avec le foncier au Sénégal.

2.1 L'OMC et le commerce international

L'OMC est créée en 1994 avec les accords de Marrakech remplaçant le « *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) » ou, en français, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. L'OMC est l'instance internationale par excellence de régulation du commerce mondial entre les parties signataires. Elle compte 164 pays membres à part entière et 23 autres jouissant d'un statut d'observateur. (VanGrasstek, 2013) Elle est constituée principalement d'organes de décision (la conférence des ministres) et de gestion, dont l'Organe de règlement des différends (ORD), le Conseil de contrôle des politiques commerciales et le Conseil général. D'autres comités et sous organes concourent également à l'atteinte des objectifs de l'OMC. Cette dernière fonctionne avec des cycles de négociations en vue de rendre fluide le commerce international et d'harmoniser les règles d'échanges entre membres. Ainsi assiste-t-on à une réduction des droits de douane, à un net recul des mesures protectionnistes (tarifaires et non tarifaires), etc. Cette régulation passe par des normes et principes acceptés d'un commun accord entre les parties (OMC, 2015).

2.1.1 Principes et règles multilatérales

À l'image d'autres organisations internationales, l'OMC fonctionne sur la base de principes directeurs qui constituent le socle de référence de la conduite des rapports commerciaux entre ses membres. Deux grands principes transversaux sont énumérés et constituent la clé de voûte des domaines de compétence

de l'OMC. Il s'agit de la clause (ou du principe) de la nation la plus favorisée (NPF) et celle (ou celui) du traitement national (OMC, 2015).

- **Le principe de la nation la plus favorisée** signifie qu'il n'est pas permis aux pays membres de l'OMC de recourir à des mesures discriminatoires entre leurs différents partenaires commerciaux. Autrement dit, si un pays membre de l'OMC accorde une faveur à l'un de ses partenaires commerciaux, les autres membres ont le droit de réclamer le même traitement. Cette clause consacre l'égalité de traitement entre les parties dans les accords de l'OMC. Ce principe est l'un des piliers de l'OMC et il est présent dans ses trois grands accords, notamment l'article premier sur l'Accord sur l'agriculture de 1994, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) (OMC, 2017-a). Toutefois, la clause de la nation la plus favorisée présente quelques exceptions, dont la possibilité offerte aux parties de conclure des accords de libre-échange ne s'appliquant qu'aux cocontractants, un accès spécial accordé à un pays en développement et l'élévation de droits de douane sur un produit quelconque faisant office de commerce inéquitable. C'est sur la base de ce principe que certains pays d'Amérique latine (Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique) avec les États-Unis avaient demandé l'ouverture de consultations avec la communauté européenne sur le quota alloué aux exportateurs de bananes vers l'Europe et sur les droits de douane appliqués aux bananes en provenance d'Amérique (OMC, 2012). Cette mesure prise devait profiter aux pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) à la suite de la signature des accords de Lomé entre ces pays et la communauté européenne, devenue l'Union européenne (UE) (Union européenne, 2005).
- **Le principe du traitement national** : en vertu de cette clause, nulle différence de traitement n'est admise entre produits locaux et produits étrangers dès lors que ces derniers pénètrent le marché national d'un pays membre de l'OMC (Dufour, 2013). Cela n'exclut en rien l'application de droits de douane avant l'accès au marché national (OMC, 2017-b).

À ces deux grands principes, il faut ajouter les multiples accords signés entre les pays qui déterminent la conduite des États dans leurs différents rapports commerciaux. D'autres principes participent également aux valeurs de l'OMC, en l'occurrence ceux de l'équité, de la rapidité, de l'efficacité et de l'acceptation mutuelle des solutions aux différends commerciaux entre parties.

2.1.2 Organe de règlement des différends (ORD)

L'organe de règlement des différends est l'entité de résolution des litiges commerciaux entre pays membres de l'OMC. Sous le GATT existait un organe analogue, mais il ne prévoyait aucun délai de rigueur ni de contraintes antiblocages aux efforts de traitement des contentieux. Cette absence de contraintes permettait aux parties de bloquer facilement le processus de résolution des différends (VanGrasstek, 2013). L'OMC propose une nouvelle mouture de résolution des différends avec le « mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends » annexé aux accords de Marrakech. Ce texte élimine les lourdeurs procédurales et offre une rapidité de traitement des contentieux (15 mois maximum). Ce délai comprend à la fois la phase de consultations entre parties afin de résoudre le litige à l'amiable et éventuellement d'établir un groupe spécial à la demande de l'une des parties. Ce groupe soumet ses conclusions à l'ORD dans un délai de 6 mois qui peut se prolonger à 9 mois si nécessaire (art. 12 du mémorandum). La partie déboutée peut faire appel devant l'organe d'appel qui peut confirmer ou infirmer partiellement ou totalement les observations du groupe spécial. Et ses décisions sont inattaquables sauf en cas de refus consensuel de l'ORD. Les pays ont aussi le choix de recourir à l'arbitrage avec le respect des délais (art. 25 du mémorandum) (OMC, 2018).

Depuis sa création, l'ORD s'est montré beaucoup plus efficace que l'ancien système de règlement commercial du temps du GATT. Entre 1947 et 1994, le GATT n'a connu que 101 plaintes achevées, soit environ 2 plaintes par an, tandis que durant ses 18 premières années d'existence sous l'OMC, l'ORD a reçu en moyenne 25 plaintes par an (VanGrasstek, 2013), ce qui dépasse de loin les résultats du GATT. Toutefois, il est à souligner qu'il y a une certaine disparité dans la répartition du nombre de plaintes par pays en fonction du niveau de développement. Les pays les moins avancés (PMA) et les pays en voie de développement (PED) sont moins présents dans les différends que les pays développés ou industrialisés. Le Sénégal, par exemple, depuis son adhésion à l'OMC en 1995 n'a été impliqué que deux fois dans un différend, non pas en tant que plaignant ou défendeur, mais plutôt en qualité de tierce partie en février 1996 (OMC, 2012) dans l'affaire des bananes (opposant les pays d'Amérique latine et les États-Unis à la communauté européenne) et en octobre de la même année dans l'affaire des crevettes (mettant en cause les États-Unis à certains pays d'Asie et d'Océanie) (OMC, 2001). Comparativement au Brésil (161 affaires), à la Chine (176 affaires) et au Canada (182 affaires), toute l'Afrique ne compte que 105 affaires soumises à l'ORD entre 1995 et 2017 (OMC, 2017-b). Cette quasi-absence dans les différends commerciaux reflète le poids des PMA et des PED dans les flux commerciaux internationaux. Si, en 2015, toute l'Afrique représentait respectivement 2,4 et 3,5 milliards de dollars sur le total des exportations et des importations

de marchandises dans le monde, la part des pays en développement d'Europe se chiffrait à 1,1 et 1,5 milliards de dollars, celle l'Amérique latine à 5,8 et 6,3 milliards de dollars et celle des pays en développement d'Asie à 28,9 et 25,2 milliards de dollars (OMC, 2016).

Ces procédures de régularisation et de résolution des différends entre partenaires commerciaux réunis au sein de l'OMC se veulent un outil d'harmonisation et d'intensification des échanges sur le marché international qui n'a pas manqué d'être un sujet de réflexion pour certains théoriciens.

2.1.3 La théorie du libre-échange et la croissance économique

Les relations commerciales entre pays ou groupes de pays ont fait l'objet de plusieurs théories à travers différentes périodes de l'histoire. En effet, différents penseurs et économistes se sont penchés sur la nature des relations commerciales entre les nations selon qu'ils appartiennent au mercantilisme, à la théorie des avantages absolus ou comparatifs ou au théorème de HOS. Au 17^e siècle, les mercantilistes tels que Jean Bodin (1530-1596), Antoine de Montchretien (1576-1621), William Petty (1623-1687) et Thomas Mun (1621) concevaient le commerce comme une guerre et prônaient l'établissement du protectionnisme, qui décourage les importations et favorise les exportations (Projet BaSES, 2013). Selon eux, l'enrichissement d'un pays se mesure par ses excédents commerciaux et ses réserves en or. Adam Smith, au 18^e siècle, conteste la conception mercantiliste du commerce en mettant en place la théorie des avantages absolus dans son ouvrage « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* » (1776). Il récuse l'importance accordée à l'or chez les mercantilistes et milite pour la libéralisation du commerce. La théorie des avantages absolus invite les pays à se spécialiser dans la fabrication du produit pour lequel ils sont les plus efficaces et à commercer avec les autres. On reproche à Adam Smith d'avoir exclu les pays n'ayant pas d'avantages absolus sur un produit ou meilleurs dans plus d'un produit. David Ricardo (*On the principle of political Economy and Taxation [19 April 1817]*) vient répondre à cette critique avec la théorie des avantages comparatifs au 19^e siècle. Selon lui, qu'un pays soit meilleur dans la fabrication de plusieurs biens ou dans aucune production ne doit pas l'empêcher de se spécialiser sur la production du bien pour lequel il est le plus efficace comparativement aux autres pays et commercer avec ces derniers. Ainsi entre en scène le théorème de HOS ou Allocation optimale des ressources par l'échange au 20^e siècle, s'intéressant à ce qui peut constituer les causes de la spécialisation des pays sur un produit donné. Il est formé des initiales de ses auteurs, Heckscher-Ohlin-Samuelson. Ces derniers pensent que tous les pays ne sont pas dotés de la même manière en richesse. Comme toute production nécessite du travail et du capital, un pays doit se spécialiser sur le bien dont les facteurs de productions sont plus abondants (Hodonou, 2014).

Les auteurs (Adam Smith, David Ricardo et ceux du théorème de HOS) n'ont pas échappé aux critiques de Friederich List. Ce dernier pense que la concurrence extérieure est non avenue, car la concurrence nationale suffit pour faire baisser les prix. Friederich List ajoute que la spécialisation fait encourir aux pays le risque de la dépendance (Mah et Gabriel, 2005). D'une part, les PED et les PMA, dont le niveau d'industrialisation est très bas, seront toujours dépendants des pays développés pour les produits manufacturés, surtout en matière alimentaire. D'autre part, Maurice Allais (2002) dans « *Nouveaux combats pour l'Europe* », (1995-2002) pense que la spécialisation renvoie à l'abandon de la production d'un bien au profit d'un autre. Or les avantages comparatifs sont évolutifs. De plus, d'aucuns démontrent qu'en réalité le libre-échange n'est pas plus bénéfique que le protectionnisme en matière de croissance. (Sapir, 2007).

Avec l'avènement du GATT en 1947, devenu l'OMC en 1994, les théories du libre-échange deviennent de plus en plus dominantes. Les efforts de l'OMC dans la réduction des droits de douane et la conversion des barrières non douanières en droits de douane ont considérablement amoindri les obstacles commerciaux. Ainsi, les droits de douane sont passés de 80 % au moment de la mise en place du GATT à 6,3 % en 2005 (Burda, 2005).

2.1.4 Accords bilatéraux ou régionaux

La libéralisation des échanges au sein de l'OMC n'interdit pas la conclusion d'accords commerciaux régionaux ou bilatéraux (ACR) (art. XXIV al. 4 du GATT). Néanmoins, depuis le 14 décembre 2006, les pays sont tenus de notifier à l'OMC les accords conclus à la suite de la mise en place d'un mécanisme de transparence sur les ACR. Les ACR ne doivent pas prévoir des mesures discriminatoires ou relever les obstacles commerciaux à l'égard des partenaires commerciaux hors de la zone de libre-échange faisant l'objet de cet accord (art. V al. 4 de l'Accord général sur le commerce des services [AGCS]). En effet, suivant les dispositions de l'AGCS, la validité d'un accord commercial bilatéral ou régional est assujettie au respect de certaines conditions, dont la couverture d'un nombre substantiel de secteurs de même que l'interdiction de mesures discriminatoires. Toutefois, si l'ACR regroupe uniquement des pays en développement, un traitement plus favorable peut être réservé aux parties de l'accord (art. V al. 3b de l'AGCS) (OMC, 2018).

Ainsi le Sénégal entretient des relations commerciales bilatérales avec un certain nombre de pays hors les zones de libre-échange. En 2016, le Sénégal réalisait un total d'échanges commerciaux avec la France d'une valeur de 834,2 M€ excédentaire pour cette dernière. S'y greffent les rencontres annuelles entre les chefs de gouvernements des deux pays alternativement entre Dakar et Paris se traduisant par une

forte présence d'entreprises françaises au Sénégal (France diplomatie, 2018). Un accord pour la promotion et la protection des investissements avec le Canada a été signé dans cette même perspective (gouvernement du Canada, 2016). Un accord similaire a été conclu avec l'Inde en 2008 et la Guinée équatoriale en 2006 (ministères des affaires étrangères du Sénégal). Le Maroc également est un partenaire de taille du Sénégal et de nombreux accords bilatéraux entre les deux pays ont été passés allant du commerce jusqu'à la libre circulation des personnes (médias24; 2015). Toutefois, force est de constater que la création d'ACR en Afrique de l'Ouest a considérablement pesé sur la conclusion d'accords bilatéraux commerciaux entre les pays de l'UEMOA et de la CEEDEAO avec le reste du monde.

À ce titre, on note une bonne présence d'ACR regroupant des PMA ou des PED en Amérique latine (MERCOSUR, 1991), en Asie (l'ASEAN, 1967) et en Afrique (CEDEAO, 1975). La CEDEAO regroupe 15 pays avec un marché de plus de 350 millions de consommateurs, le MERCOSUR est fait de 5 pays avec un marché de 295 millions consommateurs, l'ASEAN est constituée de 10 pays avec un marché de 639 millions de consommateurs. Les pays en développement ont occupé 41 % de la valeur totale des exportations mondiales de marchandises en 2016 estimées à 15 710 milliards de dollars. Ces différents ACR ne connaissent pas la même densité en termes d'échanges commerciaux et n'ont pas le même poids sur le marché international. En effet, en 2017, si la CEDEAO comptait seulement 0,5 % du commerce mondial des marchandises, le MERCOSUR pesait 1,6 % et l'ASEAN se différenciait des deux premiers avec 7,1 % alors que l'UE (28 pays) et l'ALENA (3 pays) comptabilisaient respectivement 34,2 % et 16,9 % (OMC, 2017-c).

De plus, les pays de l'ASEAN exportent plus de marchandises vers leur environnement immédiat que vers l'extérieur, contrairement à la CEDEAO ou au MERCOSUR. En effet, 66,9 % des exportations de l'ASEAN restent en Asie tandis que la CEDEAO exporte à la hauteur de 24,8 % vers l'Afrique contre 39,8 % vers l'UE pendant que celle-ci exporte vers l'intérieur de son marché à la hauteur de 69,5 %. Le MERCOSUR vend plus ses marchandises en Asie (28,3 %) qu'en Amérique du Sud ou en Amérique centrale (21,8 %) au moment où les pays de l'ALENA exportent 50 % de leurs marchandises vers leur marché commun. (OMC, 2017-c)

La plupart des exportations des pays de la CEDEAO sont constituées de matières premières donc sans valeur ajoutée. Comparativement à ces dernières, les exportations des pays du MERCOSUR ou de l'ASEAN, tels le Brésil et la Malaisie, sont composées respectivement de produits manufacturés à la hauteur de 36,1 % et 66,5 %, indique le rapport de 2017 sur les profils commerciaux de l'OMC.

Le commerce international des PED et des PMA reposant pour la plupart sur des matières premières, il conviendra de voir ce qu'il en est pour le domaine agricole.

2.2 L'agriculture dans le champ de compétence de l'OMC : du cycle de l'Uruguay au cycle de Doha

Le 8^e cycle de négociations débuté en 1986 à Punta del Este (Uruguay) sur le commerce entre plusieurs pays a jeté les jalons de la création d'une institution internationale afin de fédérer les intérêts des uns et des autres en matière de commerce : il s'agit du cycle d'Uruguay ou *Uruguay round*. Ce cycle s'est achevé en 1994 avec les accords de Marrakech, au Maroc. Il a intégré l'agriculture comme les services, le textile et les vêtements dans les champs de compétences de l'OMC, qui étaient jusqu'ici exclus du domaine du GATT.

2.2.1 L'Accord du cycle d'Uruguay sur l'agriculture

Le secteur agricole est d'une grande importance pour les pays membres compte tenu des sensibilités dont il regorge en matière de sécurité alimentaire, de protection des agriculteurs, de santé des populations et des animaux, mais aussi de mesures protectionnistes (tarifaires et non tarifaires) et de subventions aux exportations. Ce sont ces deux derniers points qui intéressent davantage l'OMC. À ce titre, l'Accord sur l'agriculture de l'Uruguay round (AAUR), conclu en 1995, constitue le texte de référence, et le Comité de l'agriculture est l'organe responsable de veiller à l'application des dispositions de l'AAUR (art. 17 AAUR). Les pays avaient recours aux subventions des cultures agricoles destinées à l'exportation ou à des mesures de soutien aux agriculteurs nationaux afin de pouvoir gagner plus de parts de marché ou de protéger le marché local contre la concurrence extérieure. Cet accord vient mettre fin à ces mesures non conformes aux principes de la concurrence loyale de façon progressive (art. 8, 9 et suivants de l'AAUR).

Les pays de l'OMC s'engagent à réduire les subventions en cours selon le type et le secteur en vue de parvenir à une suppression des subventions agricoles qui seraient en déphasage avec les principes du commerce international. Cet accord tient compte des niveaux de développement des différents pays. Si les pays développés disposent de 6 ans pour mettre en œuvre les prévisions de cet accord, une attention particulière est réservée aux PMA et aux PED dont le délai imparti s'étend sur 9 ans à compter de l'année 1995 (art. 1 al. f de l'AAUR). Les pays doivent convertir en tarifs douaniers consolidés les mesures de protection non tarifaires. Il faut noter qu'avant le cycle d'Uruguay, moins de 35 % des pays avaient des droits de douane agricoles consolidés. Après l'Uruguay Round, près de 100 % des pays se sont exécutés, devançant l'industrie, dont près de 17 % des lignes tarifaires n'étaient pas encore consolidées (Tangermann, 2001). D'autre part, les transactions en matière d'aide alimentaire doivent être distinctes des rapports commerciaux et par conséquent exécutées selon les principes de la FAO en termes

« d'écoulement des excédents et obligations consultatives ». La FAO fournit une assistance technique dans ce sens (FAO, 1998). Cette obligation inclut également les aides alimentaires bilatérales (art. 10 al. 3b).

L'agriculture fait aussi référence à des mesures de protection sanitaires (barrières non tarifaires). C'est à ce titre qu'est institué l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires régissant toutes les mesures en la matière susceptibles d'affecter le commerce international (art. 1 al. 1 dudit accord). Ainsi, tout différend relatif aux dispositions des accords ci-dessus sera de la compétence de l'ORD. En 2013, déjà 88,2 % des affaires traitées par l'ORD concernaient les marchandises (produits agricoles et non agricoles) (Vangrasstek, 2013). L'importance du commerce des marchandises renvoie aux enjeux globaux liés à l'agriculture au sein de l'OMC, tels le dumping et les subventions, la variabilité de prix internationaux, l'abandon du soutien aux produits agricoles nationaux, les produits alimentaires et les marchés mondialisés et locaux.

Dumping et subventions

Le dumping consiste à exporter à un prix inférieur à celui de son marché intérieur. Cette définition n'est pas unanimement acceptée, et l'OMC se garde de réguler les mesures antidumping, nommées « accord antidumping », pour protéger les productions nationales. Néanmoins, l'OMC considère qu'il y a dumping « lorsqu'il existe un dommage véritable ("important") causé à la branche de production nationale concurrente » (OMC, 2017-e). Dès lors, c'est le plaignant à qui il incombe de justifier l'existence d'un dumping en procédant à l'estimation des dommages causés. L'accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, dit « accord antidumping », prévoit trois façons de mesurer la valeur normale d'un produit avant de conclure à l'existence d'un dumping (art. 2 de l'accord antidumping). La première repose sur la définition du prix du produit dans le marché national du pays exportateur, la deuxième consiste à déterminer le prix de vente de l'exportateur dans un marché autre que son marché intérieur et la troisième comprend le calcul du prix en fonction des coûts de production du bien supportés par l'exportateur. La constatation d'une différence entre ces prix ne suffit pas pour conclure à l'existence d'un dumping, il faut que cette différence soit la cause réelle d'un dommage important dont la branche locale du pays importateur serait victime. Pour cela, une enquête objective doit être enclenchée afin de tenir compte du dommage et du lien de causalité (art. 3 de l'accord antidumping). En cas de justification d'une pratique de dumping, le pays victime peut prendre des mesures antidumping ou percevoir des droits antidumping afin de faire disparaître cette pratique et doit immédiatement en informer l'OMC à travers son Comité des pratiques antidumping. Les mesures prises

ne peuvent pas dépasser l'écart estimé pendant l'enquête (art. 9.3 de l'accord antidumping). La clause d'extinction des mesures antidumping prévoit une suppression de celles-ci dans un délai de 5 ans (art. 11 de l'accord antidumping).

Par ailleurs, tout comme le dumping, la subvention est une pratique courante dans tous les pays afin de permettre à leurs populations de s'approvisionner selon leurs besoins. Destinée à réduire le coût des produits, la subvention a naturellement trait à la concurrence dans le commerce international. Les subventions sont régies par l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires au sein de l'OMC de 1994 et le Comité des subventions et des mesures compensatoires et organes subsidiaires est responsable de son application. En effet, seule une catégorie de subvention est prohibée selon cet accord : il s'agit des subventions dites spécifiques à l'exclusion des prévisions de l'article 8 dudit accord et des prévisions de l'accord sur l'agriculture. Ce sont les subventions destinées à favoriser la préférence des produits nationaux aux produits exportés ou à permettre aux producteurs nationaux de vendre à des prix compétitifs à l'extérieur. Les PMA et PED dont le revenu par habitant est inférieur à 1000 dollars/an sont affranchis de la prohibition des subventions spécifiques. Les autres pays en développement ont 8 ans pour mettre en œuvre les dispositions de l'accord. Ainsi, un pays serait en droit de demander l'ouverture de consultations s'il a des preuves de l'existence ou du maintien de telles subventions. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires laisse aux enquêteurs mandatés le soin de définir un moyen de calcul des subventions qu'ils jugent plus appropriées. En cas de confirmation de l'existence d'une telle subvention, elle devra être retirée, et une perception de droits compensateurs n'excédant pas le montant de la subvention peut être établie (art. 19 dudit accord). C'est à ce titre que la communauté européenne en 2005 avait demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine portant sur les droits compensateurs visant l'huile d'olive, le gluten de blé tendre et les pêches (OMC, 2005).

Ainsi, la subvention et le dumping visent tous les deux à influencer sur le prix, d'où l'importance d'analyser la variation des prix au niveau international.

Variabilité des prix internationaux

À l'international, les prix varient sensiblement en fonction de divers facteurs. Les rapports d'influence peuvent exister entre les chaînes de production. Les exportations de services et de marchandises connaissent une tendance à la baisse respectivement de -4 % et de -3 % en valeur (OMC, 2016). S'agissant du commerce des marchandises, la baisse des exportations est principalement liée à la réduction des exportations de combustibles et produits miniers de -6 % en 2014, -36 % en 2015 et -14 % en 2016. Cette

corrélation est due à une forte contraction de la demande et à la chute des prix. Les PMA qui dépendent des combustibles ont sévèrement senti cette baisse des prix en 2015 (OMC, 2016). Ceux d'Afrique subsaharienne ont enregistré la plus forte baisse des exportations de marchandises en 2015 avec -30 %, soit 97,5 milliards de dollars US contre une précédente baisse de 139 milliards de dollars en 2014 (OMC, 2016). Ce recul des exportations cache une certaine disparité entre produits manufacturés et produits agricoles. Ces derniers ont connu une légère amélioration de 1 % comparativement aux produits manufacturés dont la baisse est de 2 %. En 2015, les exportations agricoles ont connu une baisse chez tous les grands producteurs à des degrés différents (Inde -19 % et Chine -2 %).

En 2016, les exportations agricoles représentaient 10 % du volume total des exportations mondiales de marchandises dans le monde. Or entre 2000 et 2012, les exportations agricoles avaient presque été multipliées par 3 avec une augmentation de près de 60 % en valeur (FAO, 2015). Si le rapport sur l'examen statistique du commerce mondial de 2016 indiquait que cette baisse des prix des produits de base était aussi due au ralentissement de l'économie chinoise et à l'arrivée à maturité de nombreux projets lancés en 2003 en raison de l'augmentation des prix à cette période, celui de 2017 annonce la fin de la baisse des prix de ces produits de base. En outre, les produits alimentaires et les boissons ont connu une légère hausse (1 %) à cause de conditions météorologiques défavorables à la production dans plusieurs pays.

Abandon du soutien aux produits agricoles nationaux

Les exigences d'une concurrence déloyale en matière de commerce international sont sensibles à l'implication des pouvoirs publics dans les secteurs de production compte tenu des risques de soutien et de protection au profit des producteurs nationaux, notamment sur le plan agricole. C'est dans cette optique que se penche l'Accord sur l'agriculture négocié durant le cycle d'Uruguay. Ainsi, les pays membres de l'OMC ont pris un certain nombre d'engagements afin de réduire progressivement les soutiens accordés à leurs producteurs nationaux et, par conséquent, remédier aux restrictions et distorsions qui altèrent la fluidité du commerce agricole international. Dès lors, les soutiens internes par produit accordés aux producteurs nationaux seront exprimés en termes monétaires et calculés conformément aux indications de l'annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture. Le volume total de ces soutiens est appelé « mesure globale du soutien » (MGS), définie dans l'article premier dudit accord. En cas d'impossibilité de calculer la MGS, la mesure d'équivalent de soutien (MES) peut servir d'alternative. Ce calcul est fait sur la base des dépenses budgétaires (OMC, 2017-f). La clause de *minimis* définie au titre de l'article 6 de l'Accord permet aux pays de ne pas introduire dans les calculs leurs MGS et les subventions dont le montant est inférieur à 5 % de la valeur de la production. Ce taux est porté à 10 % pour les PED.

Sont également exclus du calcul de la MGS les versements directs dans le cadre des programmes de limitations de la production basés sur une superficie et des rendements fixes, faits pour un nombre déterminé de bétails ou effectués au plus à 85 % du niveau de la production (OMC, 2017-g).

Chaque pays choisit une liste de produits qu'il exporte sur la base de la catégorisation des produits faite au titre de l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture et s'oblige à ne pas dépasser le montant de la MGS accordé aux produits agricoles dans sa liste. En vertu de cet accord, les pays développés sont tenus de réduire leurs exportations des produits agricoles subventionnés à la hauteur de 21 % en fonction de la période de référence de même que les coûts budgétaires relatifs aux exportations subventionnées doivent être réduits de 36 % sur une période de 6 ans. Quant aux pays en développement, cette obligation de réduction est atténuée à 14 % pour une durée de 10 ans sur le volume des exportations agricoles subventionnées et de 24 % pour les dépenses budgétaires tandis que les PMA ne sont pas assujettis à cette obligation. L'Accord autorise aussi aux pays en développement d'octroyer des subventions pour les coûts de transport intérieur et de commercialisation sous réserve que ces subventions ne constituent pas une violation des engagements de réduction : c'est ce qu'on appelle la « clause de traitement spécial et différencié » prévue à l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture. Cette prévision permet aux PED d'accorder certaines subventions à l'investissement et à certains intrants pour les agriculteurs dont les ressources sont maigres ou dont les revenus sont limités. Certaines subventions exemptées des mesures d'engagement et n'ayant pas d'effet de distorsion ou ayant une incidence minimale sur la production sont définies dans l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture (OMC, 2017-g). Les soutiens non soumis à l'engagement de réduction constituent la catégorie verte tandis que celle dite orange regroupe les engagements de réduction. Les membres de l'OMC doivent annuellement notifier au Comité de l'agriculture au sujet de leurs subventions à l'exportation (OMC, 2008). Il faut noter aussi que des mesures anti-contournement sont prévues, surtout en matière d'aide alimentaire.

Produits alimentaires et marchés mondialisés

L'accroissement exponentiel de la population mondiale, qui atteindra les 9 milliards d'habitants en 2050, soit une hausse de 34 % par rapport à la population mondiale actuelle estimée à 7,2 milliards, affecte la disponibilité des ressources conséquentes pour subvenir aux besoins alimentaires des habitants de la Terre (OMC, 2017-b). Cette augmentation de la population va se manifester beaucoup plus dans les PED et les PMA dont la population devrait passer de 5,9 milliards en 2013 à 8,2 milliards en 2050. Cette croissance affecte la demande des produits alimentaires sur le marché mondial (Nations unies, juin 2013). L'Amérique latine est devenue la première région exportatrice de produits alimentaires en raison du taux

de croissance de sa population, suivie de l'Amérique du Nord. L'Afrique, dont la population risque de doubler d'ici 2050, voit ses importations de produits alimentaires augmenter tandis que les pays d'Europe de l'Est et ceux d'Asie sont en phase de devenir des pays exportateurs (FAO, 2015). En 2016, pendant que les autres secteurs du commerce mondial connaissent une baisse des prix, les produits alimentaires enregistraient une hausse de 1,3 %. (OMC, 2017-c) Le rapport de la FAO (2015) indique que 95 % de la croissance de la consommation de produits alimentaires se réalisera dans les pays en développement à l'horizon de 2024.

Néanmoins, la croissance de la demande en produits alimentaires risque de ralentir d'ici 2025 en raison d'un éventuel resserrement des revenus des ménages dans les économies émergentes. Or ces derniers ont de moins en moins tendance à dépenser leurs excédents de revenus à l'acquisition de produits alimentaires (OCDE/FAO, 2016). La demande en produits agricoles et agroalimentaires ne sera pas la même dans les années à venir. Le rapport de la FAO ci-contre abonde dans le même sens en prévoyant une tendance à la baisse des prix des produits alimentaires sur le long terme.

Quant à la composition de la demande en produits agricoles, on constate une variation en fonction des régions. Ainsi, les céréales seront toujours beaucoup plus présentes dans l'alimentation des humains dans les pays en développement que dans les pays développés où elles seront plus destinées à l'alimentation animale et à la production de carburants. La croissance de la demande en produits alimentaires tels le sucre, les produits laitiers, les oléagineux, etc., sera beaucoup plus ressentie dans les pays en développement et en Afrique subsaharienne contrairement aux pays développés, où le coton risque plutôt de dominer la demande.

Marchés locaux

La composition des importations et des exportations des pays à l'international est un reflet de la situation de leurs marchés intérieurs (offre et demande). Les marchés locaux restent sensibles à la tendance du commerce mondial selon les régions, les habitudes de consommation, mais aussi les potentiels agricoles des différents pays. Les marchés intérieurs des PED et des PMA, comme ceux de la CEDEAO, ne dérogent pas à ce constat. Étant peu industrialisés, les marchés locaux sont dominés par une demande croissante des produits de base et des produits alimentaires. Le Sénégal, par exemple, avec un marché de 15,3 millions de consommateurs (OMC, 2015), voit toujours ses importations en produits agricoles et alimentaires augmenter. En 2012, le riz enregistrait une hausse de 14,1 %, le blé, de 19,5 %, alors que ses exportations étaient dominées par les produits maritimes (poissons frais [+27,7 %] et les crustacés

mollusques et coquillages [+22,4 %]) (Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME, 2014). L'année 2016 affiche aussi une constante demande en produits agricoles avec 25,2 % du total des importations du pays dont le riz occupe 5,9 %. La part des produits manufacturés est réduite entre 2006 et 2016 de 37,6 % à 31,2 % du total des exportations, soit une baisse de 0,64 % par an. Et l'indice des prix à la consommation s'est contracté de 0,2 durant l'année 2017 (OMC, 2015).

Au Mexique, la demande intérieure est dominée par les marchandises et produits électroniques avec 38,7 % des importations totales du pays en 2015 tandis que les exportations du pays sont principalement constituées de matériel de transport (25 %), de machines et d'appareils électriques (36,8 %). (OMC, 2017-h) Les produits agricoles ne pèsent pas lourd dans le cumul des importations et des exportations, contrairement au PED et PMA d'Afrique. Il en va de même pour le Brésil du MERCOSUR. Le marché brésilien ne reçoit pas une forte demande en produits agricoles. Ceux-ci ne comptent que 8,7 % de ses importations tandis que ses exportations sont dominées par des produits agricoles à la hauteur de 41,5 %. (OMC, 2017-i). En Asie, la Thaïlande réserve plus de parts aux combustibles en termes de demande intérieure (21,1 % des importations totales en 2014) pendant que ses ventes extérieures sont composées de 17,5 % de produits agricoles. Cela montre que les PED et les PMA sont sensibles au secteur agricole, soit à l'importation ou à l'exportation, d'où l'intérêt de voir leur présence dans les négociations internationales sur le commerce.

2.2.2 Les pays en développement et le programme de Doha

L'ouverture d'un nouveau cycle de négociations n'a pas fait l'unanimité au moment de jeter les bases de ce que deviendra le cycle de Doha. Les pays développés, en développement et moins avancés avaient chacun des priorités à défendre. Les parties aux négociations s'étaient divisées en différents blocs informels hétérogènes (pays développés et pays ou PED/PMA). À côté du Maroc, du Chili et de l'Argentine, favorables à entamer un nouveau cycle, le Mexique, l'Uruguay, l'Australie, la Suisse et Hong Kong partagent la même vision. D'autres pays comme l'Inde, Cuba, l'Égypte, le Nigéria, l'Ouganda, etc., étaient moins favorables à un nouveau cycle (Vangrasstek, 2013). Les thèmes à inscrire dans le programme de négociations étaient aussi une source de malentendus entre parties. C'est dans un tel environnement que le premier cycle de négociations sous l'OMC a été lancé : il s'agit du cycle de Doha.

Le programme de Doha, 9^e cycle de négociations depuis la Deuxième Guerre mondiale, a été lancé en novembre 2001 dans la capitale du Qatar, d'où son nom. Ce cycle de négociations contient une panoplie

de thèmes dans son agenda, dont l'agriculture (OMC, 2017-j). Ce volet concerne l'abandon des subventions à l'exportation et la réduction du soutien interne (ayant des effets de distorsion) (OMC, 2001-b). Cette déclaration mentionnait la prise en compte de la clause du traitement spécial et différencié à l'endroit des pays en développement, faisant référence à leurs besoins en matière de développement et de sécurité alimentaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ce cycle de négociations est baptisé « programme de Doha pour le développement » (OMC, 2001-c). Le programme de Doha a évolué avec beaucoup de difficultés. Des arrêts et des reprises de négociations l'ont traversé depuis son lancement, notamment sur ce qui a été convenu d'appeler « les questions de Singapour » portant sur l'investissement, les marchés publics, la politique de la concurrence et la facilitation des échanges (Vangrasstek, 2013). Les droits de douane, les aides versées aux agriculteurs, les soutiens à l'exportation restaient sans aucune décision commune. Or pour les PMA et la plupart des PED, ce sont les conditions de mise en œuvre des engagements pris dans l'AAUR qui importent le plus. Une coalition de deux groupes formés de 21 et de 22 pays, dont la Chine, le Brésil et l'Inde, demandait aux pays développés de réduire considérablement leurs subventions à l'exportation agricole. De plus, quatre producteurs africains de coton, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad exigeaient l'élimination des versements publics aux producteurs du Nord et une indemnisation financière pour les pertes subies.

C'est en 2015 à Nairobi, au Kenya, qu'un accord a pu être trouvé sur la suppression des subventions aux produits agricoles à l'exportation (OMC, 2015). Ainsi, les pays développés devront supprimer immédiatement le restant de leurs subventions aux produits agricoles et les PED membres ont jusqu'à la fin de l'année 2018 pour procéder de la sorte. Si l'article 9 al. 4 de l'Accord sur l'agriculture (AAUR) permettait aux PED et PMA de déroger à certains engagements sur la réduction de subventions aux produits agricoles à l'exportation, l'accord de Nairobi donne aux PED jusqu'en 2023 et aux PMA jusqu'en 2030 pour mettre fin définitivement à ces dérogations de subventions.

En ce qui concerne les besoins alimentaires, la décision prise lors de la 10^e session de la conférence des ministres donne aux États la possibilité de trouver une solution concertée au sein du comité de l'agriculture sur la quantité de stocks publics nécessaires pour garantir une sécurité alimentaire (OMC, 2015). Il en va de même pour les aides alimentaires. Celles-ci doivent satisfaire les conditions énumérées au point 23 sur l'aide alimentaire de la décision de la conférence des ministres (OMC, 2015). Ainsi, les négociations agricoles se trouvent fortement corrélées aux besoins de sécurité alimentaire.

2.3 Sécurité alimentaire et commerce agricole

Le concept de la sécurité alimentaire est de loin une idée figée, unique et universelle, mais plutôt une notion évolutive dans le temps et en fonction des courants de pensée. Lors du sommet mondial de l'alimentation en 1996, la FAO (2008) stipulait que la sécurité alimentaire « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». En d'autres termes, la sécurité alimentaire repose sur quatre dimensions principales : la disponibilité physique des aliments, l'accès économique et physique aux aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité des trois autres dimensions dans le temps. Afin d'harmoniser la compréhension et les objectifs en plus de toucher tous les concepts de sécurité alimentaire, la FAO a mis en place des indicateurs potentiels qui accompagnent cette notion. Cette étude de la FAO met en évidence les répercussions du commerce international sur la sécurité alimentaire. Ces effets se manifestent sur le court, le moyen ou le long terme pour les pays dont les importations représentent une part importante de l'approvisionnement alimentaire. La FAO affirme dans son rapport de Rome (2015) que les importations de produits alimentaires peuvent stimuler la production intérieure, favoriser l'innovation des producteurs locaux et contribuer au recul de la pauvreté sur le long terme par une amélioration des recettes et revenus des populations à faible revenu. Toutefois, elle mentionne qu'à court terme la concurrence des importations peut perturber les marchés locaux et impacter négativement les populations rurales. Ainsi dans **l'annexe 1** de la présente étude, un tableau de la FAO présente les effets du commerce sur la sécurité alimentaire en fonction du temps. Si plusieurs facteurs lient la sécurité alimentaire au commerce international, autant d'opinions divergentes existent sur les avantages et inconvénients des effets de la mondialisation ou de l'ouverture commerciale des produits agricoles.

La plupart des théories économiques citées ci-dessous se penchent sur le fait que l'ouverture des marchés contribue positivement à la sécurité alimentaire. De ce fait, les politiques économiques mondiales prônent depuis les années 1980 la libéralisation du commerce agricole. Selon plusieurs défenseurs du libre-échange, la libéralisation des produits agricoles est le modèle de commerce qui promeut une augmentation des denrées alimentaires, car elle favorise une agriculture plus efficiente, une augmentation de l'offre, une meilleure disponibilité des produits et une réduction des prix. (FAO, 2015) Les partisans du libre-échange avancent que la libéralisation du marché va non seulement stimuler l'innovation et l'augmentation de la production alimentaire, mais permettra l'accès aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire (la stabilité, l'accès, l'utilisation et la disponibilité). En plus de répondre à une demande croissante que les marchés locaux ne peuvent assurer, l'ouverture aux

commerces internationaux permet de proposer aux consommateurs une offre non disponible sur le marché local (Clapp, 2014).

Toutefois, le libre échange ne s'aligne pas toujours sur les objectifs nationaux de sécurité alimentaire. Certains détracteurs du libre-échange s'opposent à la libération des denrées alimentaires. Pour eux, l'ouverture du commerce est synonyme de risques potentiels. L'ouverture excessive peut freiner la production intérieure d'un pays si la concurrence est trop forte et que les petits producteurs internes n'ont pas les moyens de résister aux importations. Ainsi, ils ajoutent dans leur argumentation que le libre-échange favorise injustement les grands exportateurs des pays riches et des industries agroalimentaires au détriment des pays pauvres et non industrialisés. Cela peut entraîner pour ces derniers une dépendance aux marchés internationaux et rendre plus vulnérable leur sécurité alimentaire. Le commerce des produits agricoles a des impacts directs sur la sécurité alimentaire et la situation économique des PED et des PMA dont les principales activités reposent sur l'agriculture. Or l'ouverture des marchés peut détruire le rôle central que joue l'agriculture dans la majorité des pays pauvres en milieu rural (perte d'emplois, perte économique et vulnérabilité alimentaire) (Clapp, 2014). La FAO affirme dans son rapport de 2015 que le libre-échange ne favorise pas la sécurité alimentaire lorsque les importations de produits agricoles viennent se substituer aux produits locaux.

La relation entre la sécurité alimentaire et le commerce international ne se limite pas uniquement à des considérations économiques, mais englobe les enjeux sociaux, politiques et environnementaux. Alors, malgré les différentes interprétations de l'effet du libre-échange sur la sécurité alimentaire, les politiques commerciales de même que les processus d'ouverture aux échanges doivent être gérés de façon à œuvrer pour une amélioration de la sécurité alimentaire, et non le contraire.

Si autant de débats touchent la sécurité alimentaire et le commerce agricole, il serait intéressant d'aborder une notion voisine : la souveraineté alimentaire.

2.4 Souveraineté alimentaire

Bien que « sécurité alimentaire » et « souveraineté alimentaire » soient très liées, il faut comprendre qu'il s'agit de deux concepts différents. La souveraineté alimentaire reste un concept peu argumenté dans les courants de pensée à cause de l'idée protectionniste véhiculée. La souveraineté alimentaire repose sur « le droit des peuples, des communautés et des pays de définir, dans les domaines de l'agriculture, du travail, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion forestière, des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation unique » (FAO, 2008). Cette expression est apparue dans les années 1990 par le mouvement social et paysan international *Via*

Campecina. Le mouvement est formé de 148 membres originaires de 69 pays, dont le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) sénégalais (La Vía Campesina, 2010).

Contrairement à la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire se base sur sept principes centrés sur la réduction du commerce mondial et le renforcement de la production locale dans des conditions écologiques. La souveraineté alimentaire contraste avec les orientations libérales de l'OMC même si elle s'inscrit dans une logique de lutte contre la faim et la malnutrition causées par un système commercial international (Brüntrup, 2008). Le projet émanant de la souveraineté alimentaire exige que l'ensemble des acteurs soient en mesure de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, ce qui ne concorde pas avec les objectifs de l'OMC. Ce dernier valorise la libéralisation du marché agricole, malgré quelques ouvertures à des considérations non commerciales comme la sécurité alimentaire et l'environnement.

La sécurité alimentaire est ainsi liée à la production agricole. Or celle-ci nécessite l'existence de terres arables pour une production rentable. Il serait opportun de voir dès lors la répartition des terres aux producteurs agricoles dans un des pays de la CEDEAO, le Sénégal.

2.5 Droits fonciers et accaparement de terres

Le Sénégal s'étend sur 19 712 km². La superficie des terres agricoles équivaut à 46,1 % de son territoire et compte environ 755 532 ménages agricoles dont 73,8 % vivent en milieu rural avec l'arachide comme principale culture industrielle. Chaque ménage occupe au plus 5 ha et les cultures vivrières représentent 91 % des exploitations (Lafrançaise, 2011). Le foncier au Sénégal est régi par la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative du domaine national. En vertu de cette loi (art. 4), le foncier sénégalais est divisé en quatre types de zones : « zones urbaines », « zones classées », « zones des terroirs » et « zones pionnières ». Les zones urbaines renvoient aux terres situées dans les communes et les zones classées sont constituées des forêts. Le reste des terres ne se trouvant pas dans les deux premières catégories forment les terres pionnières et de terroirs (CNRF, 2016). Les terres obéissent à deux régimes fonciers au Sénégal : le régime d'immatriculation et le régime d'affectation. Le régime d'immatriculation concerne plus les territoires des communes et des groupements d'urbanisme. Il confère un titre de propriété immobilière. Et le régime d'affectation s'applique aux zones de terroirs. L'attribution de ces terres est faite sur la délibération du Conseil rural sous réserve d'être validée par le sous-préfet. Ce régime ne permet pas au bénéficiaire de les vendre, de les louer ou de les assujettir à une quelconque transaction. L'exploitant n'a qu'un droit d'usager sur la terre et ne peut en aucun cas l'aliéner. (Badji, 2017) Or les ménages affectataires considèrent les terres qu'ils exploitent comme leurs entières propriétés héritées de leurs parents

(Africacheck, 2015). Avec les besoins alimentaires de la population, le Sénégal a mis en place la loi agro-sylvo-pastorale en 2004 afin d'optimiser les ressources du sol et de faire une refonte du domaine foncier. En 2012, le décret présidentiel n° 2012-1419 a mis en place la Commission nationale de réforme foncière (CNRF) afin de pallier les insuffisances de la loi 64-46 (CNRF, 2016).

Les populations ont toujours vu ces textes de loi comme une spoliation de leurs terres par les pouvoirs publics et avaient beaucoup plus recours aux pratiques coutumières qu'aux dispositions législatives (Ndiaye, 2011). Les ménages ne possèdent que 5 % de la superficie des terres contre 95 % détenues par l'État (Africacheck, 2015). Seuls 24,6 % des ménages détiennent des lopins de terre de plus de 4 hectares, tandis que plus de la moitié, 56 %, se contentent de moins d'un hectare (Ndiaye, 2011). Uniquement 4 % de la population féminine a accès aux terres, et celle-ci sont situées loin de leurs demeures.

De plus, la CNRF reconnaissait que seulement 150 000 titres fonciers ont été relevés pour une population de 13 millions d'habitants en 2013 (CNRF, 2016). Si les ménages ne reçoivent qu'une infime partie des terres, tel n'est pas le cas des investisseurs et des hommes religieux. En effet, en 2008, un réseau d'ONG sensibles à la sécurité alimentaire des populations dénonçait l'octroi selon des conditions nébuleuses de 80 000 ha à des investisseurs pour un projet touristique (Hopsort, 2014). Entre 2000 et 2012, 17 % des terres arables du Sénégal ont été attribuées à 17 entreprises dont 10 nationales et 7 étrangères, soit 657 753 hectares. Ce chiffre constitue 16,45 % des terres cultivables (Africacheck, 2015). En 2014, une étude de l'ONG SOSFAIM révélait que l'État du Sénégal avait conclu l'octroi de 20 000 ha à la société Sénéthanol pour la production de patate douce destinée à la production d'agrocarburant alors que 60 % de la population vit de l'agriculture.

Par ailleurs, la dégradation des sols et son impact dans le changement climatique constituent un énorme défi pour le secteur agricole. En effet, le sol joue un rôle de régulateur d'échange de dioxyde de carbone et autres GES entre la terre et l'atmosphère. Dès lors, la protection et l'augmentation des stocks de matière organique dans le sol sont des moyens d'atténuer les effets du changement climatique. Ceci a trait à l'utilisation des pesticides qui polluent l'eau. Les périodes de sécheresse ont eu d'importantes conséquences sur l'exode rural au Sénégal. Or 60 % des terres arables au Sénégal sont sujettes à la dégradation, principalement à cause du manque d'eau, d'où l'importance de la gestion des ressources en eau. Des pratiques et des comportements à adopter ont aussi été portés à la connaissance des populations. En réponse à ces défis, le Sénégal a mis en place un plan d'occupation et d'utilisation de la terre et s'est engagé à moderniser le secteur agricole avec l'utilisation de la technologie conformément aux engagements pris dans l'Accord de Paris sur le climat (International Council for science, s.d.).

3. COMMERCE INTERNATIONAL ET POLITIQUES COMMERCIALES ET AGRICOLES DU SÉNÉGAL

La planification politico-économique du Sénégal indépendant fut plus ou moins fondée sur son passé économique colonial. Les relations mercantiles du Sénégal ont connu une évolution ponctuée de faits marquants en partant du monopartenariat mis en place par l'impérialisme européen à la création de zones intra-africaines d'intégration économique telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans un pays comme le Sénégal, où le secteur agricole représente une bonne partie de la population active, la compétitivité de celui-ci devient une priorité de même que la diversification des cultures.

Si ce vaste chantier entrepris par le Sénégal postcolonial peut militer en faveur d'une bonne situation macroéconomique, il requiert tout de même l'implication de différents acteurs dans la production agricole avec un investissement massif pour assumer les coûts de telles politiques. De plus, l'existence d'un marché de consommateurs local, sous-régional ou international pour l'écoulement de la production est importante. Dès lors, il conviendrait de voir d'abord les différentes politiques économiques, commerciales et agricoles du Sénégal, ensuite, la conformité aux normes internationales et l'attractivité du pays à l'égard des IDE, ainsi que son intégration des marchés sous-régionaux.

3.1 Politiques macroéconomiques, commerciales et agricoles du Sénégal

Le tissu économique du Sénégal est l'objet de différentes caractérisations en fonction des périodes et des impératifs en cours. Se situant dans une zone tantôt abondante en ressources (eau, sols, végétation, etc.), tantôt sujette à un stress hydrique périodique assez frappant, le Sénégal a recouru à de multiples plans de relèvement d'une économie prospère et de mise à niveau structurelle. À ce titre, l'étude des différentes périodes historiques, depuis l'époque coloniale, marquées par les réformes économiques permettrait de mieux saisir l'opportunité et les impacts des programmes de développement économique et la promotion de la sécurité alimentaire du Sénégal actuel.

3.1.1 Période coloniale

Jadis, le Sénégal fut une des plaques tournantes du système colonial français et bénéficiait de différentes infrastructures mises en place par les colonisateurs. On pouvait noter, entre autres, cette empreinte sur le système éducatif et les infrastructures routières, ferroviaires, maritimes, etc. Ces derniers représentaient, pendant l'époque coloniale et postcoloniale, un circuit commercial très dynamique dont les principaux acteurs étaient les coopératives locales, les commerçants locaux d'origine libanaise et

syrienne et les gestionnaires français. Certaines cultures, comme le riz et le maïs, étaient utilisées pour payer les impôts coloniaux et les efforts de guerre (Ngalane 2014).

À l'époque, les agriculteurs étaient représentés par des coopératives organisées par filières. Les coopératives constituaient l'instance de défense des intérêts des agriculteurs. Toutefois, la plupart des systèmes agricoles furent regroupés autour de la filière arachide sur laquelle reposait l'économie du pays et une bonne partie des exportations des produits agricoles (Sonia, 2014). La filière arachide bénéficiait de beaucoup d'avantages commerciaux grâce aux exportations. L'arachide était une filière stratégique avec une préférence particulière. Elle jouissait d'un double prix sur le marché français à cause des prix libellés en francs et du fait de la logique du système économique colonial, qui, depuis 1933, surtaxait ses concurrentes à leur entrée en France (Fall, 2016). Ainsi, plus de 87 % de la production d'arachides du pays était orientée vers la France et l'Europe (Sonia, 2014), ce qui avait entraîné à l'époque une spécialisation de l'agriculture sénégalaise en monoculture (particulièrement en arachide) imposée par les colons français (Faye et al., 2007). Cependant, lors de la création du GATT en 1947, la commercialisation des produits oléagineux était au centre du conflit entre l'Europe et les États-Unis. Ces derniers reprochaient à l'Europe l'approvisionnement privilégié de l'arachide sénégalaise aux dépens du soja américain (Fall, 2016).

La politique coloniale sénégalaise reposait sur l'utilisation des terres les plus arables pour les cultures de rente (arachide) et d'exportation. Ainsi, on assiste à une spécialisation de l'agriculture sénégalaise liée à une monoculture arachidière au détriment des cultures vivrières qui permettent à la population rurale de subvenir à ses besoins alimentaires (Fall, 2015).

3.1.2 Programmes d'ajustement structurel et reformes

Après avoir fraîchement accédé à la souveraineté internationale (en 1960), le Sénégal a connu des périodes difficiles sur le plan du développement économique durant ses premières décennies d'existence. À partir des années 1970, le Sénégal, commence à vivre une sécheresse drastique avec un déficit hydrique de près de 75 % alors que la moyenne tendancielle était entre 40 et 60 % (Sircoulon, 1989). Cela a fortement touché le secteur agricole, secteur clé de l'économie sénégalaise. Ainsi, la croissance du PIB du Sénégal est passée de 2,6 % pour la décennie 1960-1970 à 1,8 % pour celle de 1980. La part du secteur primaire dans le PIB est passée pour les mêmes périodes de 25 % à -20 % (Gaye, 2005). Cette période a coïncidé également avec les premier et deuxième chocs pétroliers de 1973 et de 1979 combinés à la crise de l'arachide (principale culture d'exportation), aggravant ainsi la contraction des ressources du pays (Faye, 2012). Toutefois, de 1960 à 1980, les politiques agricoles étaient marquées par une présence de

l'État. L'accompagnement de l'État se justifiait par le contexte économique de l'époque. On assistait à une grande exportation de matières premières, surtout des produits agricoles, qui étaient avantagés par leur « bon prix » sur le marché international (Toukara, 2017).

Face aux difficultés du secteur économique des pays du sahel, dont le Sénégal, les institutions de Bretton Woods imposèrent des réformes en profondeur : ce sont les fameux programmes d'ajustement structurel (PAS). Si le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait des programmes de type conjoncturel (court terme), l'entrée en matière de la Banque mondiale (BM) a rendu les réformes structurelles (moyen et long terme) (Diouf, 1992). Ces programmes ont constitué une étape intermédiaire parmi les trois grandes périodes qui ont marqué l'évolution économique du Sénégal indépendant après la période postindépendance (les années 1970) et avant celle dite de postalternance (à partir de l'an 2000) (Gaye et al., 2015). Ces programmes consistaient à rétablir les grands équilibres macroéconomiques du pays sur le moyen et long terme. Il était question de réduire le déficit budgétaire, de maîtriser l'inflation et d'assainir les finances publiques afin de réaliser une croissance économique durable. Entre 1979 et 2000, différentes réformes ont parsemé le tissu économique du Sénégal. Séquentiellement, les réformes se sont étendues sur trois phases :

- Une première étape de stabilisation (1979-1984) : elle a été faite d'un plan d'urgence de stabilisation sur le court terme (1979-1980) destiné à reconstituer la situation macroéconomique. Ce plan a été doublé d'un programme de rétablissement de l'équilibre des finances publiques, du commerce extérieur, de la maîtrise de l'inflation, etc., pour l'intervalle 1980-84 coïncidant ainsi avec le 6^e plan de développement du Sénégal (1980-1985). Cette première phase est sanctionnée par une croissance de 3,28 % du PIB global (Perspective monde, 2015) et la part du PIB agricole dans le PIB global était de 20,09 % en 1980 et de 23,22 % en 1985, soit une variation de 15,5% (Actualitix, 2016). Cette croissance fut qualifiée de très modeste en raison des conditions climatiques défavorables à l'agriculture tandis que la démographie augmentait (Gaye et al., 2015). Par conséquent, la balance commerciale du pays était déficitaire de 14,46 % en 1980 pour s'établir à -11,40 % en 1985 (Perspective monde, 2015). Cette période marqua le début de la généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la simplification du régime douanier avec une augmentation des taux afin d'améliorer les recettes de l'État. Les deux plans avaient aussi prévu l'encouragement des exportations accompagné d'une subvention de 10 % de la valeur FOB (*free on board*) avec une suppression des taxes à l'exportation et l'élévation de 5 % du tarif protectionniste (Diouf, 1992). Cette période fut marquée également par de mauvaises situations du secteur agricole (baisse des revenus, mauvaises

conditions climatiques, chute des rendements agricoles, etc.) qui conduisirent à la mise en place d'une nouvelle politique agricole en 1986.

- La période d'ajustement à moyen et long terme (1985-1991) : cette étape consacre la promotion du commerce extérieur (exportation) et l'exécution des politiques sectorielles avec la préservation des acquis afférents à la demande publique. C'est dans cet ordre d'idées qu'il faut ranger les nouvelles politiques industrielles et agricoles de l'État et son retrait des opérations marchandes de même que les initiatives d'investissement (Gaye et al., 2015). Ce programme s'était fixé pour objectifs, entre autres, de réduire le rythme de la consommation publique de 2,5 à 1 %, de ramener la part des salaires dans les dépenses courantes de 52 à 49 %, de réduire le déficit extérieur à 1,4 % du PIB en 1992 contre 18 % en 1981, de porter l'épargne dans le PIB respectivement de 10,2 % et 13,7 % en 1989 et 1992 contre 4,7 % en 1981. Une telle phase avait commencé à enregistrer des résultats positifs avec une croissance du PIB supérieure à la croissance démographique même si des difficultés structurelles persistaient tels l'équilibrage des finances publiques, le déficit de la balance commerciale qui se ramenait à -7,83 % du PIB en 1991 (Perspective monde, 2015) et le PIB agricole qui occupait 20,28 % du PIB global.
- Et enfin le programme postdévaluation monétaire (1994-2000) : le 1^{er} janvier 1994 marqua la dévaluation du franc CFA, qui perdit 50 % de sa valeur monétaire. Cette phase consistait à approfondir les séries de réformes des années d'avant celles abordées ci-dessus afin d'améliorer la compétitivité de l'économie sénégalaise et de la zone franc en général. Principalement, il s'agissait de maîtriser l'inflation et de minimiser les dégâts de la dévaluation au niveau social. Ainsi naquit le programme d'ajustement macroéconomique et de réformes structurelles en alignement avec le programme de Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) entre 1994-1997. Ce programme fut prolongé jusqu'en 2000 et soutenu par le FMI avant d'être remplacé par les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) (Gaye et al., 2015). Ces différentes initiatives n'ont pas pu empêcher le déficit de la balance commerciale qui n'a cessé de dégringoler jusqu'à -9,29 % du PIB en 2000, à -15,41 % en 2005 pour atteindre -26,32 % en 2008 (Perspective monde, 2015). La figure 3.1 retrace l'évolution de la balance commerciale du Sénégal de 1960 à 2016. Elle met en évidence la situation de la balance commerciale du Sénégal entre 1960 et 2016. Ainsi, selon la Banque mondiale, le déficit devient de plus en plus grand, et un écart de 758 % est enregistré sur 56 ans. C'est en 1960 que la valeur du déficit en pourcentage du PIB la plus élevée (2,5 %) est obtenue et c'est en 2008 que la valeur la plus basse (-26,32 %) est aussi enregistrée (Perspective monde, 2017).

Balance commerciale (% du PIB), Sénégal

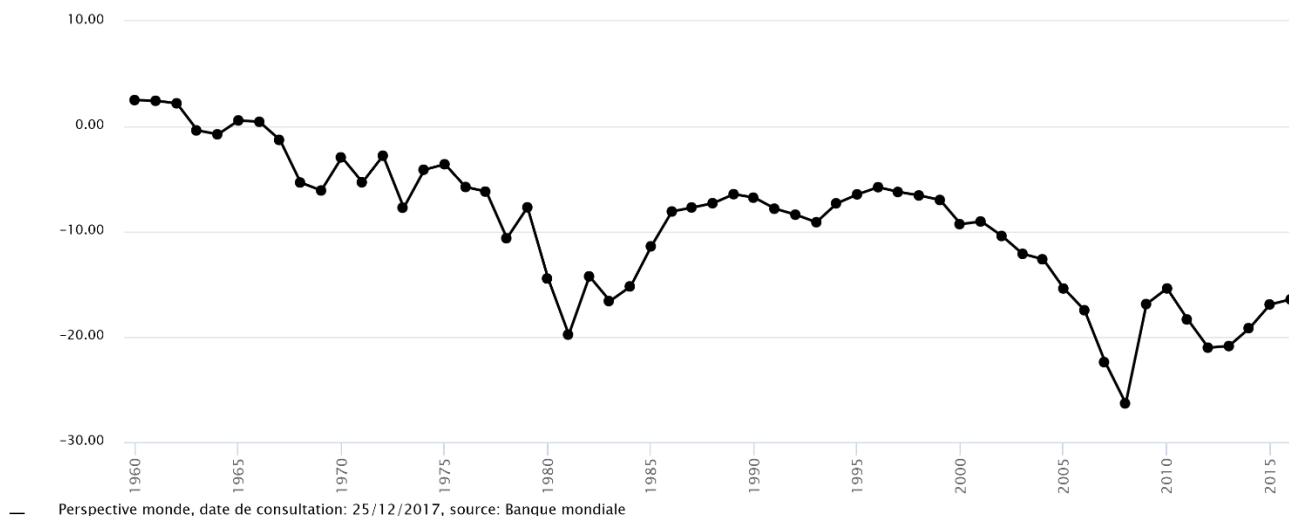


Figure 3 1 Évolution de la balance commerciale depuis 1960 (source : Banque Mondiale, 2017)

Entre 2000 et 2017, l’agriculture sénégalaise fut caractérisée par une transition d’une agriculture familiale à une agriculture industrielle plus compétitive sur les marchés locaux et internationaux. Par mesure de précaution contre la forte libéralisation du marché qui menace la sécurité alimentaire et l’emploi en milieu rural, cette période fut marquée par un retour de l’État afin de permettre aux producteurs locaux d’accéder aux marchés internationaux et de contribuer à la sécurité alimentaire. Malgré toutes les réformes de politiques agricoles et macroéconomiques mises en place depuis l’indépendance, il est évident de constater que les efforts n’ont pas permis de redresser la balance commerciale du pays.

De nos jours, les politiques de l’État se manifestent par son dynamisme à l’intégration régionale au sein du Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), de l’UEMOA et de la CEDEAO (Toukara, 2017). Or une telle intégration devrait concourir à l’atteinte des objectifs de ces programmes de redressement économique et de développement, d’où la nécessité d’attirer les investisseurs.

3.1.3 Investissement direct étranger et agriculture commerciale

L’investissement direct étranger (IDE) est « une catégorie fonctionnelle d’investissement transnational dans lequel un résident d’une économie détient le contrôle ou une influence importante sur la gestion d’une entreprise résidente d’une autre économie » (BCEAO, 2013). Le Sénégal est le 4^e pays récepteur d’IDE dans la zone UEMOA avec 14,3 % du total reçu par les pays de l’UEMOA derrière le Niger (30,2 %), la Côte d’Ivoire (20,0 %) et le Mali (14,8 %) (BCEAO, 2013). Les principaux bailleurs de fonds pour la

période 2000-2011 furent la France (avec 50 %), l'Inde (10,0 %) et la Suisse (7,0 %). Entre 2002 et 2015, les flux des IDE sont passés de 242 MUSD à 2 808 MUSD, soit une multiplication par 11 du volume des IDE en l'espace de 13 ans. Cette attractivité n'a pas souffert des années de la crise financière de 2008, car si pour la période 2002-2006 le Sénégal a reçu en moyenne 94 MUSD/an, la période 2007-2015 ramassait en moyenne 328 MUSD/an. Cela se traduit depuis 2012 par un ratio de 20 % des IDE dans le PIB du pays (Ministère de l'Économie et des Finances de la France, 2017). En 2014, le Sénégal a atteint un pic de 402,6 millions de dollars d'IDE reçus tandis que le total d'IDE entrant en 2015 était de 345,2 millions de dollars, soit une baisse de 16,6 % (OMC, 2017-e). Or les IDE pèsent peu sur le PIB du Sénégal, 1 à 2 % contre une moyenne de 12 % des entrées de fonds entre 2000 et 2010 contre 7 % ailleurs en Afrique subsaharienne à revenu intermédiaire. Cela est dû aux problèmes d'accès au crédit, aux lourdeurs des formalités, à l'exécution des contrats, aux droits de propriété et aux difficultés à obtenir un crédit à long terme auprès des banques commerciales (FMI, 2015).

Le secteur agricole n'est pas parmi les principaux secteurs de destination des IDE. Ces derniers ont été principalement dirigés entre 2008 et 2011 vers l'immobilier, le secteur financier, l'exploitation minière, les industries manufacturières et la branche du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration. L'agriculture accumulait en 2010 3,18 % des flux IDE (Gaye et al., 2015). Or le besoin de financement ne cesse de se faire sentir dans ce domaine. Selon le ministère de l'Agriculture du Sénégal, les nécessités de financement sont estimées à près de 800 milliards de FCFA soit environ 1,944 milliards de dollars US pour atteindre une production annuelle de 1,6 million de tonnes en riz. À cela s'ajoutent les ambitions du Plan Sénégal Émergent d'une production arachidière annuelle de 1 million de tonnes. Cet investissement aurait des conséquences macroéconomiques positives en réduisant les importations qui mobilisent en moyenne 150 milliards de FCFA annuellement, représentant ainsi 16 % du déficit de la balance commerciale (CIES, 2017). Ainsi, le besoin d'investissement se fait sentir dans les différents secteurs agricoles, d'où l'intérêt de voir si la législation nationale du Sénégal répond aux exigences internationales.

3.2 Législation nationale et ajustements aux principes de l'OMC

Le Sénégal fait partie d'un certain nombre d'accords multilatéraux au sein de l'OMC et a choisi de n'en adopter, jusqu'ici, aucun de type plurilatéral (accord ne regroupant pas tous les pays membres). L'appartenance à l'OMC en nécessite l'intégration des normes et engagements à l'international dans le système juridique national. Au Sénégal, cette harmonisation s'effectue à travers des réformes des différents instruments relatifs au commerce ou à l'investissement. En effet, en matière douanière et avant l'année 2014, le Sénégal détenait un code douanier mis en place depuis 1987, c'est-à-dire avant même la

création de l'OMC. Cette situation rendait anachroniques certaines dispositions du code douanier par rapport aux instruments de l'OMC. À cet effet, une réforme de ce code fut appliquée en 2014 avec la loi n° 2014-10. Celle-ci a permis d'intégrer les instruments de l'OMC au niveau interne, notamment ceux relatifs aux barrières tarifaires et non tarifaires (Dione et al., 2014). Cette réforme a été précédée par celle de 2004 sur le code des investissements avec des facilités et garanties faites aux investisseurs. Le Programme de réformes de l'environnement des affaires et de la compétitivité (PREAC) entrepris par le Sénégal entre 2013 et 2015 s'inscrit dans cette optique de mise à niveau par rapport à l'international (APIX, 2014). Le tableau 3.1 présente les mesures prises par le Sénégal dans le cadre de l'ajustement de sa législation nationale aux normes de l'OMC.

Tableau 3 1 Principaux lois et règlements liés au commerce adoptés ou amendés par le Sénégal, 2009-2017 (tiré de : OMC, 2017-d)

Domaine	Instrument/texte	Dernier amendement
Cadre général	Constitution de la République du Sénégal, du 22 janvier 2001 Loi n° 2013-10 portant Code général des collectivités locales	2016
Régime douanier	Loi n° 2014-10 portant Code des douanes	
Commerce et investissement	Loi n° 2014-14 relative à la fabrication, au conditionnement, à l'étiquetage, à la vente et à l'usage du tabac Loi n° 2009-27 du 8 juillet 2009 portant sur la biosécurité Loi n° 2004-06 du 6 février 2004 portant Code des investissements Loi n° 13/2017 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux de commerce et des chambres commerciales d'appel. Loi n° 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les zones économiques spéciales Loi n° 2011-07 portant régime de la propriété foncière	2012 2011
Taxation	Loi n° 2012-31 portant Code général des impôts	2015
Marchés publics	Décret n° 2014-1212 portant Code des marchés publics. Loi n° 2014-09 relative aux contrats de partenariat (PPP) Décret n° 2015-386 portant application de la Loi PPP	2015
Agriculture et activités connexes	Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la pêche maritime	
Mines et énergie	Loi n° 2016-32 portant Code minier Loi n° 2010-21 portant Loi d'orientation sur les énergies renouvelables Loi n° 2010-22 du 15 décembre 2010 portant loi d'orientation de la filière des biocarburants. Loi n° 98-05 du 8 janvier 1998 portant Code pétrolier	2012
Environnement	Loi n° 2015-09 relative à l'interdiction des sachets plastiques	
Services	Loi n° 2011-01 portant Code des télécommunications Décret n° 2012-320 portant service universel	

La création de l'Agence chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX) en 2000 ainsi que l'intégration à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) depuis 1995 constituent des avancées notoires dans le nivellement des normes nationales aux dispositions de l'OMC. En tant que membre, le Sénégal est tenu d'appliquer des règlements de l'Union

économique et monétaire des États d'Afrique de l'Ouest. Or celle-ci a adopté en 1999 le règlement N° 5/99/CM/UEMOA pour la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 sur la vérification des marchandises et l'appréciation de leurs valeurs douanières. Le règlement a été mis en application par le Sénégal. Ce dernier a régulièrement notifié l'OMC de la mise en œuvre des réformes en application des principes et engagements pris (OMC, 2017-b). Le tableau 3.2 est un récapitulatif des notifications du Sénégal à l'OMC depuis 2009.

Tableau 3 2 Récentes notifications à L'OMC par domaine, 2009-2016 (tiré de : OMC, 2017-b)

Accord/ domaine (nombre de notifications)	Notification la plus récente	Référence
Accord sur l'agriculture (4)	Soutien interne (articles 18.2 – DS:1) Subventions à l'exportation	G/AG/N/SEN/3, 7 août 2014 G/AG/N/SEN/4, 8 octobre 2015 S/C/N/765, 16 juillet 2014
Accord général sur le commerce des services (20) Article XVII du GATT de 1994 – commerce d'État (3)	Notification au titre de l'article III:3 de l'Accord Nouvelle notification complète au titre de l'article XVII:4 A) du GATT de 1994 et du paragraphe 1 du Mémoire d'Accord sur l'interprétation de l'article VXII.	G/STR/N/13/SEN, G/STR/N/14/SEN, G/STR/N/15/SEN, 16 juillet 2014
Accord sur la facilitation des échanges (1)	Notification des engagements de la catégorie A au titre de l'AFE	WT/PCTF/N/SEN/1, 27 octobre 2014
Accord sur les subventions et mesures compensatoires (1)	Notification au titre de l'article 25.11 et 25.12 de l'Accord Nouvelle notification complète présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord	G/SCM/N/202/SEN, 26 février 2010 G/SCM/N/253/SEN, 25 avril 2014
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (3)	Notification - Tomates d'origine et de provenance de zones infestées par la chenille mineuse, Tutta absolu ta Notification - Matériaux et emballages en bois Notification – Végétaux	G/SPS/SEN/7, 22 avril 2010 G/SPS/SEN/7, 26 mars 2010 G/SPS/SEN/6, 26 mars 2010
Accord sur les obstacles techniques au commerce (9)	Emballage stérile Huiles comestibles enrichies en vitamine A et farine de blé tendre enrichie en fer et acide folique Spécifications du fuel oil, du diesel-oil; du fuel oil 180; de l'essence normale; du supercarburant; et du gas-oil Combustibles gazeux- spécifications du butane	G7TBT/N/SEN/9, 4 mai 2016 G/TBT/N/SEN/8, 16 novembre 2009 G/TBT/N/SEN/1-7, 27 août 2009 G/TBT/N/SEN/7, 27 août 2009
Accord sur les procédures de licences d'importation (3)	Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation	G/LIC/N/3/SEN/5, 23 septembre 2013
Tarifs (1)	Liste XLIX – Sénégal	G/MA/323, 7 janvier 2015

Le passage du Sénégal devant l'organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC en 2017 a réitéré la libéralisation du commerce par les autorités publiques à l'exception des produits pharmaceutiques. En effet, les restrictions quantitatives relatives aux importations et aux exportations ont été enlevées. Les exportations sont également affranchies de la TVA. Il en est ainsi pour le monopole sur les importations du riz et du pétrole. Le Sénégal a aussi consacré une réduction des droits de douane de 37 % à 14,7 % entre 1994 et 2002 en simplifiant les tarifs. Il faut toutefois noter que la suppression de ces restrictions

ne touche pas certains produits comme les oignons, les pommes de terre, les bananes, le mil et le sorgho. L'organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) attestait par la même occasion que le Sénégal continue d'exercer des mesures tarifaires ou non tarifaires à l'égard d'industries agroalimentaires en particulier sur la production du lait concentré, du raffinage des huiles végétales alimentaires et de la production de tomate concentrée. Ces produits sont des aliments de base pour la population et peuvent impacter son pouvoir d'achat. Depuis 1994 déjà, le Sénégal a supprimé l'exigence de déclaration ou d'autorisation préalable à laquelle les industries étaient soumises (WT/TPR/S/119). Puisque le pays œuvre à l'harmonisation entre sa législation nationale et les dispositions du système commercial international administré par l'OMC, il serait judicieux de voir si les mesures relatives aux importations vers le Sénégal ne présentent pas d'entorses handicapantes à sa sécurité alimentaire.

3.3 Les mesures de protection à l'importation dans le cadre de l'OMC

Le Sénégal, tout comme d'autres pays africains, a signé les accords de l'OMC en 1995. Afin d'être plus ou moins conforme à l'esprit de ces engagements, le pays ne cesse d'effectuer des réformes sur sa politique macroéconomique, sa politique commerciale et les dispositifs institutionnels, légaux et réglementaires. Ces multiples réformes ont permis au Sénégal d'augmenter au cours des dix dernières années son taux de croissance commerciale de 5,5 %. Cependant, cette performance reste insuffisante pour assurer la sécurité alimentaire dans le pays et réduire la pauvreté (Nguessan, 2005).

Le marché sénégalais n'est pas totalement libéralisé, la « main invisible » de l'État est toujours présente. Selon l'OMC (2003), la compilation des droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) avec les droits supplémentaires et les surtaxes fait que le Sénégal dépasse largement les niveaux tarifaires admis sur certains produits agricoles (huile végétale alimentaire, tomate concentrée, sucre, etc.). Ainsi, une liste de marchandises soumises à cet accord a été fournie par chaque pays membre de l'OMC, et le Sénégal a fait parvenir la sienne le 11 mars 2002 (Nguessan, 2005).

Le pays a aussi mis en œuvre quelques mesures de protection sur les produits importés en appliquant sur ces derniers des tarifs ou droits de douane. Le tarif sénégalais sur les produits importés s'aligne avec ceux appliqués par l'UEMOA de la version 2002 du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. À cela s'ajoute la politique de concurrence sur les marchés publics mise en place en 2003 par l'UEMOA s'alignant avec la position de l'OMC, qui s'étend sur certaines pratiques anticoncurrentielles et les appuis de l'État (Centre du commerce international, 2014). Toutefois, l'OMC stipule que ces mesures ne sont toujours pas mises en application par le Sénégal même s'il dispose d'une marge de protection

totale sur les produits agricoles allant jusqu'à 180 % (Nguessan, 2005).

Cependant, force est de constater que le pays a libéralisé certains produits dont les prix étaient administrés par l'État même si d'autres sont encore protégés depuis sa réforme économique en 1994. Ce comportement se justifie par une préoccupation envers le développement socioéconomique qui défend l'intérêt des entreprises locales (Centre du commerce international, 2014).

Malgré l'absence de mesures spécifiques de protection en faveur de la sécurité alimentaire, on peut constater que quelques actions ont été mises en place par les autorités sénégalaises en faveur de la sécurité et de la souveraineté alimentaire du pays. Ainsi, une analyse de certaines lois et politiques agricoles appliquées depuis l'indépendance permet de mieux appréhender les impacts de celles-ci sur la sécurité et la souveraineté alimentaire (Lavoie, 2012). La Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP) est un projet de loi entamé en 2003 et promulgué en 2004. La LAOPS a pour but de réduire la pauvreté et le déficit de la balance commerciale des produits alimentaires et la diversification des produits agricoles. À travers l'article 5 de la LAOSP, le Sénégal œuvre également à atteindre, à moyen terme, un niveau de sécurité alimentaire qui garantisse la souveraineté alimentaire du pays. Pour ce faire, elle vise à décentraliser les responsabilités étatiques au Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) et quelques autres organisations paysannes (Lavoie, 2012; UEMOA, 2007).

En 2002, l'UEMOA a engagé la Politique agricole de l'union (PAU) dans l'optique de participer durablement à la satisfaction des besoins alimentaires des populations, au développement économique et social des États membres (dont le Sénégal) et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. De façon plus spécifique, cette politique vise à « Réaliser la sécurité alimentaire, en réduisant la dépendance alimentaire et en améliorant le fonctionnement des marchés des produits agricoles ». De ce fait, elle essaye par des actions concrètes d'accroître la production et la productivité agricole sur une base durable (UEMOA, 2007).

La CEDEAO s'est aussi dotée d'une politique agricole de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ÉCOWAP) afin de faciliter une meilleure intégration du commerce des produits agricoles et l'accès aux aliments. Cette politique met l'accent sur la privatisation du secteur agricole, la diversification des cultures, l'accroissement de la productivité ainsi que la compétitivité au niveau intra-communautaire pour la promotion de la sécurité alimentaire de la région (CEDEAO, 2011).

Cependant, il faut comprendre que toutes ces initiatives ne sont pas soldées par une grande réussite, car l'insécurité alimentaire est toujours présente dans la région et plus particulièrement au Sénégal.

3.4 Les acteurs du secteur agricole sénégalais

L'agriculture est une activité socioéconomique très complexe, car elle englobe plusieurs facteurs et de nombreuses parties prenantes. Parmi ces dernières, il y a les producteurs souvent appelés « les agriculteurs », qui occupent une place primordiale dans le secteur agricole, mais ils sont souvent absents des négociations commerciales et lors des décisions politiques. Au Sénégal, le rôle joué par les producteurs est essentiel grâce à leur participation à la sécurité alimentaire et aux tissus socioéconomiques de la société (ANDS, 2015). Les industries de transformation des produits agricoles font partie des acteurs du secteur et permettent la valorisation des produits. Cependant, ils sont peu présents dans le pays et sont fortement dominés par les concurrents internationaux tant sur le plan des équipements que de l'expertise. Contrairement aux producteurs, les grandes industries agricoles sont bien représentées dans les négociations de commerce et lors de la formulation des politiques agricoles.

Les fournisseurs de semences et d'intrants agricoles font aussi partie des acteurs. Le pays importe une grande partie de ces intrants et, hormis l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA), le Sénégal dispose de peu d'entreprises professionnelles en mesure de fournir des semences certifiées. De ce fait, l'agriculture sénégalaise a besoin d'entreprises locales capables de l'approvisionner en intrants (pesticides et engrais) et en semences certifiées afin de stimuler les rendements et de favoriser la concurrence des produits locaux. L'Association sénégalaise des producteurs de semences paysannes s'efforce de bâtir une production et de réaliser la multiplication et la sélection sur la base de variétés locales certifiées (Biaye, 2016).

De plus, l'État prend une position centrale dans le secteur. Il a pour but de réguler le commerce et de protéger les différents acteurs locaux (par les subventions). Ensuite s'y rajoutent les institutions financières, les consommateurs, les associations et coopératives, les organismes d'appui au développement et les prestataires de services agricoles (Duteurtre et Dieye, 2008). Les efforts tous azimuts de ces différents acteurs constituent des atouts de la politique commerciale agricole du Sénégal pour son positionnement dans les marchés sous-régionaux, dont ceux de l'UEMOA, de la CEDEAO, etc.

3.5 La politique commerciale agricole sénégalaise et l'intégration régionale : l'UEMOA et la CEDEAO

Au niveau sous-régional, le Sénégal est membre de deux organisations ouest-africaines. Il s'agit en l'occurrence de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'UEMOA compte huit pays et tous se retrouvent membres de la CEDEAO auxquels s'ajoutent sept autres. Les actions des deux structures se chevauchent notamment en matière de tarif extérieur commun (TEC), mais aussi dans le commerce des marchandises. Ainsi, il s'avère utile d'appréhender les relations commerciales du Sénégal au sein de l'UEMOA avant d'aborder

ses implications dans l'espace CEDEAO.

3.5.1 L'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine)

L'espace UEMOA est l'une des principales destinations du commerce extérieur du Sénégal, notamment en matière d'exportation de produits agricoles. En 2013, le Sénégal réalisait 14 % du total des exportations agricoles dans l'espace UEMOA contre 7 % dans la zone CEDEAO. Il totalisait, en mai 2017, une valeur de 40 milliards FCFA d'exportation soit une part de 26,7 % des exportations de marchandises du pays pendant cette période (Touré, 2017). Le Mali réitère son statut de premier partenaire commercial du Sénégal dans cet espace avec plus de 54,6 % des exportations qui lui sont destinées. Les importations du Sénégal dans l'espace UEMOA sont très faibles, avec seulement 5,9 milliards de FCFA, comparées aux exportations. Et la Côte d'Ivoire demeure la principale fournisseuse du Sénégal dans cette zone avec 95 % du total de ses importations, ce qui se traduit par une balance commerciale excédentaire en faveur du Sénégal avec un taux de couverture des importations par les exportations de 55,8 %. Si les exportations du Sénégal dans cet espace sont dominées par le ciment vers le Mali, les importations restent la chasse gardée des produits huiliers (huiles, graisses animale et végétale) à la hauteur de 44 % (CommodAfrica, 2016). L'importation des produits huiliers participe à leur disponibilité en quantité suffisante sur le marché local et à l'approvisionnement de la population. En même temps, cela concurrence les producteurs locaux d'huile végétale compte tenu du potentiel de la production arachidière locale.

Ainsi se dessine la physionomie du commerce sénégalais dans la zone UEMOA. Il n'en demeure pas moins important d'entamer l'étude de son comportement dans le premier espace d'intégration africaine, la CEDEAO.

3.5.2 La CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)

La plupart des exportations des pays de la CEDEAO sont constituées de matières premières, donc sans valeur ajoutée. Les industries manufacturières ne représentent que 13 % du PIB du Sénégal avec une balance commerciale structurellement déficitaire. Ce déficit est atténué par les envois de devises des Sénégalais de l'extérieur qui ont compté pour 11 % du PIB (OMC, 2017-b). Le pétrole et les produits miniers occupent plus de 76 % des exportations de la première économie de la zone CEDEAO, le Nigéria, alors que les produits manufacturés n'y comptent que pour 12,3 % et les produits agricoles pour 4 %. Or les produits manufacturés constituent 56,4 % des importations du Nigéria (OMC, 2017-b). Comparativement à ce dernier, les exportations du Brésil et de la Malaisie sont composées

respectivement de produits manufacturés à la hauteur de 36,1 % et 66,5 %, indique le rapport de 2017 sur les profils commerciaux de l'OMC.

En dépit de ses performances qui ne reflètent pas le potentiel économique de cette région, la CEDEAO demeure l'espace de libre-échange le mieux intégré en Afrique avec un indice d'intégration de 0,509 alors que la moyenne continentale des Accords commerciaux régionaux est de 0,470 (Union africaine, 2016). Au sein de la CEDEAO, le Sénégal exporte principalement vers le Mali (17,5 %) et la Côte d'Ivoire (5,1 %). Le Nigéria ne compte que pour 7,8 % des importations du Sénégal pendant que l'UE compte pour 38,8 % (OMC, 2017-e). Le marché de la CEDEAO et africain en général, avec 13 % de la population mondiale, reste peu intégré par ses pays au moment où la concurrence à l'international reste difficile à supporter (OCDE/FAO, 2016). Une bonne partie des pays de la CEDEAO sont des anciennes colonies françaises. Des accords commerciaux bilatéraux ont été passés entre métropole et colonies au moment des indépendances en échange d'une protection en cas d'agression militaire extérieure, ce qui ne laisse pas prospérer une initiative régionale de libre-échange. Cela a tendance à maintenir la monoculture et affecte beaucoup la diversification des chaînes de production, impactant ainsi sur la sécurité alimentaire.

S'y ajoutent les Accords de partenariat économique (APE) signés à Cotonou (Bénin) en 2003 entre l'UE et les pays d'Afrique Caraïbe et Pacifique. Ces accords ouvriraient le marché africain à l'UE à 75 % sans droit de douane et le Sénégal verrait son marché contrôlé à 71 % par l'UE et perdrait près de 215 à 333 millions d'euros, le Togo enregistrerait une perte de 230 à 122 millions, le Nigéria perdrait 754 à 585 millions d'euros en l'espace de 2 ans (Dembélé, 2016). Or le cumul des éventuelles pertes annuelles de droits de douane des pays d'Afrique (environ 2 milliards d'euros) dépasse largement les 6,5 milliards d'euros d'aide promis par l'UE au titre du Programme d'appui aux accords de partenariat économique pour une période de 5 ans, soit 1,3 milliard d'euro/an. Le Sénégal, 3^e économie de la CEDEAO, est classé 110^e sur les 140 pays évalués en matière de compétitivité.

Le marché de la CEDEAO (comprenant celui de l'OEMOA) reste peu intégré, et la plupart des pays membres ont pour premier partenaire commercial l'Europe, tout comme le Sénégal, dont 45 % des importations viennent de l'Europe et seulement 18,2 % proviennent de l'Afrique (ANSD, 2017). Les exportations des pays de la CEDEAO vers l'Europe sont dominées par des matières premières et d'où ils importent des produits manufacturés. Cela creuse davantage le fossé commercial entre les deux continents que les APE ne feront qu'aggraver. Ceux-ci affaibliraient les producteurs locaux de produits manufacturés, quoique presque inexistants.

En outre, au niveau de l'UEMOA, le Sénégal était astreint au respect de la législation en vigueur, surtout en matière douanière. Les tarifs douaniers du Sénégal étaient principalement axés sur les dispositions de l'UEMOA depuis 2002, mais avec l'entrée en vigueur du TEC de la CEDEAO au début janvier 2018, ils sont actuellement basés sur ces derniers (CEDEAO, 2017). Toutefois, des difficultés d'application du TEC de la CEDEAO sont à souligner par rapport aux droits de douane consolidés à l'OMC. Ce risque n'épargne pas le Sénégal, dont le taux de consolidation des tarifs est de 29,8 % (Diao, 2017).

4. ANALYSE DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES AGRICOLES AU SÉNÉGAL AVANT ET APRÈS L'OMC

À l'image du reste du monde, l'agriculture sénégalaise est organisée en filières. Depuis l'indépendance du Sénégal (en 1960), de nombreuses politiques agricoles (généralistes et sectorielles) ont continuellement été mises en place par l'État dans l'optique de faire face au contexte du commerce mondial défini dans le cadre de l'OMC et des groupements régionaux. À ce titre, le présent chapitre se veut une étude casuistique de quelques filières déterminant ainsi les éléments clés liés à la conception des politiques commerciales agricoles du Sénégal en vue d'accroître la souveraineté et la sécurité alimentaires du pays. Pour mieux appréhender cette partie, une définition du cadre d'analyse sera faite, suivie d'une analyse par filière. Enfin, une discussion exposant les points forts et faibles de chaque filière et les facteurs clés liés à la formulation des politiques commerciales agricoles tous azimuts et à l'assurance d'une sécurité et d'une souveraineté alimentaire au Sénégal sera faite en s'appuyant sur une grille d'analyse.

4.1 Cadre d'analyse

Depuis son adhésion à l'OMC en 1994, le Sénégal rencontre des difficultés à respecter ses engagements, et la libéralisation de son marché handicape le développement de certains secteurs agricoles et agroalimentaires du pays. Si la sécurité et la souveraineté alimentaire sont loin d'être atteintes, l'agriculture occupe une part importante dans les programmes de développement du pays. À cet égard, plusieurs interventions politiques spécifiques en direction des filières agricoles ou d'ordre général sont mises sur pied pour accompagner le secteur. Toutefois, le volume des mesures prises (interventions) ne correspond pas au taux de réussite enregistré. Peu d'interventions ont connu un succès jusqu'à présent. L'analyse des politiques agricoles du Sénégal nécessite un regard sectoriel à échelle réduite, c'est-à-dire un diagnostic par filière.

4.1.1 Sélection des études de cas

Aborder la problématique de l'agriculture au Sénégal requiert une approche par filière afin d'opérer un « arrêt sur image » à chaque étape du processus de la conception des politiques agricoles face aux dynamiques du commerce international et aux défis de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance alimentaire. De ce fait, pour mieux atteindre l'objectif de cette étude, c'est-à-dire déterminer les éléments clés qui bloquent le développement agricole du pays, des filières seront choisies et détaillées cas par cas. Le choix des filières à analyser n'est pas chose facile, étant donné que l'ensemble des filières observées au préalable présentent toutes des difficultés qui nécessitent une étude approfondie et des recommandations qui devront permettre au pays d'atteindre sa sécurité alimentaire. En effet, quatre

filières ont été choisies sur sept au départ (riz, oignon, arachide, coton, poulet, lait et pomme de terre) selon le nombre de points cumulés. Le choix se justifie soit par l'impact que la filière a sur les exportations ou sur les importations du pays, les effets des politiques agricoles et commerciales appliquées à cette filière ou l'absence de l'intervention de l'État dans celle-ci. Les critères suivants entrent aussi en ligne de compte dans le choix des filières : la région agroécologique, la taille des industries (dominée par l'agriculture intensive ou traditionnelle), les parties prenantes, les mesures de protection aux importations, l'insécurité alimentaire, la génération de revenus et la lutte contre la pauvreté, le développement du marché local et enfin le développement d'une agriculture alternative (**voir annexe 2**). De plus, la disponibilité de l'information par filière a aussi joué sur le choix des filières à analyser. Plus la filière accumule de points, plus elle a de la chance à être choisie parmi les sept. Selon l'annexe 1, les filières poulet, riz, arachide et lait ont été choisies.

D'abord, la filière poulet sera appréhendée pour déterminer les impacts des mesures spécifiques prises par les autorités sénégalaises afin de protéger le marché local contre les importations et de permettre aux producteurs locaux de développer cette filière. Ensuite, l'absence de politiques efficaces et une importation excessive du riz, l'aliment de base de la population, vont justifier le choix de la filière riz dans les études de cas. Puis, la filière arachidière sera analysée. Cette dernière est la culture la plus exportée du pays. Elle occupe une place importante dans l'économie sénégalaise et constitue souvent le fer de lance des politiques agricoles du pays. Enfin viendra la filière du lait, qui possède un potentiel inexploité et souffre de beaucoup d'anomalies.

Les cas choisis permettront d'apporter une analyse critique sur les grandes orientations des politiques agricoles et commerciales par rapport à la sécurité alimentaire. En effet, pour chaque filière, il sera question de déterminer les forces, les faiblesses ainsi que les défis sur lesquels les politiques commerciales agricoles du pays doivent s'appuyer afin d'impacter positivement la sécurité ou la souveraineté alimentaire.

4.1.2 Grille d'analyse

Pour atteindre l'objectif de cette étude et englober plusieurs critères, il serait pertinent de faire une analyse comparative basée sur les quatre filières. C'est ainsi qu'une grille d'analyse a été réalisée avec des critères de comparaison (**voir annexe 3**). Ces derniers sont choisis selon les quatre dimensions du développement durable : l'environnement, le social, l'économie et la gouvernance. Les critères ont été discutés à travers les différents chapitres de la présente étude. Ainsi, pour la dimension environnementale quatre critères seront utilisés dans la comparaison : l'utilisation des intrants, l'utilisation de l'eau, la perte

de biodiversité et de services fournis par les écosystèmes et enfin les émissions de GES. Sur le plan social, il sera question d'établir un parallèle entre les points suivants : pauvreté, iniquités, genre et sécurité alimentaire. En ce qui concerne la dimension économique, les critères de comparaison vont porter sur l'investissement direct étranger et l'achat de terre, les systèmes de crédit aux producteurs, les subventions aux producteurs locaux, l'augmentation des revenus des ménages et la productivité qualitative. Enfin, dans le volet de la gouvernance, il y aura comme critères de comparaison la participation à la définition des politiques commerciales agricoles, les parties prenantes et le pouvoir de décision, les mesures de protection légales pour les petits producteurs, l'accès au foncier et les réformes institutionnelles.

Le choix des critères dans chaque dimension est basé sur les quatre chapitres de la présente étude. Après le choix des critères, une valeur sera attribuée pour chaque critère afin d'orienter nos recommandations sur le prochain chapitre. Ainsi, des points allant de 1 à 3 seront attribués aux filières selon ces aspects : la filière répond peu ou pas au critère, la filière répond moyennement au critère ou la filière répond presque entièrement ou entièrement au critère. Tous les critères sont égaux, ils ont donc le même poids.

4.2 Étude de cas 1 : filière avicole (viande de poulet)

Le développement de la filière avicole touche plusieurs régions d'Afrique. Au Sénégal, l'industrialisation du secteur avicole se développe dans différentes localités du pays. Les progrès de la technologie, la croissance démographique et l'augmentation du pouvoir d'achat de la population sont des facteurs qui encouragent le développement de cette filière dans le pays. De plus, les cérémonies religieuses, traditionnelles et la place prépondérante du poulet dans les habitudes gastronomiques des Sénégalais augmentent la forte demande de la filière. De ce fait, plusieurs acteurs investissent dans l'élevage à caractère familial, pseudo-professionnel ou en exploitation moderne ou industrielle. L'élevage des volailles est principalement localisé dans la zone des Niayes, notamment dans les périphéries de Dakar, Thiès, Saint-Louis et un peu dans la zone sud de la Casamance (FAO, 2014).

Les services de l'élevage ne disposent pas de statistiques permettant de connaître avec exactitude le nombre de personnes officiellement actives dans cette filière. Cependant, selon Ossebi (2011), le secteur offre plus de 15 000 emplois directs et indirects dont l'essentiel est généré par l'aviculture industrielle. La filière avicole occupe 40 % de la population rurale (ANSD, 2015). Le chiffre d'affaires et le nombre d'emplois que génère l'aviculture démontrent que cette filière est porteuse de croissance dans le pays. Durant la période 2005-2012, le chiffre d'affaires de cette filière est passé de 72,2 milliards à 201 milliards de FCFA, un bond de 179 % (Sané, août 2016).

La production de poulet a connu des avancées spectaculaires au cours de cette dernière décennie. En 2016, la production a atteint 30 millions de poulets de chair, soit une augmentation de 24 millions par rapport à 2006, ce qui représente une hausse de 330 % entre 2006 et 2016. La production d'œufs, quant à elle, est passée de 324 millions à 672 millions. La production de la viande de volaille a aussi connu une augmentation allant de 9 millions à 26 millions de kilogrammes entre 2005 et 2012 (Sané, août 2016 ; Senweb News, novembre 2016), ce qui participe à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays. À côté de l'aviculture industrielle, l'élevage traditionnel occupe une place importante dans le secteur avicole. Il représente 31 % du chiffre d'affaires de la filière avicole et 44 % de la production de volaille dans le pays. L'aviculture traditionnelle joue un rôle important dans l'apport de protéines d'origine animale et la consommation de viande au Sénégal (Ossebi, 2011).

De manière générale, quatre acteurs sont identifiés dans la « filière poulet » au Sénégal : les producteurs, les intermédiaires, les commerçants et les consommateurs. Les femmes et les enfants représentent la force motrice de la production et de la vente de poulet dans le pays, surtout en milieu rural. Toutefois, la décision de vente revient aux hommes lorsque l'effectif est important (Ossebi, 2011).

Pour se prémunir contre l'épidémie de la grippe aviaire, le Sénégal a décidé en 2005 de fermer ses portes aux importations de volaille. Cette mesure temporaire a été maintenue jusqu'à présent malgré les multiples pressions de l'OMC et des pays exportateurs. Le pays compte conserver l'interdiction de l'importation de la volaille au moins jusqu'en 2020 (FAO, 2014). En effet, cette fermeture a entraîné le développement spectaculaire de cette filière dans le pays et a favorisé les acteurs locaux au détriment des envahisseurs internationaux. Cependant, Ossébi (2011) affirme que cet embargo a entraîné une augmentation du prix du poulet sur le marché sénégalais. Ainsi, le marché de la volaille reste inaccessible aux personnes pauvres, plus particulièrement en milieu urbain, ne disposant pas un grand pouvoir d'achat.

Selon le rapport de la FAO d'El Hadji Traoré (2014), au cours des dix dernières années, les exportations des produits avicoles à partir du Sénégal concernent en majorité les poussins d'un jour (poulets de chair et de ponte) et s'orientent exclusivement vers la Mauritanie, le Mali, la Guinée-Conakry, la Guinée-Bissau et le Burkina Faso. Cependant, les exportations avicoles sont minimales et occupent un pourcentage très faible de l'ensemble des exportations agricoles du pays.

Il faut comprendre aussi que la filière avicole n'est pas indemne de contraintes. Malgré l'appui de l'État à cette filière sous forme de subventions, il est important de reconnaître que les investissements dans le

secteur ne sont pas encore conséquents. Le Sénégal ne dispose pas de chambre froide ni d'abattoir-volaille moderne et fonctionnel. En outre, la quasi-absence d'unités de transformation locale des produits avicoles limite les producteurs et la diversité du marché. Les coûts élevés de l'alimentation des poulets et des poussins producteurs représentent une contrainte pour cette filière. Cette contrainte entraîne des prix élevés des poulets sur le marché et limite l'accès à ces produits pour les populations à pouvoir d'achat réduit. Qu'il s'agisse de l'aviculture traditionnelle ou industrielle, les acteurs de la production ont des difficultés à trouver des souches de qualité (ANDS, 2015), ce qui fait qu'au Sénégal, l'aviculture est un secteur où la demande est largement supérieure à la capacité de l'offre. Par conséquent, toutes ces contraintes ne font qu'affaiblir la sécurité alimentaire du pays.

4.3 Étude de cas 2 : filière du riz

Durant la période coloniale et postcoloniale, le riz était essentiellement cultivé dans la basse Casamance (au sud du Sénégal). Au fil des années, cette culture, devenue aliment de base des Sénégalais, est distribuée sur les autres territoires du pays et plus particulièrement vers le nord dans la vallée du fleuve Sénégal. La superficie du riz est passée de 45 405 hectares en 1998 à 237 300 hectares de terres cultivées en 2015 avec un rendement moyen de 3,5 tonnes/hectare et une production annuelle de 906 348 tonnes de riz paddy en 2015. La production est fortement dominée par des exploitations à petite échelle de type familial (Toukara, 2017; FAO, 2011).

Derrière le Nigéria, le Sénégal est le plus grand consommateur de riz en Afrique subsaharienne avec une consommation moyenne de 90 kg/an par habitant et sa production ne couvre que 20 à 30 % de la demande nationale. Cela explique le recours à des importations massives de riz, dont 875 000 tonnes en 2015. Le riz provient essentiellement de l'Inde, du Brésil, du Pakistan, du Viêtnam et de la Thaïlande. Ainsi, plus de 85 % de la consommation du pays est importée de nos jours (FAO, 2011).

L'importation du riz pour alimenter la population sénégalaise ne date pas d'aujourd'hui, elle remonte à la colonisation. L'administration coloniale française importait du riz de l'Indochine au Sénégal à cause de la transformation des terres de céréales en culture d'arachide afin d'alimenter les huileries de Marseille et de Bordeaux. Depuis, le pays est devenu un importateur net de riz. Les pertes en devises liées aux importations du riz varient de l'ordre de 200 milliards de francs CFA par an (Ngalane, 2014). Ainsi, la crise alimentaire de 2008 montre la dépendance alimentaire du Sénégal à l'extérieur (Toukara, 2017). À l'époque, cette situation avait poussé le gouvernement à mettre en place le Programme national d'autosuffisance en riz (PNAR) pour l'horizon 2012 et de minimiser les pertes en devises. Dans l'optique de bien comprendre la filière du riz au Sénégal, il serait opportun de rebondir sur les différentes politiques

agricoles et macroéconomiques appliquées depuis l'indépendance pour accroître la production nationale et favoriser la sécurité alimentaire en riz.

Deux types de rizicultures sont identifiés comme système de production au Sénégal : la riziculture pluviale cultivée dans les bas-fonds ou les plateaux comme dans les régions du sud (Ziguinchor, Tambacounda et Kolda) et du centre (Fatick et Kédougou) et la riziculture irriguée localisée principalement dans le nord, particulièrement dans la vallée du fleuve Sénégal (Matam et Saint-Louis) et le bassin de l'Anambé (Ngalane, 2014).

L'organisation de cette filière est partagée entre plusieurs parties prenantes, et le nombre d'intervenants dépend souvent de la zone agroécologique et du système de production (irriguée ou pluviale). Les différentes parties prenantes identifiées dans cette filière sont : les producteurs positionnés au début de la chaîne, ensuite les intermédiaires (collecteurs de riz, transformateurs industriels et traditionnels), puis les fournisseurs d'intrants, de matériels agricoles et de services, les bailleurs de fonds (CNCAS, SFD, etc.), les commerçants et enfin les organisations, dont le Comité interprofessionnel de la filière du riz. L'État accompagne les différents intervenants par des subventions matérielles, financières et administratives (Duteurtre et Dieye, 2008; Ngalane, 2014).

Il faut aussi noter que la filière riz au Sénégal fait face à des contraintes. Après la production, le riz entier doit être séparé du riz brisé. Toutefois, le pays ne possède pas assez de transformateurs industriels bien équipés afin d'assurer l'homogénéité du riz transformé et la qualité (propreté, entre autres) du produit. La transformation est assurée en majorité par les décortiqueuses traditionnelles, ce qui pousse la population locale à avoir une préférence pour le riz importé. Une autre difficulté rencontrée par les producteurs, les transformateurs et les commerçants est l'inexistence d'unités de stockage suffisantes et bien réparties à l'échelle du pays. La libéralisation de la filière à l'exportation rend plus difficile la commercialisation du riz local, devenant plus cher que le riz importé. L'absence de crédit pour accompagner certains intervenants du secteur constitue, de surcroît, un handicap pour le développement de la filière (Toukara, 2017).

Si autant de politiques, programmes et contraintes s'arriment au tour de la filière du riz, il serait utile de faire un tour dans la filière arachide afin de comprendre les facteurs clés qui affectent la souveraineté et la sécurité alimentaire du pays.

4.4 Étude de cas 3 : filière arachide

L'arachide est une plante légumineuse riche en corps gras (48-50 %), en protéines (26-28 %), en fibres, minéraux et vitamines. La filière arachidière occupe la 6^e place des cultures oléagineuses dans le monde. Excepté les États-Unis d'Amérique, les PED et PMA d'Afrique et d'Asie tels que la Chine, l'Inde, le Nigéria, le Sénégal, etc. dominent presque cette culture. Ces derniers consacrent 97 % de la superficie mondiale allouée à cette culture avec une part de 94 % dans la production mondiale (Noba et al, 2013). Celle-ci s'est élevée à 41,72 millions de tonnes pour la campagne agricole 2016-2017 (CommodAfrica, 2016).

L'arachide (d'huile ou de bouche) est principalement cultivée au Sénégal dans le bassin arachidier situé au centre du pays et s'étendant jusqu'à la vallée du fleuve Sénégal (SAED, 2009). La filière arachidière a été, depuis la période coloniale, la première culture agricole au Sénégal. Ce dernier en fut le premier exportateur mondial dans les années 1960 et était resté le premier fournisseur africain d'arachides jusqu'en 1990 avec un niveau record de production de 1 434 147 tonnes en 1976. Aujourd'hui, à côté de la Chine, de l'Inde et des États-Unis, le Sénégal fait partie des principaux producteurs dans le monde. Sur une superficie emblavée de 1,1 million ha, le Sénégal réaliserait une production annuelle de 1,41 million de tonnes pour la saison 2016-2017 contre 1,076 million de tonnes pour 1,14 million ha lors de la campagne agricole 2015-2016, dont 350 000 tonnes seraient dirigées vers la consommation locale (CommodAfrica, 2016).

Le rendement de la campagne 2016-2017 a été estimé à 0,91 tonne/ha, soit une baisse de 3 % par rapport à la campagne précédente (0,94 tonne/ha) et une hausse de 11 % comparativement à la moyenne des 5 dernières années. Ces estimations étaient nettement inférieures aux prévisions chez les grands producteurs d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie. En effet, si le Nigéria a obtenu un rendement de 1,2 tonne/ha, le Cameroun a enregistré 1,38 tonne/ha, tandis que la Chine récoltait 3,6 tonnes/ha à côté des États-Unis avec 4,47 tonnes/ha (CommodAfrica, 2016).

L'arachide, appelée aussi l'or du Sénégal, est très présente dans l'alimentation des populations à travers différentes transformations (huile d'arachide, pâte d'arachide, cacahuète, etc.). Il faut noter qu'auparavant la population sénégalaise ne consommait que l'huile d'arachide, celle végétale n'a pénétré le marché local qu'à partir de 1980-1981 avec d'abord l'huile de soja, puis celle de palme qui devient de plus en plus dominante (Banque mondiale, 2015).

L'huile d'arachide artisanale, ou huile Segal, est une transformation artisanale qui est utilisée par une bonne partie de population aussi bien en milieu rural qu'urbain. Cette huile n'est pas raffinée. Il n'y a donc

pas d'élimination des impuretés mucilagineuses, de désacidification, de décoloration ou d'élimination des composés plus ou moins dangereux tels que les aflatoxines ou le cholestérol. Or quand le taux d'aflatoxines dépasse la norme, l'huile devient toxique pour la consommation. Les conditions de conservation des graines d'arachide et celles de leur transformation sont favorables à une forte présence d'aflatoxines. L'existence d'une industrie locale de transformation reste toujours à développer et les sociétés de transformation déjà opérationnelles peinent à s'approvisionner à cause d'une exportation vers la Chine privilégiée pour plus de rentrées de devises (Douet, 2016). Pour cette raison, l'huile d'arachide industrielle n'est pas disponible en quantité suffisante pendant que la concurrence à l'international est de plus en plus dominée par les huiles de palme ou de soja. Le recours à l'huile artisanale est aussi dû au coût élevé de l'huile importée et des mauvaises campagnes agricoles successives de commercialisation de l'arachide (Sow, 2015).

L'arachide est la première culture agricole au Sénégal et constituait 80 % des exportations dans les années 1960, contre 4 % en 2011. La rareté des pluies dans la zone du Sahel a durement frappé la culture arachidière, entraînant ainsi une réduction de la superficie emblavée. Avec cette crise de la filière depuis les années 1970, la culture arachidière ne contribue que pour 6,5 % des exportations en 2006 contre 4 % et contribuait en 2013 pendant que sa part dans le PIB était de 6,5 % en 2001 et 2006, contre une croissance en hausse attendue de 8,9 % pour la période 2013-2020 (Noba et al., 2013; ministère de l'Économie et des Finances du Sénégal, 2013). Malgré cette baisse de production, la filière continue d'occuper au moins 63 % de la population rurale, soit 4 millions de personnes, et compte 482 000 exploitations agricoles pour un chiffre d'affaires de 350 milliards de FCFA par tonne (Portail agroalimentaire du Sénégal, 2017; Financial Afrik, 2016).

L'importance que revêt l'arachide au Sénégal justifie le nombre non négligeable d'acteurs qui agissent et interagissent autour de la filière arachidière. En effet, hormis l'État comme acteur régulateur, on compte le Comité national interprofessionnel de l'arachide (CNIA), les organisations de producteurs, les associations paysannes et d'autres groupements connexes. Le CNIA regroupe des organismes de collecte, de transformation ou de commercialisation, comme la Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal (SONACOS); d'approvisionnement de semences ou de produits chimiques, telle la Société nationale des produits chimiques (SENCHEM); de fournisseurs de matériel agricole, à l'image de la Société industrielle sahéenne de mécanique, de matériels agricoles et de représentations (SISMAR); de fédérations d'acteurs, à l'instar de l'Association des présidents de communautés rurales (APCR) ou de la Fédération nationale des opérateurs privés du Sénégal (FNOPS), etc. Le CNIA a pour objectifs, entre autres,

la sauvegarde des intérêts mutuels de tous les acteurs à travers un système d'informations techniques et économiques transparent, la détermination et la fixation des prix, l'amélioration de la productivité, etc. (Portail agroalimentaire du Sénégal, 2017).

La culture arachidière fait face à de nombreux défis depuis la période de sécheresse liée à des perturbations climatiques dans le Sahel. S'en était suivie une dégradation des sols avec l'utilisation des pesticides et une libéralisation prématurée de la filière arachidière. Le matériel agricole pâtit d'un manque de renouvellement et d'une absence d'entretien. S'y ajoutent le délabrement avancé des aires de stockage et la vétusté du parc automobile pour transporter les récoltes sans oublier le manque de responsables d'appui et de conseils techniques en matière de pratiques agricoles au profit des agriculteurs (Noba et al., 2013). Le capital semencier peine à être reconstitué et les agriculteurs ont souvent recours à des semences non certifiées. Les semences qui leur sont distribuées sont très souvent appréciées quantitativement et non qualitativement, d'où l'impact négatif sur le rendement agricole bien que la pluviométrie soit bonne pour une saison donnée. Cela constitue un facteur de régression de la filière arachidière. Des mesures de reconstitution du capital semencier sont en train d'être mises en œuvre par l'État en collaboration avec la SONACOS, mais il faut encore attendre des années (Sow, 2015). Des subventions en hausse sur les semences certifiées et écrémées sont annuellement accordées par l'État. Un montant de 14 milliards de FCFA a été accordé à titre de subvention et à raison de 365 francs CFA/kg pour la campagne agricole 2016-2017, contre 350 francs CFA/kg pour celle de 2015-2016. Ainsi, si le prix de l'arachide à la récolte était de 200 francs CFA/kg en 2016 et de 210 francs CFA/kg en 2017 (et est susceptible de varier), le prix de la semence se stabilise à 140 francs CFA/kg pour les 3 dernières années. Nonobstant ces efforts, les paysans (producteurs) peinent à accéder à temps aux semences, ce qui les pousse à recourir à d'autres cultures à la place de l'arachide (Sud Quotidien, 2016 ; CommodAfrica, 2017).

Les producteurs souffrent également de la forte présence d'intermédiaires dans la filière, et ceux-ci les empêchent de bénéficier de leurs récoltes à cause des prélèvements adossés sur le prix de vente. S'y ajoute que le prix de vente du kilogramme indiqué n'est toujours pas respecté (Financial Afrik, 2016), tirant à la baisse les gains des producteurs. Cette baisse des revenus des ménages a entraîné une réduction de leur capacité à sortir de la pauvreté, ce qui ne permet pas de garder la main-d'œuvre et favorise l'exode rural ou l'immigration.

Des mesures de revigoration de la filière sont en cours de signolage et de mise en œuvre, notamment dans le cadre du Plan Sénégal Émergent dont l'objectif de produire 1 million de tonnes/an a déjà été atteint lors des deux campagnes agricoles précédentes (2016 et 2017). D'ailleurs, l'État du Sénégal vient

tout juste, en 2017, de supprimer les taxes à l'exportation de l'arachide afin de permettre une meilleure pénétration du marché chinois, où le Sénégal constatait une perte de part de marché due à la cherté de son arachide (CommodAfrica, 2017). Toutefois, il faut aussi souligner le besoin d'investissement pour pallier les nombreux défis auxquels fait face la filière et relancer la production.

4.5 Étude de cas 4 : filière lait

Au Sénégal, l'élevage est la deuxième activité la plus importante du secteur primaire après l'agriculture. Il contribue à 35 % du PIB du secteur agricole et à 4,8 % du PIB national en 2008. Le Sénégal dispose de plus de 3,4 millions de têtes de bovins avec 454 000 ménages qui s'adonnent à l'élevage (Lô, 2015). Toutefois, la production laitière du pays reste très faible comparativement à la demande du marché national. Le lait fait partie des denrées alimentaires les plus convoitées au Sénégal et représente en moyenne 4,5 % du budget de consommation des ménages (Ferrari, 2017). En plus d'être consommés pour leur valeur nutritionnelle, le lait et les produits laitiers sont utilisés de différentes façons dans plusieurs plats sénégalais. La production du lait est estimée à environ 324 millions de litres par année, contre 274 millions de litres de lait importés (soit l'équivalent de 37 794 tonnes de lait) durant une même période. (Ministère de l'Élevage et de la Production animale, 2013) Il constitue la deuxième denrée alimentaire la plus importée au Sénégal après le riz. Seulement 7 % du lait local rentre dans le circuit formel, ce qui implique une faible part de transformation de ce lait. De plus, moins de 50 % de la production nationale est consommée faute de moyens de conservation et d'unités locales de transformation. Ainsi, pour combler les besoins du marché national, le pays reste tributaire des importations, ce qui augmente le déficit de sa balance commerciale. En 2014, ces coûts s'élevaient à plus de 73 milliards de francs CFA (Ferrari, 2017). Le lait est importé principalement sous forme de poudre et provient généralement de l'Europe, de l'Amérique latine et de la Nouvelle-Zélande (Dia, 2009). Le lait importé est utilisé en grande partie pour la transformation et offre un prix plus concurrentiel sur le marché national en plus d'être plus accessible, disponible et de meilleure qualité que le lait local. Les produits laitiers importés sont assujettis à un tarif extérieur commun (dont les droits de douane varient entre 0 et 35 % selon la finalité du produit laitier) et à la TVA de la zone UEMOA mise en place depuis 2008. Toutefois, les taxes imposées restent très faibles et favorisent l'importation de produits laitiers, contrairement aux produits internes dont les coûts de production deviennent de plus en plus élevés (Duteutre et Corniaux, 2013).

Depuis l'indépendance (1960), les pouvoirs politiques n'ont jamais manifesté de réels intérêts d'accompagnement au lait local. À l'exception de la Lettre de politique de développement de l'élevage (LPDE) faite en 2005, le gouvernement sénégalais n'a jamais mis en place de véritables politiques ou

stratégies de développement de la filière laitière. Cette lettre, ou directive, visait à sécuriser l'élevage pastoral, à intensifier la production à travers la création de fermes privées modernes et à assainir l'environnement de la production afin d'améliorer la compétitivité des produits locaux. Malheureusement, celle-ci n'a pas connu de succès à cause des différentes contraintes exposées ci-dessous (Duteutre, 2006 et Ferrari, 2017).

Plusieurs intervenants sont identifiés dans la filière du lait avec des rôles et des niveaux d'intervention assez différents. Comme dans les autres filières, l'État assure la réglementation du marché et les différentes orientations de la filière. Il veille au respect des lois et règlements, au commerce, à l'hygiène des produits laitiers et à la mise en place de plusieurs programmes de recherche à travers ses différentes instances publiques (ministère de la Santé, ministère de l'Élevage, ministère du Commerce, les services de douanes, ISRA, etc.). Parmi les intervenants dans cette filière, on retrouve aussi les organisations interprofessionnelles et professionnelles, dont notamment le Directoire national des femmes en élevage, composé de plus de 15 000 membres répartis dans tout le Sénégal (Duteutre, 2006). Ensuite, 70 unités de transformation laitière ont été dénombrées en 2012 au Sénégal. Ces unités sont localisées en majeure partie dans les régions ou en périphérie des villes. Les entreprises importatrices et transformatrices de lait font partie des intervenants de la filière et couvrent une bonne partie de la demande du marché national. Enfin, les éleveurs et les consommateurs occupent une place essentielle dans la filière. Les femmes actives dans la filière assurent en majorité le commerce du lait traditionnel (lait caillé) dans les kiosques et les marchés locaux (Ferrari, 2017).

La consommation de lait des Sénégalais tourne autour de 40 kg/habitant par année (FAO, 2015). Elle est 4 à 5 fois plus importante que la consommation en 1960. Cette hausse se justifie par la croissance démographique du pays et l'augmentation de la production nationale et des importations de lait. Cependant, ce chiffre reste très faible par rapport aux autres pays comme la France, dont le niveau de consommation est estimé à 74 kg/habitant par année (Ferrari, 2017). Avec l'accroissement démographique, la demande en lait sera plus importante dans les prochaines années, d'où la nécessité d'esquisser des mesures efficaces afin d'accompagner tout le potentiel dont dispose cette filière et de promouvoir les entreprises locales vis-à-vis des grands importateurs.

La filière laitière est caractérisée par trois systèmes de production au Sénégal : le système pastoral extensif, le système agropastoral et le système de production moderne ou semi-moderne. Ces systèmes se localisent successivement dans la zone sylvopastorale (au nord, nord-est et vers le centre du pays), dans le bassin arachidier et sud du pays et finalement dans la périphérie des villes de Dakar et de Thiès.

Le système de production moderne et semi-moderne (les grandes fermes) est faiblement représenté au Sénégal, contrairement aux deux autres systèmes (Duteutre, 2006).

La filière laitière est affectée par de nombreuses contraintes. La production est dominée par le système agropastoral entièrement dépendant des conditions climatiques pour l'alimentation du cheptel. Cela entraîne une chute significative de la production pendant les périodes sèches où il y a absence de pluviométrie et de végétation pour le cheptel. L'augmentation de la population réduit les terres consacrées auparavant au pastoralisme et limite le développement de l'élevage. L'absence d'unités de collecte et de transformation locale constitue un facteur clé qui handicape la filière. Une bonne partie de la production est perdue à cause du manque d'unités frigorifiques capables de conserver le lait pour une longue durée. Cette filière fait face au faible potentiel génétique des vaches, dont la production de lait ne dépasse pas 3 litres par jour. La qualité du lait local constitue aussi un handicap au développement de cette filière (Ferrari, 2017).

Selon Sow (2017), professeur en génie des procédés à l'École supérieure polytechnique de Dakar, peu d'éleveurs ont accès aux crédits.

4.6 Discussion

Le Sénégal est un pays importateur net de produits alimentaires et il est très dépendant du commerce international pour les besoins alimentaires de sa population. Dans un contexte de mondialisation et de changements climatiques, si le commerce des produits agricoles joue un rôle important sur le plan économique, il doit intégrer les autres dimensions du développement durable afin de répondre convenablement à la sécurité alimentaire, et ce, sur le long terme. Depuis longtemps, l'agriculture sénégalaise a été structurée pour contribuer exclusivement au financement du développement économique du pays sans prendre en compte son rôle de nourrice de la population. En effet, les politiques commerciales agricoles du Sénégal mises en place pour répondre à sa sécurité alimentaire se basent sur plusieurs éléments (Tounkara, 2017). Ainsi, cette partie a pour but de faire une analyse critique des différents points discutés dans le présent et les précédents chapitres afin de déterminer les facteurs clés liés à la formulation des politiques commerciales agricoles permettant de répondre aux besoins alimentaires de la population. Plusieurs sources ont permis de bâtir un argumentaire probant à cet égard.

- **Sécurité alimentaire, changements climatiques et commerce international**

Pauvreté, sécurité alimentaire, nutrition alimentaire et agriculture durable sont les défis les plus pressants que le Sénégal doit relever pour faire face aux impacts des changements climatiques. Les effets des changements climatiques se manifestent par la combinaison d'une baisse des précipitations et une augmentation de la température, ce qui entraîne une réduction des rendements agricoles et de la productivité du secteur de l'élevage. Selon le rapport *Contribution prévue déterminée au niveau national* (CPDN) du ministère de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal, d'ici 2025 les terres agricoles arables du pays diminueront et, par conséquent, la production céréalière connaîtra une réduction de 30 % (Ministère de l'Environnement et du Développement durable, 2015). Cette situation risque d'impacter négativement la sécurité alimentaire du pays de manière considérable. En plus de ces conséquences, la vulnérabilité des systèmes agricoles face aux aléas climatiques pourrait affecter l'augmentation des prix des denrées alimentaires et leur volatilité, accentuer les risques de conflits liés aux ressources (cas des éleveurs nomades du Sénégal à la recherche d'eau et de végétation pour leur bétail) et causer une répercussion directe sur la santé (par une invasion plus fréquente d'insectes) ou sur la sécurité alimentaire et la malnutrition (FAO, 2017). Tous ces phénomènes, en plus d'un manque de politique d'adaptation intégrale et efficace rendent de plus en plus difficile l'atteinte de l'ODD2 : faim « zéro » fixé à l'horizon 2030. Dès lors, pour répondre convenablement à la sécurité alimentaire et réduire la faim, les politiques commerciales devront parvenir à corriger les restrictions et distorsions commerciales des produits agricoles afin de promouvoir la sécurité alimentaire (Ndao, 2012).

À cela s'ajoute aussi la progression de la sécheresse, qui accentue la dégradation des sols et intensifie le stress hydrique, d'où la baisse de la performance agricole affectant non seulement le commerce, mais aussi la sécurité alimentaire. Celle-ci et le commerce international des produits agricoles sont fortement sensibles aux effets des changements climatiques. En effet, en analysant l'historique des échanges commerciaux des produits agricoles, on constate une baisse des importations et une augmentation de ces produits lors des périodes de sécheresse (Keane, 2009).

L'agriculture est l'une des bases de l'économie sénégalaise, mais elle est très vulnérable, car elle dépend de la pluviométrie et des aléas climatiques. Ainsi, en se référant à son Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques (PANA) et à son programme de lutte contre la désertification et la sécheresse, le Sénégal a formulé quelques mesures et techniques pour la promotion d'une agriculture durable. Entre autres, on peut citer l'économie de l'eau, la diversification des cultures, l'utilisation raisonnée de fertilisant agricole, etc. (Ndao, 2012).

- **Sécurité alimentaire, le nexus eau-énergie-alimentation et commerce international**

Selon la FAO, le nexus eau-énergie-alimentation fait référence à une connexion synergique et inévitable entre la sécurité en énergie, la sécurité en eau et la sécurité alimentaire. À cet effet, les politiques liées à la sécurité alimentaire sont très complexes et font appel plusieurs secteurs : les ressources naturelles, la production agricole, le commerce, l'énergie, etc. Ainsi, la planification de la sécurité alimentaire d'un pays nécessite une gestion durable de l'eau et de l'énergie. L'eau est un facteur de la production agricole fortement touchée par les effets des changements climatiques. Selon le CPDN 2015, la baisse des précipitations combinée avec une augmentation de l'évapotranspiration réduit à plus de 50 % le débit des eaux de surface du pays et entraîne une baisse générale des eaux souterraines.

Ainsi, d'après Brown et Jefferson (2017), les programmes pour un développement agricole mis en place dans les pays d'Afrique subsaharienne ne mettent pas en exergue la forte corrélation qui existe entre les trois secteurs. Les programmes mis en œuvre sont traités, pour la plupart, par une approche sectorielle sans prendre en compte l'effet des autres secteurs ou leurs interconnexions. Cependant, les problèmes liés à l'eau, à la nourriture et à l'énergie ne cessent de croître dans la sous-région ouest-africaine en raison d'une explosion démographique et des changements climatiques. Ainsi, si des mesures efficaces ne sont pas prises, les changements climatiques vont avoir des impacts plus catastrophiques sur les ressources (eau, énergie et autres) et sur l'agriculture du pays, dont dépendent en partie la sécurité alimentaire et le commerce agricole (Ndao, 2012).

Le commerce des produits agricoles est à la base de toute politique de sécurité alimentaire, car il peut permettre de favoriser la disponibilité et la diversification de l'offre par rapport aux besoins de consommation en plus de réduire la variabilité de l'offre (contrairement à la stabilité des prix) en utilisant de manière plus efficace les ressources nationales (FAO, 2001).

- **Sécurité alimentaire, aspects technologiques et commerce international**

En amont de toutes les chaînes de filières, de nombreuses problématiques sont soulevées dans la production agricole du pays. Malgré le potentiel en terres cultivables, le nombre de vaches disponibles (3,4 millions de vaches pour 14 millions de personnes au Sénégal alors que la France dispose de 18 millions de vaches pour 60 millions d'habitants) et d'autres opportunités pour assurer la sécurité alimentaire, le Sénégal peine à répondre à la demande de ses consommateurs. En effet, les politiques agricoles du pays sont dictées par les contraintes des politiques commerciales définies à l'échelle internationale qui ne reflètent pas le contexte du pays. Ces décisions viennent du haut et sont prises sans consulter les

personnes concernées de chaque filière. Subséquemment, les mesures prises touchent très peu les intérêts des agriculteurs. Ces derniers ont besoin d'unités de production de semences certifiées capables d'améliorer les rendements agricoles du pays. Très peu de programmes ou de financement s'orientent vers la recherche pour améliorer les filières avicoles et de l'élevage laitier afin de permettre une augmentation de la production locale et de limiter les importations. Avec 3,4 millions de vaches, le Sénégal devrait plutôt être un exportateur de lait. Toutefois, l'absence de politiques redynamisant la filière rend vulnérable le peu de potentiel disponible au profit des firmes importatrices et réduit l'accessibilité à une partie de la population (Ferrari, 2017).

L'élément majeur qui limite aussi le pays à assurer sa sécurité alimentaire est l'absence d'unités de transformation capables de valoriser les produits locaux. En général, le Sénégal exporte uniquement des produits locaux non transformés donc n'ayant pas de valeur ajoutée. C'est le cas de l'arachide exportée en majorité vers la Chine ou en Europe et revendue plus cher au Sénégal après une transformation ou une valorisation. Par conséquent, le pays subit des pertes en devises et se retrouve dans des situations où l'État n'arrive plus à répondre à la demande alimentaire interne de la population. Les impacts de l'absence d'unité de valorisation ou de transformation des produits locaux ne se limitent pas uniquement aux pertes en devises. En effet, ceux-ci se remarquent facilement dans les quatre filières analysées précédemment et dans d'autres filières. Sur le plan de la filière avicole, l'absence d'abattoirs-volailles modernes et de chambres froides limite la qualité des produits, rétrécit le marché (moins de consommateurs) et ne permet pas de répondre aux normes de la sécurité alimentaire.

De tels écueils de valorisation s'observent aussi avec la filière du riz. Cette dernière est dominée par des décortiqueuses villageoises qui n'ont pas assez d'équipements permettant d'assurer une transformation de qualité (indemne de cailloux, de poussière, etc.) et homogène (Tounkara, 2017). En ce qui concerne la filière lait, beaucoup de pertes de lait sont enregistrées dans le nord du pays. Pour un cheptel de 3,4 millions de vaches, seulement 78 regroupements et une unique industrie laitière (se localisant à Richard-Toll) sont disponibles dans tout le pays pour la collecte du lait local et sa transformation en d'autres sous-produits. En plus, la plupart des unités de transformation se trouvent à Dakar, loin des éleveurs, alors que le lait se contamine assez rapidement.

Le fait que les unités de transformation et les zones de production sont aussi éloignées génère des coûts supplémentaires de transport, ce qui augmente les coûts de production et impacte les prix des produits finis. Ainsi, ces produits deviennent moins concurrentiels sur le marché et non accessibles à certains consommateurs.

L'accès difficile aux crédits pour les agriculteurs et surtout pour les femmes en milieu rural gangrène le développement du secteur agricole du pays. Les agriculteurs ne disposent pas souvent d'information sur l'existence de crédits agricoles, les assurances relatives à la production et le commerce des produits agricoles. S'y ajoute que les organismes de financement privés prêts à les accompagner se font rares (Ngalane, 2014).

- **Sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire et commerce international**

Les conséquences de la libéralisation des produits agricoles sur la sécurité et la souveraineté alimentaires peuvent être à la fois positives et négatives et doivent être identifiées à l'échelle de chaque pays. Le commerce des denrées alimentaires est fondamental dans la planification de toute politique de sécurité alimentaire. Toutefois, malgré les avantages du libre-échange, le pays doit limiter sa dépendance au commerce international pour répondre à la sécurité alimentaire et gagner sa souveraineté en la matière, au moins à l'égard de certains produits agricoles phares compte tenu de la variabilité des prix sur les marchés mondiaux et de l'incertitude de l'approvisionnement (FAO, 2017).

Les engagements du Sénégal à l'international en matière de libre-échange affectent plus ou moins sa sécurité alimentaire. Faisant partie des PMA et d'ACR faits des pays de cette catégorie (CEDEAO, UEMOA), le Sénégal est affranchi de l'application d'un certain nombre de contraintes immédiates telles les subventions aux producteurs nationaux, aux agriculteurs, etc. Malgré cette aide, l'agriculture sénégalaise n'arrive pas atteindre un certain niveau de productivité devant permettre à la population de s'approvisionner en matière alimentaire. Ce sont toujours les recours réguliers à l'importation qui viennent au chevet des populations dont le pouvoir d'achat est très limité. Or cela ne participe pas au développement d'un réseau de transformation locale des produits alimentaires. En ce qui concerne les produits alimentaires importés, l'État doit revoir son système de taxation et ses engagements pris à l'échelle internationale. Il est difficile de comprendre que le lait local soit plus taxé que le lait importé, alors que ce dernier crée moins d'emplois et réduit drastiquement la balance commerciale (Clapp, 2014).

Cependant, il faut reconnaître que les autorités sénégalaises ont pris des décisions positives pour accroître la sécurité alimentaire. La politique de la réforme foncière permettant d'emblaver plus de terres arables constitue un aspect positif pour la croissance de la production agricole du pays. Cependant, l'octroi des terres à cultiver ne bénéficie pas toujours à la population rurale et encore moins les femmes, mais plutôt à des firmes internationales pour des cultures d'exportations (coton, pomme de terre, etc.) et ne favorise pas la sécurité alimentaire.

Il est important de souligner la réussite des mesures prises par les autorités sénégalaises par rapport à la filière avicole. La fermeture des frontières face à l'importation a vraiment permis le développement de la filière locale, même si la sécurité alimentaire est loin d'être assurée en produits avicoles.

Pour répondre plus spécifiquement à l'objectif de l'étude, une analyse multicritère pour les différentes filières étudiées est réalisée en fonction des dimensions du développement durable. Ainsi, dans l'annexe 2, on peut remarquer que la filière du riz est plus ou moins favorable à l'environnement sur le plan social même si elle ne répond pas à la sécurité alimentaire et fait beaucoup appel à l'utilisation d'eau. En outre, il est aussi possible de remarquer que sur le plan économique et en matière de gouvernance, la filière répond moyennement à l'ensemble des critères ressortis même si elle peine à assurer une production de qualité et en quantité suffisante. Les producteurs locaux de cette filière ne bénéficient pas de structures légales permettant de les protéger des importations de riz (Ngalane, 2014).

Toujours en se référant à l'annexe 2, on peut dire que la formulation des politiques commerciales pour la filière lait est plutôt liée à un environnement défavorable (sécheresse, demande énorme d'eau pour produire un litre de lait, etc.) et à une absence totale de gouvernance et de gestion économique de la filière (qui se manifeste par un coût des produits locaux plus élevé que ceux importés, une absence de politique du lait depuis les années 1970, etc.). À cela s'ajoute la faible production locale par rapport à la demande nationale.

En ce qui concerne l'arachide, les facteurs clés liés à la formulation des politiques commerciales de cette filière sont beaucoup plus basés sur les gains en devise au niveau des exportations et sur sa participation positive à la balance commerciale. Au sujet de la filière avicole, l'objectif politique gouvernemental est beaucoup plus orienté sur la protection des producteurs locaux.

L'analyse énoncée dans cette section et dans les études de cas ci-dessus ne tient pas en compte toutes les contraintes que les politiques ou décisions agricoles peuvent occasionner. En effet, toutes les contraintes qui découlent des politiques agricoles n'ont pas été développées dans le présent travail. Pour compléter certains points des tableaux aux annexes 1 et 2 pour les études de cas, l'analyse est faite de manière générale ou sur les tendances dans d'autres zones du continent. Par exemple, il est très difficile de trouver de l'information sur les émissions de GES d'une filière et d'appréhender les investissements directs étrangers mis pour une filière. De ce fait, plusieurs informations de **l'annexe 2** sont analysées de façon approximative.

5. RECOMMANDATIONS

Ce chapitre consiste à dégager quelques perspectives et à proposer des actions que les décideurs politiques et acteurs agricoles pourraient entreprendre afin de formuler des politiques commerciales agricoles efficaces et, conséquemment, de répondre aux besoins en sécurité alimentaire des Sénégalais. Ces recommandations veillent à ce que les retombées du commerce des produits agricoles puissent assurer la sécurité alimentaire et favoriser l'élimination de la faim et la malnutrition. En effet, des actions concrètes devraient être mises en place pour remédier aux difficultés commerciales des produits agricoles auxquelles le Sénégal est présentement confronté et qui ont été exposées dans les précédentes sections de l'essai. Quatre thématiques sont retenues dans la formulation des recommandations dans l'optique de promouvoir la sécurité alimentaire : protéger le commerce des produits de base, valoriser les produits locaux, redynamiser les accords sous-régionaux ou régionaux et enfin, appliquer une politique agricole durable adaptée aux changements climatiques.

Il est nécessaire de préciser que certaines pistes de solution ont été développées dans les parties antérieures et ne sont pas reprises dans les recommandations.

5.1 Sécuriser durablement le commerce des produits de base

Cette sous-partie se focalise sur les deux outils de défense mis à la disposition des pays en développement et qui sont sur la table des négociations de l'OMC à savoir : les mécanismes de sauvegarde spéciale et les produits spéciaux.

Le Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) est conçu généralement pour une courte durée (maximum douze mois) et ne permet pas de promouvoir la production locale à long terme. À ce titre, il serait préférable que le Sénégal et les pays en développement négocient à l'OMC un MSS sur une longue durée pour certains produits de base. Ceci devrait permettre d'assurer davantage une protection aux producteurs, de stimuler la production locale, de limiter la variabilité des prix et de faciliter l'accès aux aliments, surtout pour la population rurale. En effet, les autorités sénégalaises pourraient définir les objectifs à atteindre en matière d'amélioration des performances de chaque filière et les exposer lors des négociations de l'OMC.

Il serait donc recommandé de renforcer les produits spéciaux. Ces derniers devraient être des produits locaux dont le pays est en mesure d'assurer la production. Les produits à choisir doivent participer au développement en milieu rural et à la sécurité alimentaire. Ceci permettrait d'accompagner les filières agricoles sensibles et d'éviter une concurrence trop forte sur les produits nationaux.

Comme indiqué plus haut dans ce travail (dans la section 4), certains produits comme le riz contribuent largement à l'alimentation des populations. Le riz représente aussi une part importante dans les dépenses de consommation des Sénégalais. Plusieurs ménages sont actifs dans la culture du riz même si le volume commercialisé est très faible. Afin de stimuler la filière locale du riz, il serait pertinent de classer le riz dans les « produits spéciaux » même si l'augmentation importante des taxes pénalisera à court terme les consommateurs. À long terme, ceci pourrait néanmoins aider à atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Les exigences de réduction tarifaire proposées par l'OMC peuvent s'appliquer sur les produits agricoles locaux les moins sensibles ou à faible potentiel (exemple de la filière tomate) et qui ne répondent pas aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire. Autrement dit, la libéralisation du marché doit s'appliquer sur les produits locaux qui ne sont pas disponibles ou ne sont pas accessibles économiquement ou n'offrent pas une diversité sur le plan de l'utilisation ou une stabilité dans le temps.

Toute mesure gouvernementale qui peut affecter le commerce international doit respecter les règles de l'OMC. Le principe de traitement national touche toute loi, tout règlement ou tout aspect qui vise à normaliser le commerce. Or selon les définitions juridictionnelles des organes de l'OMC, une politique de souveraineté alimentaire n'est pas considérée comme un acte normatif si elle ne crée des normes qui favorisent le commerce des produits locaux. De ce fait, le Sénégal devrait se baser sur ces faits pour établir sa politique de sécurité alimentaire.

Certains mécanismes économiques spécifiques (la clause de sauvegarde spéciale [Article 5] et par l'alinéa d) de la section A de l'Annexe 5 dont le Sénégal ne rencontre pas les critères) peuvent potentiellement être utilisés pour augmenter durablement la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays.

De plus, le Sénégal devrait prôner une diversification des cultures d'une élaboration de politique de sécurité et de souveraineté alimentaire au lieu de se spécialiser uniquement aux cultures de rentes. L'État devrait renforcer l'accompagnement des producteurs nationaux par la réduction des taxes pour permettre à ceux-ci de concurrencer l'importation. Il devrait aussi permettre aux producteurs locaux d'avoir accès à du financement et à des crédits agricoles et sensibiliser les agriculteurs à l'existence de subventions sur les produits de base.

5.2 Valoriser les produits locaux

Afin de lever les obstacles du commerce des produits agricoles et renforcer la sécurité alimentaire, les acteurs du secteur agricole devraient davantage travailler sur la valorisation. Pour ce faire, l'État et les

différentes parties prenantes devraient commencer à améliorer quantitativement et qualitativement les rendements agricoles. Pour y parvenir, ils devraient miser sur la recherche scientifique en multipliant les instituts de recherche agricole, en encourageant l'utilisation des nouvelles technologies et en participant à la formation des agriculteurs et des acteurs du monde rural.

Cette formation passe d'abord par l'organisation des petits producteurs autour de coopératives agricoles afin de maximiser leur potentiel de production. Chaque région agricole ayant des spécificités propres, les produits du terroir devraient faire l'objet d'une valorisation à travers la transformation en mettant en synergie les départements universitaires, les centres de recherche scientifique et les coopératives agricoles. Toutefois, comme expliqué un peu plus haut dans le chapitre quatre, le Sénégal trouve beaucoup de difficulté à vendre le riz local sur le marché national à cause de nombreuses imperfections sur la chaîne de production. De ce fait, une bonne politique de valorisation des produits et de vulgarisation inciterait les sénégalais à consommer le riz local et limiter la dépendance extérieure.

Dans le but de répondre aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire, les autorités devraient agir sur la diversification du commerce des produits agricoles en mettant plus l'accent sur la commercialisation des produits transformés au lieu des produits bruts. Ainsi, certaines denrées alimentaires seraient plus accessibles à la population et à un coût réduit.

5.3 Renforcer la politique de souveraineté alimentaire et redynamiser les accords régionaux

Une politique sur la loi d'orientation agro-sylvo-pastoral avait été entreprise par le Sénégal en 2002 pour répondre aux besoins de la population rurale. Toutefois, cette politique n'a pas enregistré beaucoup de succès. Ainsi, à travers la loi d'orientation, le Sénégal devrait élargir son niveau d'analyse géographique et les facteurs qui affectent la gestion plus durable des ressources. Ceci permettrait de faciliter la mise en place d'actions efficaces pour la sécurité et la souveraineté alimentaire. L'État sénégalais pourrait s'appuyer sur la LAOPS comme outils de gestion, de clarté et d'efficacité pour faire la jonction des opportunités économiques, sociales, géographiques et juridiques pour mieux comprendre leur interdépendance et mieux guider les actions à entreprendre dans le futur. Cette politique peut aussi être utilisée comme une balise de protection conforme aux principes de l'OMC, mais aussi en mesure d'encadrer le libre échange.

Le Sénégal devrait davantage coopérer avec les partenaires au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Puisqu'ils sont tous des PED et PMA, l'OMC accorde un certain nombre de facilités aux accords de coopération régionaux conclus entre ces catégories de pays. De plus, les échanges commerciaux de

produits agricoles entre membres au sein de ces deux structures obéissent déjà à un système de taxation plus avantageux que les importations hors zone. Cela réduirait les coûts et rendrait plus facile l'approvisionnement des populations en denrées alimentaires.

De surcroît, le poids économique entre les pays membres ne reflète pas une disproportion, comparativement au déséquilibre commercial entre le Sénégal et l'Europe, en particulier la France. Cela profiterait au développement des industries locales qui n'auraient plus à subir la concurrence de géants industriels face auxquels elles ne peuvent résister, situation à laquelle nous assistons aujourd'hui.

En outre, les pays de cet espace d'intégration détiennent chacun un certain nombre d'atouts en matière de production agricole : la Côte d'Ivoire est connue pour le cacao; le Nigéria est, en plus du pétrole, en passe de devenir un grand producteur de riz, le Mali est un producteur de céréales, etc. Et ces populations partagent presque les mêmes habitudes de consommation. Le délai de livraison des marchandises à importer ou à exporter serait beaucoup plus court parce que tous les pays membres appartiennent à une même aire géographique située dans un rayon de 5 114 162 km² et sur le point d'atteindre les 5 824 162 km² avec l'éventuelle adhésion du Maroc. Ainsi, le Sénégal pourrait développer l'industrie de l'huile d'arachide pour la consommation locale et conquérir la sous-région où règne en maître l'huile de palme.

Comme le Sénégal partage la même monnaie avec 8 pays sur les 15 que compte actuellement la CEDEAO, le commerce avec ces derniers ne nécessite pas de devises étrangères, et la conversion du franc CFA vers les monnaies des 7 pays restants ne comporte pas une grande différence comparée à l'euro ou au dollar. Cette préférence communautaire rendrait progressivement faisable le passage à une monnaie commune aux 15 pays de l'espace CEDEAO, puisque ceux de l'UEMOA en partagent déjà une, et faciliterait ainsi le commerce des produits agricoles et la sécurité alimentaire des pays membres, dont le Sénégal. Ajoutons que les effets secondaires sur les populations des produits manufacturés en provenance de pays développés ne sont toujours pas connus dans l'immédiat, car le Sénégal n'a pas de moyens suffisants pour déterminer le degré de nuisance de ces produits même si des normes phytosanitaires sont déjà définies au sein de l'OMC.

5.4 Appliquer une politique agricole durable adaptée aux changements climatiques

Les changements climatiques engendrent une fluctuation de la production agricole à cause de la forte dépendance pluviométrique, et une large partie du Sénégal est sujette à la sécheresse. De ce fait, il est plus que nécessaire de mettre en œuvre une agriculture alternative plus durable et capable de résister

aux changements climatiques. Ainsi, les décideurs des politiques agricoles du Sénégal devraient mettre en place une politique agricole qui promouvrait le maintien de la biodiversité, la protection du sol contre l'érosion et l'économie d'eau afin d'assurer une bonne production à long terme. Pour ce faire, l'État devrait non seulement se doter d'un arsenal juridique, mais de beaucoup de moyens de communication sur les bonnes pratiques agricoles. De plus, il pourrait mettre en place des incitatifs financiers pour encourager une production durable.

Le phénomène des changements climatiques est une réalité indéniable dans la zone du Sahel. De ce fait, il est plus qu'urgent pour les décideurs de transformer et d'adapter les systèmes agricoles vers une agriculture plus intelligente (en guise d'exemples : agroécologie, agriculture raisonnée, etc.) dans l'optique de promouvoir efficacement le développement de l'agriculture et d'assurer convenablement la sécurité alimentaire face aux changements climatiques.

Pour renforcer la résilience face aux changements climatiques et assurer la sécurité alimentaire, les décideurs devront augmenter l'accompagnement auprès des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants et des ONG qui travaillent dans le secteur agricole afin de mieux coordonner les orientations des différents enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Le gouvernement doit mettre en place une politique de sécurité et de souveraineté alimentaire basée sur un cadre d'intervention précis. Cette politique doit s'arrimer avec les objectifs de développement durable horizon 2030. Pour ce faire, la politique devrait se focaliser sur certains axes de développement comme croissance des rendements agricoles, l'occupation dynamique terres agricoles, la valorisation du potentiel économique du secteur en facilitant l'accès des produits locaux dans les gros réseaux de vente et une agriculture durable.

CONCLUSION

Les politiques commerciales agricoles du Sénégal font face à trois défis majeurs : la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes agricoles. Ainsi, le pays peine à mettre en place une politique de sécurité alimentaire en harmonie avec les principes de l'OMC. L'objectif de l'étude était d'analyser les facteurs clés relatifs à la formulation des politiques commerciales agricoles du Sénégal afin d'accroître la souveraineté et la sécurité alimentaires des populations.

Pour ce faire, les contraintes de l'agriculture sénégalaise ont été exposées, suivies d'une analyse des principes, des théories et des accords de commerce en lien avec la sécurité et la souveraineté alimentaires. Ensuite, une évaluation des politiques agricoles appliquées depuis l'époque coloniale a été réalisée. Ceci a permis de voir de façon plus globale les différents obstacles relatifs au commerce des denrées alimentaires et leurs impacts au niveau national.

Ainsi, l'analyse faite au chapitre quatre a permis de mettre en évidence, pour certaines filières agricoles du Sénégal, les facteurs clés qui peuvent influencer sur la conception des politiques commerciales ainsi que les forces et faiblesses des filières agricoles. Subséquemment et en fonction des attributs des autorités sénégalaises et des acteurs agricoles, des recommandations ont été formulées pour entreprendre des actions concrètes devant permettre au Sénégal de bénéficier du commerce des produits agricoles, d'assurer la sécurité alimentaire et de favoriser l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Face au contexte des changements climatiques, de croissance démographique fulgurante et de réduction des terres arables au cours des prochaines années, il serait judicieux de voir si le Sénégal ne devrait pas s'employer à mettre en place de nouvelles politiques d'optimisation des ressources agricoles afin de répondre à la croissante demande de la population en matière alimentaire. Comment peut-on se positionner sur le fait que la liberté du commerce permettra de nourrir la population si les prix sont trop élevés et non stables ? Est-il possible d'arriver à une sécurité et une souveraineté alimentaire sans aller vraiment à l'encontre des deux principes de l'OMC?

RÉFÉRENCES

- Actualitix, (2016), Part de l'agriculture dans le PIB, consulté sur <https://fr.actualitix.com/pays/sen/senegal-part-de-l-agriculture-dans-le-pib.php>, le 23/02/2018
- Africacheck., (2015) « A qui appartient la terre au Sénégal ? ». Repéré sur le site le 19/01/2018 <https://fr.africacheck.org/factsheets/fiche-dinfo-a-qui-appartient-la-terre-au-senegal/>
- Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), (2013). Situation économique et sociale du Sénégal en 2012. Repéré sur le site le 05/01/2018 <http://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/9-agriculture-SESN2012.pdf>
- Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD-a), (2015). Situation économique et sociale du Sénégal en 2012. Repéré sur le site le 5/12/2017 <http://www.ansd.sn/ressources/ses/chapitres/9-agriculture-SESN2012.pdf>
- Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD-b), (2015). Pauvreté et condition de vie des ménages. Repéré sur le site le 24/12/2017 <http://www.ansd.sn/ressources/publications/PAUVRETE%20ET%20CONDITION%20DE%20VIE%20DES%20MENAGES-DEF-VRC-VF.pdf>
- Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), (2016). Note d'analyse du commerce extérieur édition 2016. Repéré sur le site 24/12/2017 : http://www.ansd.sn/ressources/publications/NACE_2016.pdf
- ANSD, (2017), note d'analyse du commerce extérieur consulté sur http://www.ansd.sn/index.php?option=com_ansd&view=titrepublication&id=15 le 23/02/2018
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) [Sénégal], et ICF International, (2015). Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2014). Rockville, Maryland, USA : ANSD et ICF International.
- Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF), 2013. Promouvoir l'égalité du genre en milieu rural : exemples Togo, Sénégal, Amérique Centrale et Brésil. Repéré sur le site 21/12/2017 : https://www.avsf.org/public/posts/1527/texte_reference_avsf_genre_developpement_oct2013.pdf
- Allias M., (2002). Nouveaux combats pour l'Europe, 1995-2002 : un aveuglement suicidaire, pour une autre Europe. Publié par Clément Juglar 510p.
- APIX, (2014). Des réformes pour l'émergence. Consulté le 12/02/2018 sur http://investinsenegal.com/IMG/pdf/apix_r89-5.pdf
- Assemblée Mondiale de la Santé (AMS), 2017. Scorecard sur les cibles nutrition mondiales : mesurer les progrès vers la fin de la sous-nutrition. Repéré sur le site le 27/12/2017 : <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/scorecard-sur-les-cibles-nutrition-nationales-mesurer-les-progres-vers-la-fin-de-la-sous#>
- Badji L., (juin 2017). La réforme du droit foncier sénégalais. Repéré sur le site le 08/01/2018 http://www.rewmi.com/la-reforme-du-droit-foncier-senegalais-resume-par-me-landing-badji_a78601.html

- Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), (2013). Balance des paiements et position extérieure globale. Repéré sur le site le 05/01/2018
https://www.bceao.int/IMG/pdf/balance_des_paiements_et_position_exterieure_globale_-_senegal_2013.pdf
- Banque mondiale, (2013). Lutter contre la sécheresse et renforcer la résilience des communautés au Sahel. Repéré sur le site le 22/12/2017
<http://www.banquemoniale.org/fr/news/feature/2013/12/05/fighting-drought-building-resilience-in-the-sahel-one-community-at-a-time>
- Banque Mondiale (2015). Étude diagnostique de la Chaîne de valeurs arachide au Sénégal, consulté sur <http://documents.banquemoniale.org/curated/fr/813571468836260616/pdf/ACS16609-REVISED-PUBLIC-FRENCH-Etude-diagnostique-de-la-chaine-de-valeurs-arachide-au-Senegal-et-propositions-de-reformes-version-finale-revue-editee-et-publiee.pdf>, le 08/03/2018 ;
- Banque Mondiale, (2017). Agriculture en valeur ajoutée (%) en PIB. Repéré dans le site le 05/01/2018
<https://donnees.banquemoniale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=SN>
- Banque Mondiale, (2016). Emprunts non concessionnels. Repéré sur le site le 06/01/2018
<http://ida.banquemoniale.org/financement/emprunts-non-concessionnels>
- BCEAO, (2013). Évolution des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA au cours de la période 2000-2011. Consulté le 10/02/2018 sur
https://www.bceao.int/IMG/pdf/evolution_des_investissements_directs_etrangers_dans_les_pays_de_l_uemoa_au_cours_de_la_periode_2000-2011.pdf
- Biaye L., (2016). Présentation de l'ASPSP (association de production de semences paysannes) par son président Lamine Biaye. Repéré sur le site 24/02/2018 <https://www.bede-asso.org/terroirs-sources/lassociation-senegalaise-des-producteurs-de-semences-paysannes-aspsp/>
- Brown S. P. A. et Jefferson M., (2017). The dynamic relationship between agricultural sustainability and food-energy-water poverty in a panel of selected Sub-Saharan African Countries. Consulté sur le site 22/03/2018 www.elsevier.com/locate/enpol
- Brüntrup, Michael : Politique commerciale et développement agricole au Sénégal : Les enjeux de la politique d'importation pour certains secteurs agricoles face aux accords sur le commerce international / Michael Brüntrup – Bonn : DIE, 2008. – (Studies / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik; 36)
- Burda J., (2005) « L'efficacité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC : Vers une meilleure prévisibilité du système commercial multilatéral », Numéro 18,2 - 2005, 1 octobre 2006, Revue québécoise de droit international, <https://www.sqdi.org/fr/lefficacite-du-mecanisme-de-reglement-des-differends-de-lomc-vers-une-meilleure-previsibilite-du-systeme-commercial-multilateral/>
- CEDEAO, (2017). Tarif Extérieur Commun, consulté le 16/03/2018 sur
<http://www.douanes.ci/html/TEC.html>
- CEDEAO, (2011). La politique agricole régional de l'Afrique de l'Ouest : ECOWAP. Repéré le 28/04/2018 sur le site https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/01_ComCEDEAO.pdf

- Centre du commerce international, (2014). Sénégal : perspectives des entreprises sur les mesures non tarifaires ; série de l'ITC sur les mesures non tarifaires. Repéré sur le site : <http://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/NTM%20Senegal%20Low%20Res.pdf>
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement [CIRAD], (2015). Changement climatique et agriculture : une sélection des compétences du CIRAD. Repéré sur le site le 18/12/2017 https://agritrop.cirad.fr/575588/1/document_575588.pdf
- CIES, (2017). L'agriculture au Sénégal, un secteur porteur. Consulté le 11/02/2018 sur <http://cies.sn/L%92AGRICULTURE+AU+SENEGAL%2C+UN+SECTEUR+PORTEUR>
- CNRF, (2016). Projet de politique foncière proposé par la commission nationale réforme foncière. Repéré sur le site le 17/01/2018 <http://www.cesesenegal.sn/wp-content/uploads/2017/06/rapport-sur-la-r%C3%A9forme-fonci%C3%A8re.pdf>
- Clapp, J., (2014). Libéralisation du commerce et sécurité alimentaire: Analyse des liens. Bureau Quaker auprès des Nations Unies
- CommodAfrica, 16 septembre (2016). Au Sénégal l'agriculture, très performante devient un secteur économique et non plus social. Repéré sur le site le 04/01/2018 <http://www.commodafrica.com/30-09-2016-au-senegal-lagriculture-tres-performante-devient-un-secteur-economique-et-non-plus-social>
- CommodAfrica (2016), La Chine mène le jeu sur la scène mondiale de l'arachide, consulté sur <http://www.commodafrica.com/25-10-2016-la-chine-mene-le-jeu-sur-la-scene-mondiale-de-larachide>, le 05/03/2018 ;
- CommodAfrica (2017), Le Sénégal suspend la taxe à l'exportation sur l'arachide consulté sur <http://www.commodafrica.com/21-12-2017-le-senegal-suspend-la-taxe-lexportation-sur-larachide>, le 09/03/2018 ;
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), (2015). L'agriculture et l'alimentation en Afrique de l'Ouest : Mutations, performances et politiques agricoles. 138 p. Repéré à <http://ecowas-agriculture.org/sites/default/files/LivretEcowap2014-fr-Light.pdf> (On met en évidence les impacts socio-économiques des politiques agricoles et la priorisation de certains filières agricoles).
- Dembélé D. M. juillet, (2016). Accords de partenariat économique : le baiser de la mort. Repéré sur le site le 18/01/2018 <http://www.cadtm.org/Accords-de-partenariat-economique>
- Dia D. (2009). Les territoires d'élevage laitier à l'épreuve des dynamiques politiques et économiques : éléments pour une géographie du lait au Sénégal. Thèse de doctorat en Géographie. UCAD, Dakar.
- Diagne A. (2014). La commercialisation de l'arachide au Sénégal : enjeux, contraintes et perspectives : une étude dans le bassin arachidier. Repéré sur le site le 19/12/2017 : http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Memoire_Master2_Arachide_Aminata_Diagne.pdf
- Diao M. K. (2017). Les difficultés d'application du tec-CEDEAO. Consulté le 16/02/2018 sur <http://2acd.org/test/index.php/programme-passistance-technique-et-formation/158-les-difficultes-d-application-du-tec-cedeao>

- Dione A. et Panier J. (28 mai 2014). La réforme du code des douanes du Sénégal. Consulté le 12/02/2018 sur <https://www.village-justice.com/articles/reforme-code-des-douanes-Senegal,17025.html>
- Diouf, A. (1992). Crise de l'ajustement. Consulté le 10/02/2018 sur <http://politique-africaine.com/numeros/pdf/045062.pdf>
- Douet M. (2016) Sénégal : Arachide, l'état d'urgence consulté sur <http://www.jeuneafrique.com/mag/340235/economie/senegal-arachide-letat-d-urgence/>, le 09/03/2018
- Dufour G., (2013). La politique de souveraineté alimentaire au Québec à l'épreuve des règles de l'OMC. Consulté le 18/04/2018 sur le lien <http://www.eve.coop/?a=208>
- Duteurtre, G., (2006). État des lieux de la filière lait et produits laitiers au Sénégal. Repéré sur le site le 10/03/2018 http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Filire_lait_Sngal_Infoconseil_2005_VF.pdf
- Duteurtre G. et Dieye P.N. (2008) : « Les organisations interprofessionnelles agricoles au Sénégal : de nouveaux outils de régulation des marchés ? » Bureau d'analyses macro-économiques de l'Institut sénégalais de recherches agricoles ; Dakar, 192 p. consulté sur le site le 18/02/2018 http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Etude_BAME_Interprofessions_VF-3.pdf
- Duteurtre, G., et Corniaux C. (2013). Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA. Dakar, UEMOA/CIRAD
- Fall A. (2014). Le Ferlo sénégalais : Approche géographique de la vulnérabilité des anthroposystèmes sahéliens. Géographie. Université Paris 13 - Sorbonne Paris Cité, 2014. Français. <tel-01622314>. Consulté sur le site 12/02/2018 : <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01622314/document>
- Fall A. (2015). L'utilisation de l'espace et ses conséquences socio-environnementales dans le Sénégal intérieur : le poids de l'histoire coloniale et post-coloniale. 2015. <hal-01152431>. Repéré sur le site 24/02/2018 <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01152431/document>
- Fall C. S., (2016). Impact de la libéralisation commerciale au Sénégal : évaluation de l'accord de partenariat économique sur l'agriculture et les ménages sénégalais. Consulté sur le site le 08/02/2018 : <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0ahUKEwiMpaHX9MfaAhXvYN8KHWOeCr4QFghbMAk&url=http%3A%2F%2Fwww.theses.fr%2F2016PAUU2008.pdf&usg=AOvVaw1qHIQ-tYkMavodpW-O8x1K>
- FAO, (2001). Les Négociations Commerciales Multilatérales sur l'Agriculture - Manuel de Référence - II - L'Accord sur l'Agriculture. Consulté sur le site le 22/03/2018 <http://www.fao.org/docrep/003/x7353f/x7353f00.htm#Contents>
- FAO, (1998). Les accords du cycle d'Uruguay et la FAO. p.19 Repéré sur le site <http://www.fao.org/NOUVELLE/1998/img/URbody-f.pdf>

- FAO, (2008). Introduction aux concepts de sécurité alimentaire. Repéré sur le site de la FAO le 16/01/2018 <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>
- FAO, 2011. Aperçu du développement rizicole au Sénégal. Repéré sur le site le 27/02/2018 http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/spid/docs/Senegal/Riziculture_etatdeslieux_SN.pdf
- FAO. (2014). Secteur Avicole Sénégal. Revues nationales de l'élevage de la division de la production et de la santé animales de la FAO. No. 7. Rome. Repéré sur le lien le 27/02/2018 : <http://www.fao.org/docrep/019/i3659f/i3659f.pdf>
- FAO, (2015). Faostat, base de données de la FAO
- FAO, (2015). La situation des marchés des produits agricoles. Commerce et sécurité alimentaire : trouver un meilleur équilibre entre les priorités nationales et le bien commun. Repéré sur le site le 05/01/2018 : <http://www.fao.org/publications/soco/2015/fr/>
- FAO, (2016). L'action de la FAO face au changement climatique : conférence des Nations-Unies sur le changement climatique 2016. Repéré sur le site le 17/12/2017 <http://www.fao.org/3/a-i6273f.pdf>
- FAO, (2017). Le Sénégal, la FAO et les objectifs de développement durable. L'alimentation et l'agriculture dans le programme 2030. Repéré sur le site 27/12/2017 <http://www.fao.org/3/a-i7765f.pdf>
- FAO, (2017). L'état de la sécurité alimentaire et de la malnutrition dans le monde 2017. Repéré sur le lien le 21/03/2018 <http://www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr/>
- Faye et al., (2007). Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal (1950-2006). Consulté sur le site le 21/01/2018 : http://siteresources.worldbank.org/INTAFRUMESSD/Resources/1729402-1150389437293/SENEGAL_final_March_5.pdf
- Faye A. (2012). Analyse structurelle et conjoncturelle de l'économie sénégalaise p7. Consulté le 10/02/2018 sur <http://www.cepod.gouv.sn/sites/default/files/Analyse%20structurelle%20de%20l%27économie%20sénégalaise.pdf>
- Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal, (2010). Comment les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ? Repéré sur le site le 5/12/2017. <http://www.fongs.sn/spip.php?article38>
- Ferrari S., (2017). La viabilité des chaînes laitières industrielles au Sénégal, une analyse en termes de gouvernance. Repéré sur le site le 10/03/2018 https://www.ppzs.org/content/download/4482/33428/version/1/file/THESE_Serena.pdf
- FMI, (2014). Allègement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Repéré sur le site le 07/01/2018 <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/pdf/hipcf.pdf>
- FMI, (2015). Sénégal : Questions générales. Consulté le 10/02/2018 sur <http://www.imf.org/external/ns/search.aspx?hdCountrypage=&NewQuery=programme+d%27aj>

ustement+structurel+cas+du+senegal&search=Rechercher&filter_val=N&col=SITFRA&collection=SITFRA&lan=fra&iso=&requestfrom=&countryname=&f=

- Fonds International de développement agricole, 2017. Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'article IV et troisième revue de l'instrument de soutien à la politique économique — communiqué de presse, et rapport des services du FMI. Repéré sur le site le 24/12/2017.
<https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwirvYexuKvYAhVILyYKHcGPCr0QFggoMAA&url=https%3A%2F%2Fwww.imf.org%2F~%2Fmedia%2FFiles%2FPublications%2FCR%2F2017%2FFrench%2Fcr1701f.ashx&usg=AOvVaw3kaee3NPqvDICUQgvxL9PL>
- Fonds International de développement agricole, 2015. République du Sénégal : Évaluation du programme du pays : Rapport d'évaluation. Repéré sur le site le 20/12/2017
<https://www.ifad.org/documents/10180/903093ca-bc4a-4b8d-9959-b84c8333deb2>
- Gaye A. T., Lô M., H., Sakho S., Sèye M., D., et Ndiaye I., (2015). Sénégal : revue du contexte socio-économique, politique et environnemental consulté le 08/02/2018 sur
http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue_Resilience_Croissance_et_changement_climatique_au_Senegal-2.pdf;
- Gaye D. (2005). Profil de la croissance au Sénégal. Consulté le 09/02/2018 sur
<http://siteresources.worldbank.org/INTABCDEWASHINGTON2005/Resources/GDaffe.pdf>
- GIEC, 2007 : Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (publié sous la direction de~)]. GIEC, Genève, Suisse, ..., 103 pages. Repéré sur le site le 20/12/2017
http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf
- Hodonou G., (2014). Les idées d'Adam SMITH dans la mondialisation (première partie) – CREG. Repéré sur le site le 12/01/2018 <https://creg.ac-versailles.fr/les-idees-d-adam-smith-dans-la-mondialisation-premiere-partie>
- Hopsort S., (2014). La société civile contre l'accaparement des terres au Sénégal : une forme originale de mobilisation, organisation informelle et multi-niveaux. Repéré sur le site le 18/01/2018
- Institut sénégalais de recherche agronomique, (2015). L'agriculture et la réduction de la pauvreté dans le bassin arachidier du Sénégal. Repéré sur le site le 20/12/2017
http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Tradeoffs_TOA_2__1_.pdf
- Intelligences.info, (janvier, 2017). Focus sur la dette extérieure du Sénégal : 6500 milliard de FCFA en 2016. Repéré sur le site le 09/01/2018 <http://intelligences.info/article-1169-focus-sur-la-dette-exterieure-du-sngal-6500-milliards-fcfa-en-2016.html>
- International science council (SD), a guide to SDG interactions : from science to implementation consultable sur <https://www.icsu.org/cms/2017/05/SDGs-Guide-to-Interactions.pdf>
- Keane J., Page S., Kergna A. et Kennan J. (2009). Climate Change, Agriculture and Aid for Trade. Repéré sur le site le 19/03/2018 : <https://www.ictsd.org/downloads/2009/10/draft-ictsd-ipc-paper.pdf>

- Lavoie S., (2012). La réalisation de la souveraineté alimentaire au Sénégal dans une perspective de sécurité alimentaire : le cas de l'industrie laitière. Consulté le 29/04/2018 sur le site theses.ulaval.ca/archimede/fichiers/29042/29042.pdf
- Lafrançaise, (2011). Les grandes conférences de l'OMC. Repéré sur le site le 18/01/2018 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/dossiers/omc/conferences.shtml>
- La Vía Campesina (2010) - onglet "Organisation". Repéré sur le 20/01/2018 URL : <http://www.viacampesina.org/fr/>
- Lô, A. (2015). Compétitivité du lait local au Sénégal dans un contexte d'ouverture des marchés. Mémoire professionnel. ENSAE -ISRA, Dakar.
- Mah O. et Gabriel J. (2005). Système national d'économie politique - Friedrich List - Nouvelle préface du traducteur. Repéré sur le site 11/01/2018 <http://www.larecherchedubonheur.com/article-systeme-national-d-economie-politique-friedrich-list-nouvelle-preface-du-traducteur-52087926.html>
- Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, (2015). Les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples-Sénégal. Repéré sur le site le 16/12/2017 <http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/1506-ci-resinter-fi-senegal.pdf>
- Ministère du commerce, du secteur informel, de la consommation, de la promotion des produits locaux et des PME, (2014). Le commerce du Sénégal. Repéré sur le site 17/01/2018 http://www.commerce.gouv.sn/article.php?id_article=202
- Ministère de l'environnement et du développement durable du Sénégal, (2016). Stratégie nationale et plan national d'actions pour la biodiversité.
- Ministère de l'environnement et du développement durable, 2015. Troisième communication nationale du Sénégal à la convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques. Repéré sur le site le 23/12/2017 <http://unfccc.int/resource/docs/natc/sennnc3.pdf>
- Ministère de l'environnement et de la protection de la nature, (2010). Quatrième rapport national sur la mise en œuvre de la convention sur la biodiversité. Repéré sur le site le 15/12/2017 <https://www.cbd.int/doc/world/sn/sn-nr-04-fr.pdf>
- Ministère de l'économie et des finances de la France, (2017). Les IDE au Sénégal en 2015 consulté sur https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/16793_les-ide-au-senegal-en-2015 le 11/02/2018
- Nations Unies, (juin 2013). Conférence de presse sur le rapport sur la révision de 2012 des perspectives de la population mondiale | Couverture des réunions & communiqués de presse. Repéré sur le lien le 16/01/2018 <https://www.un.org/press/fr/2013/Conf130613-POPULATION.doc.htm>
- Ndao M. M., (2012). Climate risk and food security in Senegal: Analysis of climate impacts on food security and livelihoods. Repéré sur le site le 23/03/2018 <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp269381.pdf>
- Ngalane M., (2014). État des lieux/Analyse des politiques, programmes et projets d'appui à la chaîne de valeur du riz au Sénégal : synthèse des programmes, projets études d'impacts des dits projets,

- programmes. Repéré sur le site le 28/02/2018 http://roppa-afrique.org/IMG/pdf/rapport_etude_politiques_d_appui_filiere_riz_vf_181214.pdf
- Ngom, M., M. (Publié le 19 Jan 2014 - 04:29). Agrobusiness versus agriculture familiale. L'État dans le tourbillon d'impératifs contradictoires. Repéré sur le site le 3/12/2017 <http://www.enqueteplus.com/content/agrobusiness-versus-agriculture-familiale-l%E2%80%99C3%A9tat-dans-le-tourbillon-dimp%C3%A9ratifs>
- Nguessan L., (2005). Le Sénégal et le système commercial multilatéral : l'impact des accords de l'OMC, négociation et mise en œuvre. Repéré sur le site http://unctad.org/fr/docs/ditctnecd/misc20072_fr.pdf
- Noba et al (2013), L'arachide au Sénégal : état des lieux, contraintes et perspectives pour la relance de la filière consulté le 05/03/2018 sur http://www.agroalimentaire.sn/wp-content/uploads/2013/09/Arachide-au-Sénégal_état-des-lieux-contraintes-et-perspectives.pdf,
- OCDE/FAO (2016). Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2016-2025, Éditions OCDE, Paris. Repéré sur le site le 06/01/2018 http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-fr
- OMC, (2001-b). Déclaration ministérielle. Repéré sur le site 18/01/2018 https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min01_f/mindecl_f.htm
- OMC, (2001). États-Unis Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette. Repéré sur le site 12/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds58_f.htm
- OMC, (2003). Rapport d'examen de politique commerciale sur le Sénégal consulté le 17/02/2018 sur https://docsonline.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=103376,81378,7363&CurrentCatalogueIdIndex=2&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True
- OMC, (2005). ORD affaire N° S330, Argentine — Droits compensateurs visant l'huile d'olive, le gluten de froment et les pêches, 2005. Repéré sur le site de l'OMC le 13/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds330_f.htm
- OMC, (2008). Série des accords de l'OMC. Repéré sur le site de l'OMC le 15/01/2018 https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/agrmtseries3_ag_2008_f.pdf
- OMC, (2012). Communautés européennes- Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes. Repéré sur le site le 03/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds27_f.htm
- OMC, (2012-b). Différends N°DS439, Afrique du Sud — Droits antidumping sur les viandes de coqs et poules congelées en provenance du Brésil. Repéré sur le site de l'OMC le 15/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds439_f.htm
- OMC, (2015). WT/TPR/S/362 Sénégal Annexe7-Sénégal p345. Repéré sur le site le 15/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s362-07_f.pdf
- OMC, (2016). Examen statistique du commerce mondial 2016, pp 54-55. Repéré sur le site le 11/01/2018 https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2016_f/wts2016_f.pdf

- OMC, (2017-a). Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947). Repéré sur le site 06/01/2018 https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/gatt47_01_f.htm
- OMC, (2017-b). Différends par membre. Repéré sur le site 14/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds58_f.htm
- OMC, (2017-c). Examen statistique du commerce mondial 2017. Repéré sur le site le 8/01/2018 https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2017_f/wts17_toc_f.htm
- OMC, (2017-d). Profils commerciaux 2017. Repéré sur le site de l'OMC le 13/01/2018 https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/trade_profiles17_f.htm
- OMC, (2017-e). Mesures antidumping, subventions, sauvegardes : faire face à l'imprévu. Repéré sur le site de l'OMC le 13/01/2018 https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/agrm8_f.htm
- OMC, (2017-f). Soutien interne. Repéré sur le site de l'OMC le 14/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/agric_f/ag_intro03_domestic_f.htm
- OMC, (2017-g). Textes juridiques - ACCORD DU CYCLE D'URUGUAY. Repéré sur le site de l'OMC le 14/01/2018 https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/14-ag_01_f.htm#ArticleVI
- OMC, (2017-h). Examen des politiques commerciales, rapport du secrétariat : Mexique. Repéré sur le site le 12/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s352_f.pdf
- OMC, (2017-i). Examen des politiques commerciales, rapport du secrétariat : Mexique. Repéré sur le site le 12/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s358_f.pdf
- OMC, (2018). OMC Textes juridiques. Repéré sur le site de l'OMC, le 07/01/2018 : https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/legal_f.htm
- OMC, (2018). Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Repéré sur le site de l'OMC, le 05/01/2018 https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/dsu_f.htm
- Ossebi, (2011). Analyse de la filière « poulet du pays » au Sénégal : aspects économiques et organisationnels. Repéré sur le site le 12/01/2018 http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/Memoire_Master_Ossebi.pdf
- Perspective monde, (2015), Croissance annuelle du PIB Sénégal, consulté sur <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=SEN&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD.ZG>, le 23/02/2018.
- Perspective monde, (2016). Sénégal, importations et exportations. Repéré sur le site le 12/12/2017 <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMImportExportPays?codePays=SEN>
- Perspective monde, (2016). Sénégal, importations et exportations. Repéré sur le site le 25/12/2017 <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=SEN&codeTheme=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>
- PNUD, (2011). Rapport de suivi des OMD 2000-2012 : République du Sénégal. Repéré sur le site : www.undp.org/.../senegal/.../undp-sn-Rapport%20de%20Suivi%20des%20OMD%20...

- Portail agroalimentaire du Sénégal (2017), Le CNIA a pour principal objectif la relance de l'arachide au Sénégal consulté sur <http://www.agroalimentaire.sn/10-comite-national-interprofessionnel-de-larachide-cnial/> le 08/03/2018
- Projet BaSES, (2013). Le mercantilisme – Projet BaSES. Repéré sur le site le 04/01/2018
<https://wp.unil.ch/bases/2013/04/le-mercantilisme/>
- SAED, (2009). L'arachide irriguée. Consulté le 05/03/2018 sur le site
<http://www.saed.sn/download/fiches/Fiche%20arachide.pdf>
- Sagna P., Ndiaye O., Diop C., Niang A. D et Sambou P. C, (2015). Les variations récentes du climat constatées au Sénégal sont-elles en phase avec les descriptions données par les scénarios du GIEC ? Are recent climate variations observed in Senegal in conformity with the descriptions given by the IPCC scenarios? Repéré sur le site le 22/12/2017
<http://lodel.irevues.inist.fr/pollution-atmospherique/index.php?id=5320&format=print>
- Sané, (Août 2016). Filière avicole au Sénégal : La qualité des souches et le prix de l'aliment de la volaille : problématique majeure du secteur. Repéré sur le site le 09/01/2018
<http://www.lesoleil.sn/component/k2/item/54289-filiere-avicole-au-senegal-la-qualite-des-souches-et-le-prix-de-l-aliment-de-la-volaille-problematique-majeure-du-secteur.html>
- Sapir J. (2007). Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire. Consulté le 28/01/2018 sur <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2007-2-page-227.htm>
- Senweb News, (novembre 2016). La filière avicole en chiffre. Repéré sur le site le 10/01/2018
http://www.seneweb.com/news/Economie/la-filiere-avicole-en-chiffres_n_198988.html
- Sircoulon, J., (1989). *Bilan hydropluviométrique de la sécheresse 1968-84 au Sahel et comparaison avec les sécheresses des années 1910 à 1916 et 1940 à 1949* In : *Les Hommes face aux sécheresses : Nordeste brésilien, Sahel africain* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 1989 (généré le 23 décembre 2017). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/1241>>. ISBN : 9782371540200. DOI : 10.4000/books.iheal.1241.
- Sonia P. M. A., (2014). Quel équilibre entre sécurité et compétitivité alimentaire pour le système agricole sénégalais : le cas de la chaîne de valeur des fruits et légumes. Consulté sur le site le 21/01/2018 : <https://archipel.uqam.ca/6670/1/M13492.pdf>
- SOSFaim, 2014. La population sénégalaise résiste, le projet agricole persiste. Repéré sur le site le 19/01/2018 <https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2014/09/A.4.1impact-study-feuillet-Senhuile-PDF.pdf>
- Sow D. (2015), L'arachide, un levier créateur d'emplois et de croissance consulté sur https://www.leral.net/L-arachide-un-levier-createur-d-emplois-et-de-croissance-Par-Pr-Demba-Sow_a156747.html, le 08/03/2018,
- Stephen, A., P.; Fall, A. A.; Grey, G; Simpkin, S. P; Wane, A. 2015. Senegal - Agricultural sector risk assessment. Agriculture global practice note; no. 16. Washington, D.C.: World Bank Group. Repéré sur le site le 3/12/2017
<http://documents.worldbank.org/curated/en/926271468184776681/Senegal-Agricultural-sector-risk-assessment>

Sud Quotidien (2016), Bilan campagne de commercialisation de l'arachide : Le paradoxe des chiffres consulté sur <http://news.adakar.com/h/75486.html>, le 09/03/2018

Tangermann S., (2001). L'accord sur l'agriculture de l'*Uruguay Round* fonctionne-t-il ? p19. Repéré sur le site le 13/01/2018 <https://www.cairn.info/revue-economie-internationale-2001-3-page-15.htm>

Toukara S., (2017). Comprendre la question du riz au Sénégal. Consulté sur le site le 01/02/2018 : <http://www.infos15.com/comprendre-la-question-du-riz-au-senegal-par-dr-sidy-toukara.html>

Union Européenne, (2005). De Lomé I à Lomé IV bis. Repéré sur le site le 11/01/2018 http://ec.europa.eu/development/body/cotonou/lome_history_fr.htmÉTAT

VanGrasstek, (2013). Histoire et avenir de l'organisation mondiale du commerce. Repéré sur le site le 11/01/2018 https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/historywto_f.pdf

ANNEXE 1 : EFFETS POSSIBLES A COURT, MOYEN ET LONG TERME DU COMMERCE SUR LES QUATRE DIMENSIONS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE (FAO, 2015)

	Effets positifs possibles	Effets négatifs possibles
Disponibilité	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le commerce dynamise les importations et permet d'accroître tant la qualité que la variété des disponibilités alimentaires. <p>Moyen à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - La spécialisation qui en découle peut engendrer une augmentation de la production alimentaire grâce à des gains d'efficacité. - Le renforcement de la concurrence étrangère peut contribuer à améliorer la productivité grâce à des investissements accrus, à la recherche de développement et à sa diffusion des technologies. 	<p>Moyen à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les pays exportateurs nets de produits alimentaires, les prix internationaux, plus élevés, détournent vers les marchés d'exportation une partie de la production jusqu'alors destinée à la consommation intérieure, ce qui pourrait réduire les disponibilités des denrées de base dans le pays. - Dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, les producteurs locaux qui ne sont pas en mesure de soutenir la concurrence des importations sont susceptibles de réduire leur production, avec pour conséquence un affaiblissement de l'offre intérieure et une perte d'effets multiplicateurs importants qu'ont les activités agricoles sur les économies rurales.
Accès	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, les prix des aliments tendent généralement à baisser lorsque la protection des frontières est réduite. - Les prix des produits alimentaires importés et des intrants sont susceptibles de fléchir. <p>Moyen à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les secteurs compétitifs, un meilleur accès aux marchés d'exportation peut favoriser l'accroissement des revenus. - Les avantages macroéconomiques d'un accroissement des échanges, tels que la croissance des exportations et l'afflux d'investissements étrangers directs, soutiennent la croissance et un niveau d'emploi plus élevé, ce qui stimule les revenus. 	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les pays exportateurs nets de produits alimentaires, il est possible que les prix des produits exportables augmentent sur le marché intérieur. <p>Moyen et long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emploi et les revenus dans les secteurs sensibles en concurrence avec les importations peuvent reculer du fait que certains producteurs abandonnent leur activité agricole. - La distribution des grains peut être inégale à cause du développement d'enclaves destinées aux cultures d'exportation, au détriment des cultures alimentaires reposant largement sur les petits agriculteurs.
Utilisation	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - La disponibilité d'une plus grande variété d'aliments grâce aux importations peut favoriser un régime alimentaire plus équilibré et mieux répondre aux préférences et aux goûts différents des consommateurs. <p>Moyen à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sécurité sanitaire et la qualité des aliments peuvent s'améliorer si les exportations ont mis en place des systèmes de contrôle nationaux plus élevés ou si les normes internationales sont appliquées avec davantage de rigueur. 	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plus grande dépendance à l'égard des produits alimentaires importés est souvent associée à une augmentation de la consommation de produits alimentaires moins chers et plus faciles à obtenir, qui sont riches en calories et ont une valeur nutritive faible. <p>Moyen et long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - La priorité donnée aux exportations de produits de base détourne les terres et autres ressources nécessaires à la production des aliments autochtones et traditionnels, souvent supérieurs d'un point de vue nutritionnel.
Accès	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les importations réduisent la fluctuation saisonnière des disponibilités alimentaires et des prix à la consommation. - Les marchés mondiaux sont moins exposés aux perturbations causées par les politiques ou les aléas climatiques. <p>Moyen et long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les marchés mondiaux sont moins exposés aux perturbations causées par les politiques ou les aléas climatiques. 	<p>Court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Satisfaire aux obligations prévues par les politiques commerciales peut réduire la marge d'actions nécessaires face aux chocs de marchés de court terme. - Sensibilité aux changements que les pays exportateurs peuvent apporter à leurs politiques commerciales, telles que des interdictions d'exportation. <p>Moyen à long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les secteurs qui se trouvent à un stade initial de développement peuvent être plus vulnérables face à des chocs liés aux prix ou à une montée en flèche des importations.

ANNEXE 2 : CHOIX DES ÉTUDES DE CAS

Critères/ Filières	Région agroécologique	Information disponible								Totaux
		Taille des industries (Agriculture intensive)	Acteurs	Nombre de producteurs	Mesures de protection aux importations	Insécurité alimentaire	Génération de revenus et lutte contre la pauvreté	Développement du marché local	Agriculture alternative	
1. Filière avicole (viande de poulet)	Niayes	Élevage traditionnel et industriel	L'État, les producteurs, les intermédiaires, les commerçants, etc.	Au moins 15 000 jeunes employés dans les exploitations industrielles	Fermeture des frontières	Produits non accessibles à une bonne partie de la population, surtout en milieu rural, production ne répond pas à la demande, etc.	Création d'emplois directs et source de revenus à plus de 15 000 jeunes	Marché local en pleine croissance		
	1	1	2	1	3	2	2	3	1	16
2. Filière de l'arachide	Bassin arachidier du Sénégal	Exploitations familiales et industrielles : 482 exploitations	CNIA, SONACOS, État, les producteurs, ISRA, etc.	Environ 700 000 ménages	Aucune, à part les taxes fixées par l'UEMOA pour l'importation de l'huile	Sécurité alimentaire atteinte, mais produits secondaires chers et non accessibles à tout le monde	Création d'emplois dans le secteur primaire et d'emplois directs dans le secteur secondaire	Régression des surfaces emblavées à cause des mauvaises années pluviométriques	Agriculture intensive, travail du sol et utilisation d'intrants agricoles. Donc pas d'agriculture alternative pour cette filière au Sénégal	
	1	3	3	3	2	2	2	1	1	15

Critères/ Filières	Région agroécologique	Information disponible								Totaux
		Taille des industries (Agriculture intensive)	Acteurs	Nombre de producteurs	Mesures de protection aux importations	Insécurité alimentaire	Génération de revenus et lutte contre la pauvreté	Développement du marché local	Agriculture alternative	
3. Filière du riz	Cultivée dans les bas-fonds ou au niveau des plateaux comme dans les régions du sud, du centre, dans la vallée du fleuve Sénégal et le bassin de l'Anambé	Familiales et industrielles	L'État, les producteurs, les intermédi- aires, les commerç- ants, etc.	Environ 557 000	Aucune à part les taxes fixées par l'UEMOA	Production ne répond pas à la demande et produits importés coûtent cher	Création d'emplois directs et lutte contre la pauvreté dans le nord du pays	Développement du marché, augmentation de la demande, des terres emblavées, et d'intervenants	Pas d'agriculture alternative	
	3	2	2	2	1	1	2	3	1	17
4. Filière du lait	Niayes, dans le bassin arachidier, dans la zone sylvo- pastorale et le Sénégal oriental	Dominée par l'élevage familial, présence de l'élevage industriel	État, ISRA, organism- es, femmes, etc.	Environ 454 000 ménages	Aucune à part les taxes communes de l'UEMOA	Production ne répond pas à la demande et produits locaux non valorisés	Sources d'emplois directs pour plus de 150 000 femmes pour la vente du lait caillé	Demande laitière croissante	Sédentarisation de l'élevage à la hausse et augmentation des fermes	
	2	2	2	2	1	1	1	1	2	14

Critères/ Filières	Région agroécologique	Information disponible								Totaux
		Taille des industries (Agriculture intensive)	Acteurs	Nombre de producteurs	Mesures de protection aux importations	Insécurité alimentaire	Génération de revenus et lutte contre la pauvreté	Développement du marché local	Agriculture alternative	
5. Filière oignon	Niayes, vallée du fleuve Sénégal	Agriculture familiale et industrielle	Producteurs et association de producteurs, accompagnateurs, régulateur, commerçants (grossistes, détaillants, intermédiaires)	Nombre de producteurs de la vallée du fleuve Sénégal est de 17 000 et celui des Niayes n'est pas communiqué	Arrêt des importations pendant la période de commercialisation de la production locale entre février et août et application de 20 % de taxes sur les oignons non originaires de l'UEMOA ou de la CEDEAO depuis 1998	L'oignon est accessible, mais en quantité insuffisante pour couvrir toute l'année. L'importation reste un secours	C'est une culture génératrice de revenus vu le nombre d'acteurs dans la filière, le chiffre d'affaires de 35 milliards en 2014 pour 230 000 tonnes	Le marché local est en expansion. La consommation annuelle par habitant est en hausse linéaire : 6 kg/personne/an en 1990 à 13 kg/personne/an en 2003	-	
	1	1	1	2	2	1	2	1	1	12
6. Filière coton	Sénégal oriental et de la haute Casamance	Industrie/familial	FNPC et Sodefitex	-	Aucune	-	Création d'emplois avec les sociétés de traitement du coton	Régression de la production passage de 15 000 tonnes en 2007 à 4000 tonnes en 2015	-	
	1	1	2	1	1	1	1	1	1	10

Critères/ Filières	Région agroécologique	Information disponible								Totaux
		Taille des industries (Agriculture intensive)	Acteurs	Nombre de producteurs	Mesures de protection aux importations	Insécurité alimentaire	Génération de revenus et lutte contre la pauvreté	Développement du marché local	Agriculture alternative	
7. Filière de pomme de terre	Niayes, vallée du fleuve Sénégal	Moyenne et petites	Fédérations membres, d'institutions de la République, des services étatiques, d'ONG, de structures partenaires au développement, des institutions de recherches, du secteur privé	Informations indisponibles	Aucune	Production trop faible, beaucoup de dépendance de l'importation	Informations non disponibles	De plus en plus de producteurs et la demande est croissante	Information non disponible	
	2	1	2	-	1	1	1	1	-	9

Valeur	Description
1	La filière répond peu ou pas au critère.
2	La filière répond moyennement au critère.
3	La filière répond presque entièrement ou entièrement au critère.

ANNEXE 3 : GRILLE D'ANALYSE – PRÉLIMINAIRE

Dimension	Critères	Étude de cas 1 : filière poulet	Étude de cas 2 : filière arachide	Étude de cas 3 : filière riz	Étude de cas 4 : filière lait
Environnement	Utilisation des intrants	2	2	1	1
	Utilisation d'eau	1	1	2	3
	Perte de biodiversité et de services fournis par les écosystèmes	1	2	1	2
	Émissions de GES	1	1	1	3
Sociale	Pauvreté	2	2	2	1
	Iniquités	1	1	2	2
	Genre	1	2	2	2
	Sécurité/insécurité alimentaire	2	2	1	1
Économique	Investissement direct étranger (IDE) et achat de terres	2	1	2	1
	Système de crédit aux producteurs	1	2	2	1
	Subventions aux producteurs locaux	3	1	3	1
	Augmentation des revenus des ménages	3	2	2	1
	Productivité et qualité	2	3	1	1
	Exportation	1	3	1	1
	Importation	1	2	3	3
Gouvernance	Participation à la définition des politiques commerciales agricoles	2	3	2	1

	Parties prenantes et leur pouvoir : organisations de l'agro-industrie, organisations paysannes/Groupement d'intérêt économique (GIE); consommateurs	3	3	2	2
	Protections légales pour les petits producteurs	3	2	1	1
	Droits fonciers	1	2	2	1
	Réformes institutionnelles	1	1	1	1
	Total	34	33	31	26

Valeur	Description
1	La filière répond peu ou pas au critère.
2	La filière répond moyennement au critère.
3	La filière répond presque entièrement ou entièrement au critère.

